

RÉSISTONS
ENSEMBLE,
POUR QUE
RENAISSENT
DES JOURS
HEUREUX

COLLECTIF

**RÉSISTONS
ENSEMBLE,
POUR QUE
RENAISSENT
DES JOURS
HEUREUX**

Massot Éditions

Tous les textes sont protégés par les droits d'auteur de leurs auteurs respectifs. © Tous droits réservés :

Denis Robert (pp. 11-14), Claude Alphandéry (pp. 15-20), Ali Benali (pp. 21-26), Ludivine Bantigny (pp. 27-30), Clotilde Bato (pp. 31-36), Anne Beaumanoir (pp. 37-40), Brigitte Boréale (pp. 41-44), François Boulo (pp. 45-50), Dominique Bourg (pp. 51-56), Juan Branco (pp. 57-68), Valérie Cabanes (pp. 69-74), Aymeric Caron (pp. 75-78), Hugues Charbonneau, Pauline Londeix et Jérôme Martin (pp. 79-84), Samuel Churin (pp. 85-90), Alain Damasio (pp. 91-102), Cyril Dion (pp. 103-112), Marc Eichinger (pp. 113-118), Bernard Friot (pp. 119-124), Bruno Gaccio (pp. 125-130), Caroline Guy, en collaboration avec Julien Le Provost et Héloïse Pierre (pp. 131-136), Yannick Ker goat (pp. 137-142), Philippine Leroy-Beaulieu (pp. 143-148), Priscillia Ludosky (pp. 149-152), Virginie Martin (pp. 153-156), Florent Massot (pp. 157-160), Dominique Méda (pp. 161-164), Raymond Millot (pp. 165-170), Julie Moulier (pp. 171-174), Agnès Naudin (pp. 175-180), Fabrice Nicolino (pp. 181-186), Fatima Ouassak (pp. 187-192), Antoine Peillon (pp. 193-204), Benoît Piédallu (pp. 205-212), Thomas Piketty (pp. 211-214), Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon (pp. 215-219), Régis Portalez (pp. 221-225), Coline Serreau (pp. 227-232), Pablo Servigne (pp. 233-238), Pacôme Thiellement (pp. 239-242), Marie Toussaint (pp. 243-248).

Merci pour leur collaboration :

à *AOC Média* pour le texte de Dominique Bourg ;

à *Libération* pour le texte d'Hugues Charbonneau, Pauline Londeix et Jérôme Martin, ainsi que celui de Dominique Méda ;

à *Marianne* pour la chronique de François Boulo ;

à *Médiapart* pour les textes de Coline Serreau et d'Alain Damasio ;

au *Monde* pour les textes de Cyril Dion et de Thomas Piketty ;

au *Nouvel Obs'* pour la reproduction du texte de Claude Alphandéry ;

à *Socialter* pour celle d'Alain Damasio.

Couverture : Quintin Leeds

© Massot Editions, 2020. Tous droits réservés pour tous pays.

ISBN livre numérique : 978-2-38035-272-6

ISBN PDF : 978-2-38035-279-5

Dépôt Légal : mai 2020.

Sommaire

<i>Préface</i> de Denis Robert	11
<i>Introduction</i> de Claude Alphandéry	15
Sabrina-Aurore Ali Benali, Décompensation systémique du Covid	21
Ludivine Bantigny, Le monde d'après commence aujourd'hui ; communs et démocratie pour réellement « changer la vie »	27
Clotilde Bato, Il est temps de rendre à l'agriculture son rôle sociétal fédérateur !	31
Anne Beaumanoir, Je me souviens... ..	37
Brigitte Boréale, Immunité partagée.....	41
François Boulo, Faire le « monde d'après » sans Macron : et si on arrêtait de se diviser comme avant ?	45
Dominique Bourg, Arrêtons le progrès !	51
Juan Branco, Crépuscule de la souveraineté	57
Valérie Cabanes, La République doit agir dans le respect des limites écologiques.....	69
Aymeric Caron, Devenir tuteurs du vivant	75
Hugues Charbonneau, Pauline Londeix et Jérôme Martin, Médicaments et produits de santé : la planification sanitaire que nous voulons.....	79

Samuel Churin, Droits attachés à la personne, sécurité salariale inconditionnelle.....	85
Alain Damasio, Pas de lendemains qui chantent : des aujourd’hui qui bruissent	91
Cyril Dion, La crise du Covid-19 peut nous aider à construire le monde d’après.....	103
Marc Eichinger, Les illusions perdues de nos guerres irrégulières	113
Bernard Friot, Généraliser deux droits économiques de la personne, le salaire et la décision sur la production	119
Bruno Gaccio, Rdv, 48 rue du Four... ..	125
Caroline Guy, Julien le Provost et Héloïse Pierre, Le Passage.....	131
Yannick Kergoat, « Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci. ».....	137
Philippine Leroy-Beaulieu, « Connais-toi toi-même ».....	143
Priscillia Ludosky, Finissons-en avec les inégalités sociales	149
Virginie Martin, La politique, un art majeur.....	153
Florent Massot, Résistons ensemble	157
Dominique Méda, Tirer vraiment les leçons de la crise sanitaire	161
Raymond Millot, Le jour d’après concerne-t-il nos enfants ?.....	165
Julie Moulrier, À quel prix ?	171
Agnès Naudin, Protéger et servir... deux mots qui font rêver.....	175
Fabrice Nicolino, Avis à ceux qui ne sont pas encore morts.....	181
Fatima Ouassak, Luttons contre les violences policières, défendons nos libertés fondamentales.....	187
Antoine Peillon, Réparer le monde !	193
Benoît Piédallu, Crise du Covid-19 : la technoplice profite de la stratégie du choc.....	205
Thomas Piketty, Après la crise, le temps de la monnaie verte.....	211
Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, Mai 2020, rendez-vous historique : que faire ?	215

Régis Portalez, Nous pensons tous à demain	221
Coline Serreau, Le monde qui marchait sur la tête.....	227
Pablo Servigne, L'entraide, pour résister	233
Pacôme Thiellement, Rendez-nous la vie.....	239
Marie Toussaint, Bâtir une alliance pour la justice environnementale.....	243

Préface

Par Denis Robert

Tout est parti d'un vieux militant Raymond Millot, 93 ans, qui rêvait de refaire le coup « des jours heureux ». Il nous a écrit et envoyé un texte que vous lirez plus loin. Il parle d'un projet visant à repenser le modèle éducatif. On était au début du confinement. Emmanuel Macron venait de répéter que nous étions en guerre.

Guerre. Guerre. Morts à la guerre. Souffrance de la guerre. Ennemi invisible. Arme de guerre. Tranchées. Population confinée. Technosurveillance. Morts au front. Soignants. Contamination. Généraux et petits soldats. À longueur de discours médiatiques, on en a mangé des métaphores et des bombes à retardement. Tant et si bien que nous nous sommes parlé, appelé, « skypeé », téléphoné, inquiété.

Qu'est-ce qu'on fait ? Le président l'a dit. Il est en guerre, contre un ennemi invisible. Il nous embarque avec lui.

Nous avons eu envie de le prendre au mot. Si lui était en guerre, nous allions nous battre et résister.

Ce livre, objet hybride et protéiforme, écrit par une quarantaine de mains est né de notre volonté farouche à résister à ces propos belliqueux et mensongers, aux idées trop convenues, à la violence de ce pouvoir et à la connerie ambiante. Vaincre aussi cette inquiétude à nous voir et nous sentir glisser vers un néant flippant.

Nous fabriquons une fusée à plusieurs étages. Le premier étage, ce sera vous les lecteurs, nos soutiens, nos propulseurs. Plus vous serez nombreux et actifs, plus nous irons loin. Le second étage, c'est ce livre dont la première version sort mercredi 27 mai, Journée nationale de la Résistance. C'est un livre numérique, gratuit. Il évoluera. Nous le compléterons par d'autres contributions. Il y aura une nouvelle version à la rentrée, en septembre.

Je ne vais pas énumérer les hommes et les femmes de droite, de gauche, du centre, écologistes, communistes, gaullistes, socialistes, démocrates, radicaux, non étiquetables, croyants, incroyants, abusés, désabusés, militants, transgenres, profs, avocats, ouvriers, ingénieurs, policiers, artistes, bricoleurs, jardiniers, chômeurs, chercheurs, sans statuts particuliers qui ont et qui vont nourrir de leurs pensées et propositions cet ouvrage. Ce livre, c'est notre boîte à idées. C'est notre second moteur.

Le troisième étage, c'est le Conseil national de la Nouvelle Résistance. CNNR. Ce mouvement politique et citoyen que nous venons de créer, sous l'égide et la bienveillance de nos aînés Claude Alphantéry et Anne Beaumanoir, deux résistants de cette époque lointaine qui nous inspirent tant, est composé de dix hommes et de dix femmes venant d'horizons différents et aux histoires plurielles. Ils seront le ciment de ce nouveau contrat social que nous allons réécrire, loin des promesses factices de « jours heureux » exhibés par Emmanuel Macron dans ses discours opportunistes.

Nous publierons un manifeste, un programme politique dès le mois de juin sous formes numérique et papier dans les kiosques et chez les libraires.

Nous n'avons plus confiance en vous, Monsieur le Président. Vous nous avez trop souvent trahis. Vos promesses mènent à une impasse et à encore plus d'inégalités, de troubles, de manipulations, d'asservissements. De violence et de morts.

Nous voulons rompre avec vos guerres, avec le défaitisme ambiant et cette soumission au marché, aux multinationales et à la *dogma* libérale qui nous mènent tout droit à une catastrophe écologique et sociale.

Il nous faut résister ensemble pour des jours enfin joyeux et apaisés. Nos enfants et nos petits-enfants le méritent.

Les jours heureux, c'est pour nous, Monsieur le Président.

Né en 1958, Denis Robert est écrivain, journaliste et réalisateur de documentaires. Spécialiste de la lutte contre la criminalité financière, il est notamment connu pour son enquête sur la société Clearstream. Il est depuis 2019, le directeur de la rédaction du Média. Artiste prolifique, il est aussi plasticien et l'auteur d'une dizaine de romans et autant d'essais.

INTRODUCTION

Pour résister à la pandémie comme au temps des maquis¹

Par Claude Alphandéry

Au printemps 1943, trois ans après l'invasion de la France et la capitulation vichyste, les Alliés remportaient certes d'éclatantes victoires ; dans notre pays, des résistants s'élevaient contre l'envahisseur ; mais les forces nazies restaient redoutables. Une oppression féroce nous terrassait telle un virus étouffant. Et pourtant, quelques mois plus tard, à l'automne 1943, bien avant le débarquement libérateur, nous recommençons à vivre, à retrouver notre souffle, grâce aux armées alliées bien sûr, par nous-mêmes surtout. Parce que le peuple asservi de ce pays meurtri prenait depuis ses maquis un élan irrésistible pour briser ses chaînes et dans le même mouvement construire un monde nouveau pour l'après-guerre.

Je voudrais comparer ces jours de guerre à notre époque, tirer du retournement inouï qui nous a dégagés de l'asservissement et projetés vers l'avenir un enseignement qui nous aide à sortir de l'oppression physique et morale ressentie sous la pandémie, et simultanément à trouver les voies nouvelles d'un avenir respectueux du vivant. Comparaison peut-être hasardeuse, mais que je vis intensément.

1. Article paru sur www.nouvelobs.com le 6 avril 2020.

Nous ne sommes pas, à proprement parler, dans une guerre contre un ennemi violent, barbare, visible, déclaré. Nous avons à nous défendre contre les effets invisibles (le virus) ou plus ou moins éloignés (le désastre écologique) ou sournois (les manipulations financières ou numériques) de crises économique, écologique, financière, sociale et aujourd'hui sanitaire entremêlées, que nos propres dirigeants dans leur obsession du profit financier ont engendrées. Mais, dans l'une et l'autre circonstance, nous avons à apprendre des années de Résistance comment l'état le plus sombre s'est transformé en un élan extraordinaire qui nous a conduits à la Libération.

Montée de la Résistance

Cet élan ne s'est pas produit dès 1940 ; la Résistance ne touchait alors qu'une faible partie de la population. En 1943, lorsque Jean Moulin m'a confié la direction des mouvements de Résistance de la Drôme, ils se déchiraient entre communistes et gaullistes, entre catholiques et protestants, etc. J'avais pour mission de les unir dans un comité départemental et d'organiser l'action commune.

Dès l'automne, dans la Drôme comme d'ailleurs dans les départements voisins, un comité départemental et quinze comités locaux de libération rassemblaient tous les mouvements ; leur entente qui galvanisait les énergies n'était pas sans rapport avec l'heureux déroulement extérieur de la guerre, elle tenait surtout au développement massif des maquis sous le coup du STO (Service de Travail Obligatoire en Allemagne), qui forçait des centaines de milliers de travailleurs à se cacher. L'organisation des maquis pour les accueillir, assurer leur ravitaillement, leur sécurisation devenait une tâche majeure et délicate et pour la réaliser, l'union de tous les résistants s'avérait nécessaire. Elle fut puissante jusqu'à la Libération.

Quant aux maquisards, la plupart n'étaient pas jusque-là des résistants actifs (de même que la masse des Français de maintenant ne sont pas

au premier abord des citoyens militants) ; dépaysés, déçus pour la première fois, ils avaient, entre quelques coups de main contre l'ennemi, du temps pour réfléchir, pour échanger entre eux. C'était un peu comme le confinement, mais sans isolement physique. Ils avaient au contraire l'occasion de rencontres inhabituelles, ils apprenaient peu à peu à débattre.

J'avais fait appel pour les y aider aux dissidents de l'école d'Uriage qui pratiquaient dans le Vercors des méthodes innovantes de débat. Ils m'avaient délégué Simon Nora, futur conseiller de Mendès France, pour animer de formidables discussions sur la démocratie : quelles étaient les faiblesses, les errements de la III^e République ? Pourquoi le Front populaire, après des avancées prometteuses, avait-il échoué ? Comment donner à tous accès à l'éducation, aux soins, etc. ?

Certains maquis devenaient ainsi des sortes de clubs de citoyens, où se forgeait l'opinion que les objectifs de la Résistance n'étaient pas seulement militaires, mais aussi civiques et politiques. Et je puis assurer que les débats de ces réfractaires sans grade, de ces réfuzniks ont eu une réelle influence sur les têtes pensantes du Conseil national de la Résistance. Celle-ci s'est poursuivie pendant les Trente Glorieuses ; de grands artisans d'un New Deal économique tels que François Bloch-Lainé, Paul Delouvrier, Pierre Laroque, Simon Nora ont fait leurs armes dans les maquis. La Résistance n'a pas fondé un parti, mais son souffle a inspiré pendant trente ans les syndicats, les associations, les entreprises à vocation sociale, les collectivités... Ce souffle s'est après délité, l'économie financière prenant le dessus.

Apprendre d'hier pour agir demain

Cette irruption de mes souvenirs des maquis vient à la rencontre des crises qui s'entrelacent depuis la fin des années soixante-dix et de la pandémie qui en est le dernier et cruel avatar. Comme pendant la guerre, notre pays connaît à côté de grandes souffrances de hauts lieux de résistance :

– les hôpitaux où l’extrême urgence laisse peu de temps aux échanges contrairement aux maquis, mais où s’impose l’exigence de services publics plus soucieux des citoyens que des coûts financiers ;

– les expériences sociales et solidaires de lutte contre pénuries, exclusions, atteintes à l’environnement et simultanément de promotion de voies nouvelles (tiers lieux, sociétés coopératives d’intérêt collectif, pôles de coopération, coopératives d’activité, etc.) où se forge par l’innovation sociale une économie qui ne fonctionne plus comme avant.

Les analogies sont frappantes : de même que dans les maquis de la Libération, la lutte contre l’envahisseur était liée à une vision de la démocratie sociale (mais, il est vrai, sans souci écologique qui n’était pas encore à l’ordre du jour) ; de même les résistants d’aujourd’hui – qu’il s’agisse de médecins, soignants de tout ordre, artisans de la vie quotidienne ou citoyens militants pour un monde plus soucieux de l’humain et de la nature – se battent à la fois contre les souffrances et pour la mue d’un système périmé.

Les crises, comme hier la guerre, ne doivent pas se dénouer par l’identique, mais faire naître l’exigence de valeurs et de pratiques profondément transformées, de modes de production, d’échanges, de gestion radicalement nouveaux. Les expériences de soins et celles d’économie solidaire en cours sont un avant-goût, une ébauche, une promesse de transformations que l’effondrement de la vie économique et sociale nous offre une possibilité de réaliser.

Ces transformations, dont la nécessité est évidente quand on voit l’impréparation des hôpitaux face au Covid-19 et plus généralement l’état des services publics, impliquent un changement de paradigme, une réorientation des activités.

Un changement de paradigme

Encore faut-il bien identifier les activités que nous avons à abandonner et celles que nous souhaitons reprendre ou substituer. Les

pouvoirs publics nous disent aujourd'hui quelles activités sont considérées comme essentielles de leur point de vue économique et doivent être poursuivies malgré l'épidémie et quelles autres doivent être suspendues. Il nous faut aborder ce problème sous un angle élargi, celui de la transition écologique et solidaire, seule sortie acceptable de la crise.

Et dans cette vision, quelles productions inutiles voire nuisibles faut-il écarter ? Quelles activités doit-on développer ou créer ou relocaliser ? Quels moyens pour former à de nouvelles technologies, et plus encore à de nouveaux comportements ? Ne faut-il pas réunir les crédits et indemnités promis face à la crise en un revenu universel, permettant à chacun de s'attacher à de nouvelles formes d'activités ? Comment d'une façon plus générale opérer les transferts nécessaires pour ces profondes transformations ?

Ces questions sont difficiles. La façon dont elles sont posées par de grandes associations (Pouvoir de vivre, Labo de l'ESS, Fabrique des initiatives, Archipel pour les jours heureux, ONG, etc. dont la valeur et les perspectives sont explicitées par le second Manifeste convivialiste) est encourageante. Et les succès de l'économie sociale et solidaire sur le terrain montrent sa capacité à réaliser de grandes transformations dans ses modes de production par sa sensibilité aux besoins de proximité, par son respect de la nature, sa recherche d'équilibre, de juste prix. Mais beaucoup restent sceptiques : trop d'intérêts puissants ou de conflits personnels leur font penser que les difficultés sont insurmontables. Et une partie de l'opinion est sensible aux discours de l'extrême droite (ceux d'un Trump ou d'un Bolsonaro) qui privilégient leur clientèle économique à la santé de la nature et des humains.

Il faut donc convaincre. Et l'on peut le faire en rassemblant des initiatives remarquables mais fragmentées ; en mettant en lumière les bénéfices des solutions apportées, les coûts sociaux évités, l'avenir préservé ; en conjuguant les efforts dispersés, en nouant des liens entre les expériences, entre les territoires en France et en Europe ; en constituant progressivement à partir des ententes locales un vaste

 cosyst me porteur de développement équitable et durable. En retrouvant enfin pour convaincre l'énergie, l'optimisme raisonné des maquis et le lien social que la Résistance a su créer. Pourquoi ne pas créer, entre tous les réseaux, un Conseil national de la Résistance qui lancerait un nouvel appel pour des jours heureux ?

Né le 27 novembre 1922 à Paris, Claude Alphan ery est un résistant, banquier et économiste français. Ancien président du comité départemental de Libération de la Drôme et lieutenant-colonel FFI, il est président d'honneur du Labo-ESS et de France Active.

Décompensation systémique du Covid

Par Sabrina-Aurore Ali Benali

17 mars, 1 h 34. Je me dirige vers une nouvelle visite à la demande du SAMU. Depuis quelques jours, la nuit de Paris est à nous. Les voitures de médecins, les ambulances, les camions de pompiers, les SMUR et les véhicules de la Croix-Rouge se croisent et se saluent dans l'obscurité. Au milieu de ce ballet incessant de la course pour la vie, c'est le silence absolu. Les murs paraissent froids, les rues sont désertes, ou presque... Il reste ces gens.

Les pauvres, les pauvres de tout. Dans ma course, je distingue par la fenêtre ces silhouettes sous les duvets, les pieds noirs de crasse qui en dépassent, les sachets d'aliments de survie qui jonchent le sol devant eux...

Comme chaque nuit depuis deux ans que je fais ce travail, je les vois, ces exclus que le système a vomi dehors et j'ai froid, j'ai mal. Mal à ma République sociale bafouée. Mal aux droits de l'homme invoqués en haut lieu et recrachés sur le trottoir.

Les dirigeants de la République se maquillent. Mais la poudre des discours ne résiste pas à la confrontation au réel. Comme le Covid décompense² les maladies sous-jacentes, la pandémie intensifie les

2. En médecine, la décompensation désigne la dégradation, souvent brutale, d'un organe ou d'un organisme qui était jusqu'alors maintenu en équilibre par des mécanismes de compensation qui empêchaient la survenue de ce dérèglement.

inégalités sociales. Le Covid a fait décompenser les insuffisances cardiaques mais aussi celles du système.

Covid ou non, les politiques néo-libérales³ n'ont jamais pu digérer les pauvres, elles les vomissent. Pour la bonne santé des dominants, il faut des dominés. Il faut qu'ils soient dociles, travailleurs, en bonne santé physique et mentale. Le dominé ne peut pas souffrir autrement qu'en silence. Ceux qui sont là, par terre ce soir, souffrent trop fort.

J'en ai vu de ceux-là, « les souffrants de tout », lorsque je travaillais en permanence d'accès aux soins. Pertes d'emplois, séparations, expulsions de logements, séquelles d'accidents de voiture, cancer, violences conjugales, viols, menaces de mort dans un autre pays. Ces événements qui font basculer du côté de la misère. Qu'est-ce que les thuriféraires de la compétitivité internationale en ont à foutre de votre souffrance ? Qu'est-ce que les grands actionnaires qui attendent leurs dividendes en ont à foutre de votre deuil ? De votre accident ? De votre excision ? De votre dépression ?

Pour que certains gagnent beaucoup, il faut qu'une masse travaille beaucoup, rien de plus. Si tu ne peux plus travailler, tu ne sers à rien. Le système te vomit, doucement, mais te garde sous forme de bile qui s'étale sur les trottoirs et les fauteuils d'associations caritatives. Sale, jaune, mais utile et visible de tous pour maintenir la docilité du plus grand nombre. J'entends là en pensée, les défenseurs de ce monde-là me traiter d'extrémiste, de radicale. « Tu exagères, il y a des associations subventionnées, des hôtels, des aides, dans d'autres pays ils n'auraient même pas ça... et blablabla et blablabla... » Les commentateurs du dimanche qui vous font la leçon, assénant leur discours imbibé de darwinisme social « quand on veut s'en sortir, on peut » et se gratifiant de leur charité avec un don annuel.

3. Néo-libéralisme : doctrine qui veut rénover le libéralisme en maintenant le libre jeu des forces économiques et l'initiative des individus tout en minimisant l'intervention de l'État.

Arrêtons les mots, allons aux faits. 2019 : plus de 531 personnes mortes dans la rue dont une enfant de six ans et trois nourrissons. Les enfants n'avaient qu'à avoir la force de vouloir s'en sortir. *Fuck*.

Je roule, en colère. J'arrive chez M^{me} V. que je vois pour fièvre et frissons suite à une chirurgie du genou. *A priori*, pas de suspicion Covid. Arrivée devant sa porte, j'enfile donc une surblouse, des sacs poubelles de salle de bain sur mes baskets, une charlotte donnée par l'école de ma fille. Mon masque périmé depuis 2011 est déjà sur mon nez. Je le garde toute la nuit car nous en manquons. Je n'ai rien reçu de l'État. Tout vient des dons. Pourquoi je m'habille alors que la patiente n'est probablement pas Covid ? Parce que je n'ai que vingt surblouses pour deux semaines. Impossible donc de me protéger pour chaque patient. Je considère donc que mes vêtements sont contaminés et ne mets des protections que pour ceux qui sont probablement négatifs.

On fait « au moins pire ». Rien de nouveau quant à la considération par l'État des besoins de la population en matière de santé et de services publics en général.

À l'hôpital, les soignants supplient depuis des années pour avoir des draps, des couvertures, des pieds à perfusion, des brancards qui roulent, des bouteilles d'oxygène, etc. Après un an de grève nationale, nous avons obtenu un nouvel audit et des gaz lacrymogènes en fin de manifestation. Aujourd'hui, les mêmes dirigeants indifférents hier aux suicides de nos collègues, tweetent des « MERCI » et nous élèvent au rang de héros de la nation.

Revenons-en à M^{me} V. Elle a 38 ans. Elle a été opérée du genou gauche il y a six jours en ambulatoire. Le soir de l'opération ça n'allait pas trop, elle avait des frissons mais il fallait rentrer. À 18 heures, tout le monde dehors. Si vous n'êtes pas bien, vous repassez par les urgences.

La chirurgie ambulatoire c'est la marotte des ministres de la Santé depuis une décennie ! C'est « moderne », mais surtout rapide et économique. La volonté première de nos politiques de santé n'est pas le meilleur soin pour tous mais un budget à l'équilibre. En continuant d'exonérer nombre d'entreprises de cotisations sociales, de laisser échapper à la richesse nationale des dizaines de milliards d'évasion fiscale, le trou des entrées se creuse alors ils nous demandent des économies et privatisent le plus possible de secteurs.

Parmi les mesures phares des logiques de réduction des dépenses de santé, on retrouve des objectifs à atteindre de 70 % de chirurgie ambulatoire d'ici à 2022. Cela permet des économies de masse sur les personnels de santé et les lits d'hospitalisation de nuit. Bien que le principe ne soit pas une mauvaise chose en soi, il ne peut s'agir que de décisions au cas par cas et non pas d'un objectif chiffré à atteindre nationalement.

Dans cette conjoncture d'institutions de santé en crise, de personnels épuisés, d'augmentation des inégalités aux soins (accès géographique, remboursement, prévention, dépistage...), cet objectif peut mettre en danger certains patients.

C'est le cas ce soir de M^{me} V., sortie trop tôt, avec un repos au domicile impossible avec ses trois enfants en bas âge. La visite de contrôle n'est prévue que dans vingt jours. En attendant, pour ses questions, un service de chirurgie injoignable par téléphone, une médecin généraliste qui n'a pas le temps de faire de visites à domicile, une infirmière à domicile surchargée et une plaie qui s'infecte.

La cicatrice est purulente. Il va falloir des antibiotiques. Je découvre qu'elle est aussi essoufflée depuis quelques jours. Son auscultation pulmonaire est mauvaise et elle manque d'oxygène. Elle est probablement atteinte du Covid en sus de sa plaie. J'appelle l'ambulance qui va la prendre en charge pour l'emmener à l'hôpital. Elle a peur. Je lui dis que ça va aller.

En remontant dans ma voiture pour me diriger vers la prochaine visite, je me dis aussi que ça va aller, que nous allons sortir de tout cela, que les colères accumulées vont s'agréger pour contrer ces adeptes de l'extrême finance broyant les vies sur l'autel du profit de quelques-uns.

Dans la santé, nous sortirons des logiques « rentables », recruterons des soignants, renforcerons les secteurs médico-sociaux.

Les études de médecine ne seront plus un sacerdoce, la relation au malade y prendra toute sa place au même titre que l'apprentissage des atteintes somatiques.

Nous repenserons une médecine accessible à tous.

Nous proposerons une Sécurité sociale à 100 %, collecteur et financier unique. Nous réenvisagerons aussi la santé sous l'angle des conditions d'existence en tenant compte des questions d'environnement, d'alimentation, de travail, de conditions économiques.

Nous nous retrouverons dans chaque secteur d'activité pour reconstruire ensemble un futur commun.

16 mai 2020. 15 h 30. J'écris ce texte.

Nous sommes déconfinés. Les bulletins d'informations nous assènent déjà des conséquences économiques de la crise. « Il faudra faire des efforts ». Travail sur les jours fériés, semaines de 40 heures, suppression de congés, etc. Pour eux, rien n'a changé, il faut presser jusqu'à essorage humain.

Les patients que j'ai soignés n'avaient peur que d'une chose : ne pas revoir ceux qu'ils aimaient. Sur les murs des chambres d'hôpital, l'espoir est suspendu aux photos des êtres aimés, à celles des beaux souvenirs. Alors c'est à cela que l'acharnement des soignants doit servir. Au temps humain. Au droit au bonheur. Au droit de rire, de pleurer, d'aimer, de jouer, de voir de belles choses, de s'embrasser, et non pas à travailler plus au nom d'une sacro-sainte idéologie financière dont aucun d'entre nous n'a jamais tiré le moindre bénéfice.

L'heure de l'humanité, l'heure de retrouver des jours heureux a sonné.

Sabrina-Aurore Ali Benali a effectué son externat et son internat dans les différents services des Hôpitaux de Paris, notamment aux urgences. Elle est aujourd'hui médecin remplaçante aux Urgences MEDICALES de Paris (activité d'urgence à domicile). Médecin engagée, elle est notamment l'auteurice de La révolte d'une interne. Santé, hôpital : état d'urgence (Le Cherche-Midi, 2018).

Le monde d'après commence aujourd'hui ;
communs et démocratie
pour réellement « changer la vie »

Par Ludivine Bantigny

« Le changement c'est maintenant », mais pour de vrai, sans fausses promesses ? Le temps du confinement, ce temps en suspens, a mis en crise les certitudes les plus établies, les préceptes les plus chevillés. Printemps 20 : un tournant du temps. Qu'en ferons-nous collectivement ? D'ores et déjà les luttes ne cessent pas : on l'a vu dès les premiers exercices du droit de retrait. Les injonctions à l'« union sacrée » ne dupent pas. Le « Circulez y a rien à voir » ne sera jamais de saison pas plus que les assignations : à approuver, se taire, s'aligner.

Deux pôles se forment dans cette ébullition. D'abord il y a les plans d'urgence sur ce dont nous avons besoin ici et maintenant : pour les services publics de la santé et du soin, contre les attaques faites au droit du travail, en solidarité active avec les personnes les plus touchées. Et puis il y a les élaborations sur ce que pourrait être « le monde d'après ». Face à un capitalisme destructeur et mortifère, aux inégalités vertigineuses que la crise sanitaire révèle à plein degré, comment ne pas aspirer à une société qui en serait débarrassée ? Ce n'est ni « lunaire » ni « extrême » d'imaginer que ce monde-là a fait son temps. Ce qui est extrême, ce sont les mensonges d'État, le cynisme morbide d'un préfet Lallement, la privation d'eau pour les migrant.es contraint.es de boire l'eau d'un

canal, dans notre capitale, des personnes laissées sans soin parce qu'elles ont plus de 70 ans, des stocks d'armes à foison, par contraste avec les stocks de masques – les 46 milliards du Rafale représentent 40 ans de salaire pour 46 000 infirmières, ces trains de banlieue bondés en pleine épidémie, parce que des milliers et des milliers de personnes sont contraintes d'aller travailler, sans protection pour des productions sans rapport avec les exigences vitales, ces dividendes par milliards distribués aux grands actionnaires quand nous manquons de l'élémentaire, ces gens mourant à petit feu dans des camps, femmes, hommes et enfants, pour cause de frontières ou bien encore noyé.es dans nos mers. Ce qui est lunaire, c'est de penser qu'une telle organisation des rapports sociaux, de la production, de la consommation, des atteintes mortelles faites à la terre et au vivant, pourrait n'avoir pas de fin ; de croire que tout cela serait inéluctable, aussi évident que l'air respiré – de plus en plus infecté.

Le capitalisme est parvenu à faire de presque tout un marché. C'est sa logique et son principe. Car sa capacité à faire du monde une « immense accumulation de marchandises » est aussi puissante que redoutable, aussi impressionnante qu'implacable. C'est la matrice maximisatrice d'un profit incessamment recherché jusqu'à épuisement total – des ressources et du travail, de la planète et de nos vies. Le capital procède par captations, promoteur d'un monde où toute valeur d'usage peut être happée par une valeur d'échange désaccordée, vissée à l'obsession du chiffre et de la compétition, au management par objectifs et à la performance évaluée. Il alimente l'évolution en apparence inéluctable où nos existences et ce qui en fait la saveur pourraient être tout entières placées dans un rapport marchand, sous l'égide d'un calcul économique. En cela, le capital n'a aucune valeur, entendue ici au sens d'un principe moral – une éthique d'existence. Il nourrit la dépossession.

Mais il faut se le rappeler, cependant : non seulement, évidemment, le capitalisme n'est pas de tout temps, mais il aura un jour fait son temps. C'est ce que la péremptoire affirmation du TINA entend faire taire. L'économie, en soi, n'est rien moins qu'une organisation de la

production et un partage des richesses historiquement déterminés. Si le capital est une puissance dont la souche est le profit tiré du travail et son acharnement à le soumettre, il est situé. En cela, il est fort mais fragile, si tant est qu'on veuille bien le considérer comme tel : localisé dans le temps, quand bien même il puiserait sa solidité à vouloir le faire oublier.

Tout événement historique métamorphose les consciences, par un effet d'accélération fascinant. Si nous sommes d'accord pour dire que « rien ne sera plus comme avant », alors nous non plus, nous ne pourrons plus être comme avant : partis et formations politiques attendant les prochaines échéances électorales pour se présenter à l'identique ; collectifs menant un travail de terrain formidable, mais chacun dans son couloir, certains ne voyant que « par le bas », d'autres ne jurant que dans l'État. Il nous faut faire front commun et s'entendre sur ce qui pourrait, justement, faire commun. Osera-t-on ceci : il faut moins d'autos et bien plus d'auto : l'auto-organisation comme manière de s'habituer à prendre ses affaires en main.

Nous l'entendons plus que jamais, il faut repenser le travail de manière radicale – à la racine – quant à ses formes, son sens et son utilité sociale. Comment ? Par des comités d'action et de décision dans les services publics et dans les entreprises, par celles et ceux qui travaillent et produisent, en lien avec les usagers. À l'hôpital, c'est le personnel soignant qui doit pouvoir décider, et non des directeurs d'hôpitaux recrutés pour leur profil de managers. Mais c'est valable dans chaque secteur. L'autogestion n'est pas réservée au passé. Il est bien des étapes intermédiaires qui peuvent familiariser avec le droit de regard et le droit de décider. Imaginer un droit de veto sur les cadences et les licenciements, c'est concevoir un pouvoir embryonnaire face au commandement jusque-là inaltéré des employeurs. Expérimenter les comités d'action et de base, les collectifs de quartiers et de localités, les assemblées populaires, c'est renouer avec la démocratie vraie. En bien des moments historiques, l'enjeu d'un contre-pouvoir s'est posé, la fédération des forces organisées localement, une manière de sortir ces expériences de leur isolement et de poser concrètement la question de l'émancipation.

Le thème des « communs » apparaît central dans ces réflexions. Les communs sont des ressources et des biens, mais aussi des actions collectives et des formes de vie fondées sur la coproduction. Ils se fondent sur la solidarité et la coopération. Ces espoirs aspirent à une vie bonne et juste : humaine. Ils changent les critères de référence : non plus le marché mais le partage, non plus la concurrence mais la solidarité, non plus la compétition mais le commun. Nous avons pleine légitimité à défendre ce « monde d'après ». Nous ne savons pas dans quelle mesure cela « prendra ». Mais le temps présent requiert absolument que nous le mettions au débat.

Alors, quel(le) CNR ? Il ne me semble pas que nous ayons légitimité à nous instaurer en Conseil national de la Résistance. Nous ne risquons pas, comme ceux qui le composaient, la torture et la mort, chaque soir ou chaque matin. Par ailleurs, nous n'avons plus les mêmes références « nationales » et patriotiques. Nous pouvons imaginer de nouveaux « jours heureux » sans nous lester d'une référence décidément trop lourde à porter. Mais *une* CNR, pourquoi pas : une coopérative des nouvelles radicalités⁴ ? Coopérative en tout cas, parce que nous avons infiniment besoin de mettre nos forces en commun, pour populariser un vrai projet de société alternatif à la logique de la marchandise et du profit. Un projet qui voudrait vraiment, oui, « changer la vie ».

Ludivine Bantigny est historienne, maîtresse de conférences à l'université de Rouen. Elle travaille sur l'histoire des mouvements sociaux et des engagements politiques et a publié plusieurs ouvrages sur ces sujets. Elle est membre de différents collectifs, parmi lesquels « Faire commune » et « Ni guerres ni état de guerre ».

4. Merci aux amies et amis du collectif auquel je suis heureuse d'appartenir, Faire commune, pour cette belle idée.

Il est temps de rendre à l'agriculture son rôle sociétal fédérateur !

Par Clotilde Bato

Nous avons assisté depuis plus de 40 ans, à l'uniformisation de notre modèle économique et social. Face à ce modèle de développement qui a largement montré ses limites⁵, nous devons agir et participer à l'émergence d'une société qui valorise la diversité et qui soit garante des ressources des générations à venir. La crise sanitaire du Covid-19 remet notamment la question de l'alimentation au cœur de nos préoccupations quotidiennes et nous rappelle que dans la décennie qui s'ouvre, il est urgent de reconnaître que notre modèle est à bout de souffle et de mettre en œuvre une transition agroécologique à toutes les échelles. Nous devons saisir cette opportunité d'un changement de cap dans laquelle la transition agricole est plus que jamais un élément clé ! Dans un contexte de libéralisation et de normalisation des échanges commerciaux à l'échelle mondiale, l'agriculture intensive est en effet devenue davantage un moyen de faire du profit qu'un moyen de nourrir le monde, au détriment des conditions de vie des paysans et de leurs cultures. Par ailleurs, l'agriculture intensive a également un fort impact sur l'environnement et le climat : érosion des sols, perte de biodiversité et pollutions diverses, etc. Sous l'effet des échanges commerciaux mondiaux et de l'accaparement des ressources

5. Crises économiques, climatiques et écologiques, exclusion sociale, répartition inéquitable des ressources, domination culturelle et démobilitation politique, etc.

agricoles par quelques-uns, nous assistons à une marchandisation croissante du vivant (agrocarburant, OGM, biopiraterie...). Pourtant, des solutions existent.

Il est aujourd'hui nécessaire de s'engager pour cette transition agricole et alimentaire, source de la construction d'une société plus solidaire, plus conviviale, plus respectueuse de l'environnement dont on dépend et riche d'échanges économiques équitables pour plus de solidarité, de diversité et d'égalité. Il est temps de rendre à l'agriculture son rôle sociétal fédérateur !

Pour une agriculture motrice de modèles de sociétés plus résilients

L'agriculture doit permettre à chaque peuple de se nourrir par lui-même, par le respect de son environnement, la maîtrise de sa propre production et son autonomie. Elle doit permettre l'amélioration de la nutrition et des moyens d'existence des populations, et ainsi contribuer à l'éradication des inégalités tout en protégeant l'environnement et la régénération du vivant. La souveraineté alimentaire incarne ainsi les bases sur lesquelles on doit refonder une réelle démocratie : c'est un droit de chaque peuple, collectivement et en solidarité avec les autres, permettant l'accessibilité de toutes et tous à une alimentation de qualité.

Pour une agriculture qui reconnaît le rôle central des paysannes et paysans

Aujourd'hui, en France, 1 % de la population nourrit les 99 % autres et la moitié de ce seul pourcent partira à la retraite dans les dix années à venir. L'agriculture représente une production estimée à 73 milliards d'euros, plaçant ainsi la France sur la plus haute marche des puissances agricoles européennes. Et pourtant... Nos paysannes sont les premières victimes des inégalités sociales et environnementales : sous la pression de la concurrence internationale, ils n'ont d'autre recours que de baisser leurs prix : un tiers des agriculteurs

vivent avec moins de 350 euros par mois et on assiste à presque un suicide chaque jour.

Alors que sans eux, nous ne pouvons pas faire face collectivement aux crises, qu'elles soient alimentaires, économiques, climatiques ou écologiques, il est urgent de soutenir ceux qui nous nourrissent. Par leur savoir-faire, leur autonomie et leurs expertises sur le lien au sol et au vivant, et leurs différents modèles sources de résilience (polyculture, élevage diversifié, pastoralisme, agroforesterie, etc.), ils et elles peuvent produire une alimentation saine et de qualité, qui permet une gestion durable des écosystèmes de notre planète, adaptée à leur diversité et aux transformations du climat. Cependant, ils ne pourront le faire sans la mise en place d'un système de solidarité et de soutien à la transition agroécologique. Au milieu de cette crise sanitaire que nous vivons, ce sont partout des initiatives paysannes, collectives et solidaires qui naissent. Nous voulons des paysannes et paysans nombreux, mais s'installer ou reprendre une ferme relève actuellement du parcours du combattant, d'autant plus pour les personnes non issues du milieu agricole, ces installations sont pourtant la source de nouvelles dynamiques rurales qui se dessinent, d'une relocalisation de l'économie et de la valorisation de tout un territoire. Ce sont des milliers d'emplois paysans qui peuvent en générer d'autres, sur toute la chaîne, dans la transformation agroalimentaire et la distribution.

Construisons maintenant l'après de l'alimentation !

Pour une agriculture citoyenne, locale, favorisant les liens entre producteurs et consommateurs

L'agriculture doit être partie prenante d'une dynamique de changement sociétal global dont les citoyens sont en effet les principaux acteurs. En ce sens, il est important d'appuyer les dynamiques coopératives, les échanges, la gouvernance locale car ce sont les

communautés paysannes avec les autres habitants qui favorisent les innovations sociales et agricoles, à l'échelle des territoires.

Pour une agriculture protégeant la biodiversité et l'accès aux ressources naturelles

Sur les 805 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde, 80 % se concentrent en zone rurale, du fait d'un accès insuffisant aux ressources que sont la terre, l'eau et la forêt. Pourtant, les agricultures paysannes sont dix à cent fois plus productives par unité de mesure que l'agriculture industrielle et il faut rappeler que plus d'un tiers de l'alimentation mondiale est produite par des petites fermes, bien qu'elles ne représentent que 24 % des surfaces agricoles mondiales.

Il est donc nécessaire de défendre les droits des paysans à accéder, gérer et protéger eux-mêmes leurs ressources agricoles et environnementales, à commencer par la libéralisation des semences. Les semences paysannes sont en effet un véritable symbole de l'appropriation du vivant par quelques multinationales, qui exercent leur contrôle sur les ressources génétiques au sein d'un marché toujours plus fermé (trois entreprises contrôlent aujourd'hui 60 % du marché). Pourtant, les semences sont un bien commun, élément majeur de l'autonomie des paysans et de la sécurité alimentaire mondiale. Associées au savoir-faire paysan en voie de disparition, on estime que nous avons déjà perdu 75 % de la biodiversité cultivée en un siècle, soit trois variétés sur quatre. Dans un contexte de changements climatiques où les semences paysannes sont source de diversité, d'adaptation et de résilience, la protection du droit des paysans à utiliser, multiplier et vendre les semences de leurs champs doit être assurée.

Pour une agriculture solidaire et consciente d'une juste répartition des richesses

Du fait de la mondialisation, nos systèmes alimentaires sont interdépendants. Nos politiques agricoles et autres accords de libre-échange

mondiaux ne permettent plus aux paysans du monde d'être rémunérés correctement et accroissent leur dépendance à des modèles de production tournés vers des cultures de rente et d'exportation plutôt que pour des cultures vivrières. Notre modèle agricole et alimentaire doit permettre des échanges commerciaux plus justes et équitables et être solidaire avec les populations des pays les plus fragiles, premières victimes des dérèglements climatiques, et dont les systèmes de santé et services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face aux crises sanitaires et alimentaires.

Pour une agriculture assurant l'égalité entre les hommes et les femmes

À l'échelle du monde, il est bien connu que les femmes jouent un rôle clé dans l'agriculture, que ce soit en France comme dans les pays du Sud, où elles sont responsables d'environ 80 % de la production alimentaire. Pourtant, elles n'ont pas un accès égal à la terre, aux crédits, aux formations et aux responsabilités... Hors, nous savons aussi que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30 % les rendements de leur exploitation et ainsi réduire de 12 à 17 % le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Les paysannes sont les gardiennes de savoir-faire ancestraux, d'innovations et participent durablement à un changement des pratiques, et les actrices incontournables de l'atténuation du changement climatique. Nous nous devons de leurs donner les moyens d'agir, de leur donner les moyens de gérer leurs terres, de pouvoir décider ce qu'elles vont cultiver et manger, et de transmettre à leurs communautés leur savoir-faire innovants ainsi qu'à leurs enfants, la future génération.

Nous avons besoin : de paysan·ne·s nombreux·ses qui dépendent d'une loi foncière qui préserve et répartit les terres ; d'une réelle politique d'installation massive dans un contexte de renouvellement

des générations ; d'une politique agricole et alimentaire commune et solidaire qui soutienne les emplois plutôt que les hectares et qui préserve l'environnement ; de soutiens financiers importants à la transition agroécologique vers des fermes autonomes et économes. Pour cela, nous devons contraindre nos dirigeants à prendre leurs responsabilités. Face à la destruction du vivant, et son lot de catastrophes écologiques, aux paysan.nes qui survivent sur les ruines du développement, à la croissance des inégalités, et à la politique du pire organisée par la finance mondiale et les transnationales, il s'agit aujourd'hui de retrouver le sens de la mesure. Sachons se saisir de l'opportunité de cette crise pour mettre l'agroécologie paysanne et l'alimentation au cœur du monde d'après, et bâtir dès aujourd'hui une société vers plus de justice sociale et environnementale.

Militante écologique, Clotilde Bato est une fervente défenseuse des paysan.nes et du climat. Après plusieurs années sur le terrain en Inde, elle intègre SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires, en 2006, pour en devenir déléguée générale en 2010. Engagée pour l'agroécologie, pour la libération des femmes à travers les pratiques agricoles et pour la reprise en main de notre alimentation, elle travaille en étroite collaboration avec des leaders paysans comme Vandana Shiva et Philippe Desbrosses, à l'échelle locale, nationale et internationale. Impliquée sur les questions environnementales et de justice climatique, elle est présidente de Notre Affaire à Tous depuis 2019.

Je me souviens...

Par Anne Beaumanoir

Je me souviens très bien quand, en mars 1944, j'ai lu pour la première fois un résumé du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) que l'on devait distribuer clandestinement dans les boîtes aux lettres de Lyon et sa banlieue. J'étais, à Lyon, la responsable régionale des Jeunes Laïques Combattants (JLC) avec trois autres résistants (les responsables des Jeunes Communistes Combattants, des Étudiants Catholiques, des Jeunes du Front National — celui de l'époque !), membres de l'exécutif des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) qui regroupait les mouvements de Résistance réservés aux moins de 25 ans.

Évidemment aujourd'hui l'intérêt porté aux « jours heureux » du CNR ne concerne que son troisième chapitre, alors que les deux premiers étaient pour nous, les résistants en action, très instructifs. Rappelons aussi que le CNR fut créé à la demande de De Gaulle par Jean Moulin en 1943, peu de temps avant sa mort. Il fallut beaucoup d'efforts pour qu'une douzaine de représentants de mouvements de Résistance parviennent à se réunir pour discuter de l'avenir du pays. Il fallut également d'âpres discussions pour que soient associés à leurs travaux des syndicalistes ou d'ex-dirigeants d'anciens partis politiques qui ne fussent pas suspectés d'être ou d'avoir été collaborationnistes.

Dans le texte du CNR, je relève la proposition numéro 5 demandant l'augmentation des salaires et des traitements, de façon à rendre à la

population un minimum vital en matière d'alimentation, de chauffage et d'habillement.

L'alimentation

Les restrictions, comme on disait durant la guerre, ne cessèrent pas avant 1948 pour les plus chanceux, si on omet ceux qui vivaient à la campagne, heureusement à l'époque les plus nombreux, et aussi ceux qui vivaient en ville et qui pouvaient acheter au « marché noir » les denrées qu'en quelque sorte ils volaient ainsi aux plus pauvres.

La faim tuait encore dans les villes deux ans après la fin de la guerre. Début 1948, de mes propres yeux, j'ai vu deux infirmiers avec leur brancard emporter le corps d'un homme d'environ 40 ans mort de faim devant l'entrée de l'hôpital de la Conception, à Marseille.

Le chauffage

Hiver 1947. Le thermomètre descendit beaucoup à Paris et dans le Sud, il atteignit - 20 °C. Puis ce fut un été si chaud que la terre refusa de produire, et à nouveau, à l'hiver 1954, on mourut de froid. Évidemment, pas de chauffage pour les Français depuis le début de la guerre, sauf pour les collaborateurs que l'on reconnaissait en regardant leurs cheminées. Dès la fin de la guerre, les mineurs du Nord s'organisèrent pour augmenter la production de charbon, réservée pendant l'Occupation à l'Allemagne. Progressivement, on put installer un poêle à charbon dans les écoles.

Un nombre important de banlieusards vivait dans des taudis quand ce n'était pas dehors. C'est le résistant devenu député, l'abbé Pierre, qui parvint à mobiliser la solidarité et à construire Emmaüs. C'est à nouveau une personnalité individuelle, Coluche, qui, en 1985,

l'une des années les plus dures que le capitalisme a imposée à la classe ouvrière, crée les Restos du cœur qui, d'année en année, doivent aider un nombre toujours plus grand de familles vivant dans la sixième puissance du monde. C'est intolérable !

L'habillement

Je ne parlerai que des chaussures. Le talon de bois est aujourd'hui à la mode mais je n'en porterai pas, car il rappelle la guerre et les engelures aux mains ou pire, celles des orteils qui rendaient, comme je peux en témoigner, la marche extrêmement douloureuse, parfois même impossible.

Dans les années de l'après-guerre, parmi les premières préoccupations de tous et chacun était ce qu'on désignait sous le terme de Reconstruction, ceci pour deux raisons. D'une part, parce qu'elle allait permettre une vie quasiment normale sur l'ensemble du territoire et, d'autre part, parce qu'elle allait donner du travail aux un million huit cent mille hommes libérés des camps allemands ; curieusement, je le dis avec une certaine honte, on parlait peu des résistants déportés, même de ceux qu'on connaissait, et encore moins du sort des Juifs. On avait faim en 1948, malgré le plan Marshall. Pourtant, dès 1947, nous rentrions dans une période de croissance inaugurant les Trente Glorieuses qui, après tant de malheurs, furent bienvenues. On ne mesurait pas alors les méfaits de la surconsommation.

Beaucoup des propositions du CNR ont été satisfaites, je relève cependant pour prendre un seul exemple qu'il y a encore beaucoup à faire pour que « les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires ».

Contrairement à ce que j'aurais pu penser au départ, je ne vois pas de similitude importante entre notre virus et la Seconde Guerre mondiale, si ce n'est que c'est une catastrophe touchant le monde entier. En revanche, je suis persuadée que s'inspirer du travail des résistants au nazisme appartenant à des partis ou organisations politiques d'idéologies différentes, qui nous a donné le programme du CNR, reste d'actualité. Je serais plus rassurée s'il y a quelques mois, nous avions soutenu par des manifestations significatives les salariés des hôpitaux publics, nos héros d'aujourd'hui, qui réclamaient qu'on abandonne les mesures destinées à affaiblir les organismes d'État au profit du privé. Pour être optimiste, je conclurai en disant que notre actualité est en train de modifier dans le bon sens les rapports sociaux en les rendant plus solidaires.

Anne Beaumanoir, née le 30 octobre 1923 dans les Côtes d'Armor, est un médecin neurophysiologiste français. Elle a été, de 1941 à 1944 résistante à Rennes, Paris – où elle sauva les juifs Simone et Daniel Lisopravki –, Lyon et Marseille ; et membre de l'exécutif des FUJP (Force Unies des Jeunesses Patriotiques). Pour son aide aux Juifs en Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, elle est reconnue Juste parmi les nations par le Yad Vashem. Militante communiste, elle est également connue pour sa lutte en Algérie avec le FLN et pour ses divers engagements.

Immunité partagée

Par Brigitte Boréale

Imprévoyance, incompétence, inconséquence... le Covid-19 a écoronné sérieusement les maigres illusions que l'on pouvait encore entretenir sur l'aptitude de nos dirigeants à gérer sereinement et humainement une période de crise. Inutile d'empiler ici des constats qui ressemblent à des vaudevilles. Ils feraient sourire s'ils ne prêtaient à mourir.

La communauté transgenre⁶ a vécu cet épisode dans un isolement exacerbé mais familial. Les travailleuses du sexe, qui composent une partie importante de notre collectivité, se sont retrouvées totalement démunies du jour au lendemain, encore plus précarisées qu'à l'habitude. Les employées du spectacle, à l'instar des intermittents, ont basculé dans un semestre noir. Toutes celles qui étaient engagées dans un protocole de transition, éprouvant physiquement et mentalement, ont dû colmater avec des moyens dérisoires les failles d'un système social et médical pour lequel elles demeurent quantité et qualité négligeables.

Les Français ont traversé la période de confinement avec un sentiment pénible de privation de liberté. Paradoxalement, nombre de transgenres, survivant dans des conditions bien plus dures, l'ont relativisé avec stoïcisme. Comment et pourquoi ? Grâce à leurs réseaux d'entraide (alimentation et logement) et parce que le

6. La dénomination « transgenre » regroupe transsexuels, travestis, transformistes, androgynes et toute personne dont la fluidité de genre est souvent perçue comme un mauvais genre, dans tous les sens du terme.

confinement, socialement parlant, est leur lot quotidien. Que l'on arpeute le bitume ou les plateaux TV, que l'on sorte du placard à 40 ans ou que l'on se fasse virer du foyer familial à l'adolescence, on se retrouve tôt ou tard confiné dans le même cercle : celui des copines subissant la même injustice. La distanciation et les gestes barrière, on les connaît depuis belle lurette. Il y a des virus bien plus tenaces et vicieux que le corona. Aucune strate de la société n'est immunisée. Un économiste m'ayant connu du temps où j'étais reporter garçon à *Libé* me convia un jour à un débat... puis se ravisa : « Tu vas venir en Brigitte Boréale ? C'est peut-être pas une bonne idée. Tu comprends, c'est un auditoire très sérieux... » Je me suis souvent demandé pourquoi, au sortir d'un cinéma, les trois quarts des gens trouvaient sympathiques Priscilla, Tootsie, Mrs Doubtfire ou Zaza de *La Cage aux folles*, et pourquoi, lorsqu'un travesti s'attable à côté d'eux dans un restaurant, 75 % des gens pensent aussitôt à changer de place ? La réponse est triviale : tout bêtement parce qu'ils ne le connaissent pas, parce que la différence inquiète et que la distance rassure. Comme en période d'épidémie.

La plupart du temps, on confine volontiers le troisième genre dans une bulle obscène ou caricaturale. On le déconfiner de temps à autre, lorsque cela arrange ou dérange. Les politiques s'emparent de la cause dès qu'elle est médiatisée par une agression filmée en place publique ou un assassinat au bois de Boulogne. Ensuite, circulez, y'a rien à voir !

Une mesure très simple consisterait à décloisonner – déconfiner – les champs relationnels et les aprioris de genre. Il ne s'agit pas uniquement de la place du transgenre dans la société, mais aussi et surtout d'un équilibre homme/femme. Il est grand temps de trouver un vaccin à cette idée trop longtemps contagieuse d'un féminin forcément inférieur au masculin. Nul besoin de grands débats ou de Grenelle à la mords-moi le nœud. Il suffirait d'initier un programme de rencontres, d'échanges, d'interventions dans les collèges et lycées,

afin d'évoquer les parcours, les motivations, les particularités de représentantes du troisième genre.

C'est une reconnaissance qui fonctionne dans les deux sens. Cette proposition majeure, une parmi d'autres, fait partie d'un programme déjà élaboré qui a le mérite d'être simple, peu coûteux et facile à mettre en place dans des délais très courts, pour peu que les instances concernées le désirent vraiment. De notre côté, nous sommes prêtes.

Communiquer c'est inviter à comprendre, d'où l'intérêt d'agir très tôt auprès d'un public jeune. Une transmission positive pour une immunité collective.

Brigitte Boréale se définit elle-même comme une journaliste d'un autre genre. Après avoir obtenu un master de psychologie sociale, celle qui est encore « il » devient rédactrice-reporter au Matin de Paris, Libération et L'Événement du Jeudi. Après son coming out en 2001, elle fonde Stratostars, société de production transgenre, devient éditorialiste à Pink tv, puis chroniqueuse transgenre au Grand Journal de Canal +.

Faire le « monde d'après » sans Macron : et si on arrêta de se diviser comme avant ?⁷

par François Boulo

D'aussi loin que je me souviens, le monde avait toujours été réglé comme une horloge. Il fallait travailler pour vivre, consommer pour se sentir heureux, et voter pour que rien ne change. Éternel recommencement d'une histoire sans fin dont nous étions tous prisonniers. Le dieu Argent dominait l'Homme et détruisait la nature. Les plaisirs éphémères avaient remplacé la quête d'un idéal fondé sur le bonheur et l'harmonie. Sans mémoire du passé et sans boussole pour l'avenir, nos vies étaient dépourvues de sens. Chacun le ressentait au plus profond de lui, mais s'appliquait à le nier pour ne pas sombrer.

Le prix de la vie

Le monde courait à sa perte, et nous étions là impuissants, hagards, à regarder cette chute inéluctable. Alors que la résignation semblait avoir conquis les cœurs et les esprits, nous voyions la flamme de l'espoir renaître quand les révoltes populaires éclataient aux quatre coins de la planète. Partout, les êtres humains

7. Article publié dans *Marianne* le 24 avril 2020.

criaient leur colère et leur désespoir. Partout, ils réclamaient la démocratie. La France n'échappait pas à cette vague. Elle en était même le précurseur avec le mouvement des Gilets jaunes. L'espoir naissant laissait pourtant vite place à l'inquiétude. Dans la plupart des pays, les frondes finissaient étouffées par des pouvoirs plus autoritaires que jamais. N'était-ce que des sursauts sans lendemain ? Le chant du cygne des peuples ? C'est à ce moment qu'un virus emportant assez d'incertitudes sur son taux de mortalité et suffisamment de certitudes sur sa contagiosité vint, par surprise, nous rappeler combien nos vies étaient fragiles. L'impéritie et l'aveuglement de nos dirigeants incapables de gérer la moindre crise s'affichaient au grand jour. La mort gagnait du terrain. Nous n'avions plus le choix. Il fallait renoncer à toutes nos libertés pour s'enfermer chez soi.

C'était bien la première fois que dans nos sociétés déshumanisées, nous nous rendions enfin compte que la vie n'a pas de prix. Le cycle infernal s'arrêtait brutalement pour une grande partie d'entre nous. Tout était plus calme, plus silencieux. Nous pouvions redonner de l'espace à notre voix intérieure. Hier, la vie n'était qu'agitation. Aujourd'hui, le temps s'est arrêté, ouvrant l'espace à la réflexion. Penser le « monde d'après ». L'enthousiasme est palpable. Un changement complet de paradigme pour un monde nouveau. Et puis peu à peu, à l'image d'un traumatisme qui revient inlassablement nous hanter, revient l'angoisse de l'échec, comme après la Grande Crise de 2008, comme Nuit debout, comme les Gilets jaunes, comme la grève contre la réforme des retraites. Mais n'est-ce pas le moment d'en finir avec nos peurs qui nous empêchent d'agir ? Posons-nous les bonnes questions, dans l'ordre. Souhaitons-nous vraiment faire advenir un monde meilleur ? Pourrons-nous vraiment construire le « monde d'après » si nous agissons comme avant ? N'est-il pas temps de tirer les enseignements du passé ?

Les leçons politiques du passé

Si une leçon doit être tirée de la période récente, c'est qu'Emmanuel Macron dispose d'une liberté d'action quasiment absolue. C'est ce qui lui a permis en particulier d'écraser les Gilets jaunes par une répression policière et judiciaire sans précédent qui n'a suscité aucune levée de boucliers chez les « élites » de notre pays. Certes, les institutions de la V^e République lui conférant des pouvoirs exorbitants favorisent cet état de fait, mais elles n'en sont pas la source originelle. Aussi dure que la réalité soit à accepter, c'est l'éclatement des oppositions politiques et les divisions savamment entretenues par le système au sein de la société qui rendent inefficace toute contestation du pouvoir. Que ferait Macron s'il avait face à lui une large majorité du peuple soudée et fédérée au sein d'une seule et même représentation politique ? Rien. Il ne pourrait plus rien, car le pouvoir et les « élites » qui le soutiennent se retrouveraient instantanément disqualifiés. Les institutions, aussi légales soient-elles, ne sont rien sans la légitimité. Sauf qu'en l'état, si la légitimité du pouvoir en place est très largement contestée, il faut se rendre à l'évidence : il n'existe aucune force politique alternative majoritaire dans le pays pour s'y substituer.

Le renouveau démocratique tant attendu pourrait bien laisser place au chaos le plus terrifiant

Sans appui politique, nous nous condamnons donc à l'impuissance. Les Gilets jaunes l'ont appris à leurs dépens. En décembre 2018, ils étaient soutenus par 75 % de l'opinion publique. Le pouvoir a tremblé ; les institutions ont vacillé. Mais que s'est-il passé finalement ? Rien. Le pouvoir a lâché des miettes et a pu compter sur l'impossibilité d'instaurer une représentation au sein du mouvement

pour jouer la stratégie du pourrissement. L'inorganisation du mouvement a laissé place à l'expression de toutes les voix discordantes et à son infiltration par un certain nombre d'opportunistes. L'absence d'une idéologie cohérente clairement identifiée par l'opinion publique a entretenu la confusion et a effrité progressivement son soutien au mouvement. Voilà comment une révolte du peuple historique par sa nature et sa force a été mise en échec. Les circonstances nouvelles doivent nous permettre de changer la donne. Non par envie, mais parce que nous n'avons plus le choix. Pouvons-nous nous permettre de reproduire les mêmes erreurs à l'heure où tant de décisions fondamentales devront être prises et qui poseront les premiers jalons du monde de demain ? Allons-nous vraiment laisser le champ libre au président jupitérien dont nous savons qu'il tentera, par tous les moyens, de sauver le monde d'avant ? Quand il faudra sauver les gens, il sauvera les banques.

Quand il faudra sauver le pays, il sauvera le CAC 40. Quand il faudra sauver le peuple, il sauvera l'oligarchie. Quand il faudra sauver la démocratie, il sacrifiera nos libertés sur l'autel de la sécurité. Est-ce là l'avenir que nous souhaitons pour nous et nos enfants ? La situation est particulièrement incertaine. Si nous n'y prenons pas garde, le renouveau démocratique tant attendu pourrait bien laisser place au chaos le plus terrifiant, soit par un effondrement des institutions cédant à l'anarchie, soit par un basculement vers le totalitarisme.

Et demain ?

Le moment crucial que nous vivons commande à chacun de se transcender. Du plus haut sommet des partis politiques d'opposition aux citoyens, le temps des divisions bien souvent artificielles, dérisoires, ou secondaires, doit prendre fin. Pouvons-nous encore

privilégier le confort matériel ou psychologique que nous procure l'appartenance à un camp ou la défense d'une identité au détriment de l'intérêt général ? N'est-il pas temps de se parler et de se comprendre avec attention et bienveillance pour faire jaillir nos points d'accord plutôt que de se concentrer sur nos différences ? N'avons-nous pas trop longtemps été les idiots utiles du système qui n'a cessé de nous diviser pour mieux régner ? Avoir raison tout seul, c'est avoir tort.

Par-delà les rêves et aspirations légitimes de chacun, le compromis est un passage obligé pour quiconque souhaite dépasser la théorie pour agir concrètement dans le sens du bien commun. Les conditions d'un tel compromis sont à portée de main si tant est que chacun se montre ouvert à dépasser les clivages traditionnels, les appartenances partisans, et les étiquettes qui nous enferment et nous coupent les uns des autres. Il faudrait aussi que chacun accepte de dépasser les ego et les intérêts boutiquiers. Seul doivent compter les idées. Qui osera s'opposer à l'idée que le politique doit reprendre le contrôle sur l'économie, que le libre-échange est une impasse en ce qu'il nous empêche de relocaliser la production, que l'indépendance de la Banque centrale européenne nous privant du contrôle démocratique sur le pouvoir de création monétaire nous asservit aux marchés financiers, que les ultra-riches doivent payer leurs impôts à proportion de leurs revenus pour instaurer une répartition équitable des richesses, et que la nécessité impérieuse de la transition écologique est à ce prix ?

L'Histoire nous regarde

Chacun de nous, en son for intérieur, devra faire le choix du modèle de société de demain : tous ensemble ou chacun pour soi. Par sa devise, la République française a déjà tranché depuis longtemps :

Liberté, Égalité, Fraternité. Serons-nous à la hauteur ? L'Histoire nous regarde.

François Boulo est avocat et porte-parole des Gilets jaunes de Rouen, il vient de publier La ligne jaune (Indigènes).

Arrêtons le progrès !⁸

Par Dominique Bourg

Des chauves-souris qui n'ont cure de l'économie mondiale, cependant contraintes du fait de la destruction de leur habitat de s'approcher du nôtre, un pangolin étourdi n'ayant pu échapper à la pharmacopée chinoise puis, soudain, c'est l'atelier du monde, la Chine, à l'arrêt. La raison : la seconde immixtion d'un coronavirus dans les affaires nationales, le Covid-19 après le SRAS de 2002, Covid-2.

Ce sont alors des Européens compatissants face à une épidémie lointaine, vaquant à leurs occupations économiques, sans la moindre velléité de veillée sanitaire, alors même que des décennies de gestion néolibérale ont mis à mal les dispositifs publics de santé. Des Américains fustigeant un virus chinois, puis les Européens pour s'être laissés envahir, guidés par un Président combattant le virus par Twitter. C'est un Boris Johnson appelant les Britanniques à refuser le confinement, avec des trémolos churchilliens dans la voix, finissant aux soins intensifs, victime de l'immunité collective qu'il prônait.

Et patatras ! La quasi-totalité de la planète est condamnée au confinement et l'économie mondiale, réduite à quelques chaînes logistiques. Nous croyions avoir construit une fatalité économique, la globalisation économique avait en effet pour dessein de créer un marché quasi universel, et partant une machine hyperpuissante à

8. Texte publié initialement dans *AOC Média*, le 4 mai 2020.

laquelle aucun État n'était censé pouvoir résister... et quelques brins d'ARN sont parvenus à la stopper ! La rengaine « On n'arrête pas le progrès » a été pour la première fois prise en défaut.

Entendons-nous bien, le progrès dont il s'agit ici n'est ni celui des connaissances, ni celui de la moralité des comportements. Il s'agit plus prosaïquement de l'association marché-techniques et de son déversement en masse de babioles technos à écouler. Ce progrès-là, celui des néolibéraux et des « progressistes », n'a cure du front social où les mains l'emportent sur les techniques, le front des caissières, des éboueurs, des routiers, des paysans, et autres soignants, etc. C'est bien plutôt le progrès des marchands et des capitaux.

Ce progrès – version abâtardie de précédents plus glorieux, à commencer par la vision des Lumières, selon laquelle l'avancée des connaissances ne pouvait que déboucher, via ses retombées industrielles, sur une amélioration générale de la condition humaine –, devait nous émanciper de toutes les tutelles imaginables, à commencer par celle de la nature. Nous rêvions d'éradiquer la maladie et d'assurer à chaque nouveau-né à la naissance, dans les pays industriels tout du moins, un capital d'existence inaltérable. Nous rêvions d'éradiquer le travail et même, si l'on en croit les transhumanistes, d'éradiquer la mort. Et patatras ! Nous sommes violemment reconduits à une vulnérabilité élémentaire, celle d'animaux susceptibles de mourir par étouffement viral.

En réalité, il n'y aura pas d'après Covid-19.

Nous pensions encore nous être émancipés de la nécessité de devoir décider, moralement et politiquement, en remettant la gestion de la société à l'automatisme du marché, à son allocation idéale et absolument informée (sic !) des ressources. En conséquence de quoi, masques, tests, respirateurs artificiels, etc., font cruellement défaut, car seul un État peut anticiper les crises et provisionner des ressources, indépendamment de la pression de la demande. Telle était déjà une des finalités de la dîme, provisionner des grains...

Pis encore, en lieu en place de l'automate du marché, chaque nation devra arbitrer entre d'un côté la nécessité de reprendre ses activités économiques, qu'on ne saurait suspendre indéfiniment, avec des dégâts collatéraux qui s'accumulent ; et de l'autre l'impératif sanitaire de sauver des vies. Par temps de confinement, la vie de tous tient aussi aux comportements de chacun.

En réalité, il n'y aura pas d'après Covid-19. D'abord sur un plan strictement sanitaire. Le confinement vise à réduire le taux de contamination par personne infectée à une seule autre. Avant un vaccin, perspective encore distante, relâcher le confinement n'est en effet possible qu'avec force tests, masques, adoption de gestes barrières, etc., afin d'empêcher ce taux de remonter. Et, par ailleurs, les zoonoses explosant avec la destruction des écosystèmes depuis deux décennies, et le dérèglement climatique entraînant l'expansion géographique des maladies infectieuses, notamment vectorielles, comme le Chikungunya ou le Zika, nous aurons immanquablement affaire à d'autres coronavirus ou consorts.

Surtout, nous sommes entrés depuis l'été 2018 dans le dur du dérèglement climatique. Depuis la fin du XIX^e siècle, la température moyenne sur Terre a augmenté de 1,1 degré. Elle augmentera encore de 0,9 °C d'ici à 2040, en raison essentiellement des émissions déjà émises. L'enjeu est la péjoration et la réduction de l'habitabilité de la Terre. À l'issue de l'été austral 2019-2020, l'Australie a connu une baisse des récoltes de riz et de sorgho de 66 %. En raison des vagues de chaleur et des sécheresses, et même des inondations et autres aléas climatiques, sans compter les attaques de ravageurs, la production alimentaire est en passe de devenir une activité à hauts risques.

À 2 °C de plus (2040), de nombreuses régions entre les tropiques pourraient connaître des épisodes d'accumulation, chaleur et humidité rendant impossible l'évacuation de la chaleur corporelle ; la mort advient alors en moins de dix minutes. Lorsqu'on s'approche des 4 °C, ce sur quoi débouche le *business as usual*, c'est une partie de

la surface terrestre plus large que la zone intertropicale qui connaîtrait des semaines avec une pareille accumulation. J'épargne au lecteur les autres impasses écologiques.

Nous avons d'urgence besoin d'un nouvel Orient, d'un nouveau cap de civilisation.

Si l'on veut ne serait-ce que sauver notre peau climatique, nous devons impulser un cap nouveau à une civilisation en perdition. Le retour à la normale, sous la forme par exemple d'une relance keynésienne, indifférenciée, de nos activités économiques en sortie de crise, serait délétère. Afin de ne pas exploser une élévation de la température de deux degrés dans les toutes prochaines décennies, nous devons en effet réduire dans les dix ans nos émissions carbonées. Il ne s'agit pas d'un serrage momentané du frein à main, comme pour le Covid, mais d'une décélération brutale de nos économies, pour engager ensuite une vitesse de croisière, en vue d'un profil d'activités nouveau, méconnaissable eu égard au passé.

Nous avons été modernes, productivistes, jusqu'à la folie. Sous prétexte de nous extraire de la « vallée des larmes » par une quête de richesses matérielles éperdue, sans limites, nous sommes sur le point de la transformer en désert brûlant. À côté de quoi le Covid-19 est une pichenette sanitaire. Nous avons d'urgence besoin d'un nouvel Orient, d'un nouveau cap de civilisation. Modernes, nous nous étions assignés comme but de produire toujours plus, et de redistribuer cette richesse. Tel était le fondement de notre civilisation. Celle-ci était à même d'accueillir un système d'alternance démocratique : nous pouvions nous opposer sur les moyens optimaux de produire et sur les critères de redistribution de la richesse ainsi produite.

Quel nouveau cap ? Même si cela ne saurait suffire, il convient en premier lieu de poser la question suivante : qu'est-ce qui détruit l'habitabilité de la Terre ? La réponse est limpide : les flux de matières et d'énergie sous-jacents à nos activités économiques, lesquelles sont directement liées à nos niveaux et modes de vie. Un seul exemple,

les 10 % les plus riches sont responsables de la moitié des émissions mondiales ; la moitié la plus pauvre n'émet que 10 % des gaz mondiaux.

Première conséquence, nous allons devoir *produire beaucoup moins* et même *restaurer* au long cours les sols et les écosystèmes. Premier objectif donc. Deuxième objectif, *réduire les inégalités et plafonner la richesse* qui débouche sur un droit effectif de détruire la vie sur une planète exsangue. Ces deux objectifs peuvent largement donner lieu à des interprétations contrastées, à des positionnements du curseur contraires. De quoi reconstruire l'organisation du débat public, sous forme d'une opposition droite-gauche.

De tels choix impliqueraient une refonte de l'appareil productif. Ce dernier devrait s'orienter plus sur les infrastructures que sur de petits objets. Que l'on songe seulement à la nécessaire transformation de nos villes, afin qu'elles puissent résister tant à la chaleur qu'à la décrue énergétique. Quant aux objets, à défaut d'être produits en nombre, ils pourraient devenir plus durables, modulables, tout simplement plus soignés esthétiquement comme ergonomiquement. L'agriculture, toute à l'agroécologie, se déploierait dans un contexte de sobriété énergétique. Aujourd'hui la production d'1 calorie alimentaire exige au bas mot 10 calories fossiles. Ce sont en conséquence entre 20 et 30 % de la population active qui pourraient y être alloués, surtout à certains moments. Etc.

Évoquons encore un aspect de ce futur possible, la spiritualité. La modernité nous a convaincus qu'on pouvait réaliser, épanouir notre humanité par la possession matérielle et la consommation sans cesse réactualisée. Et c'est évidemment ce qui n'aurait plus aucun sens. Quid alors des modalités nouvelles de réalisation de soi ? Quelques indices permettent de suggérer qu'une refonte de nos relations au vivant pourrait y jouer un rôle fondamental.

Le lecteur l'aura compris, ce n'est pas à toute forme de progrès que nous nous opposons, mais à une acception étroite, réductrice et

égoïste, tant socialement qu'eu égard aux vivants sur Terre. Quant à la connaissance, elle constitue à nos yeux une valeur fondamentale. C'est par la connaissance que nous pourrions tant échapper aux rets du Covid qu'anticiper la menace climatique. Mais le vrai devrait à nouveau être associé au beau et au bien, commun.

*Dominique Bourg, philosophe, professeur honoraire,
Université de Lausanne.*

Crépuscule de la souveraineté

Par Juan Branco

Crise mondiale de la souveraineté. Les institutions, tremblantes, ont supplié les populations de les sauver. Les larmes et les frissons que cette période a fait naître, l'admiration que l'on nous a demandé de vouer à ceux qui nous auraient « sauvés », sont les sentiments des souverains qui ont failli sombrer, et non ceux d'une population qui ne fit pas face à un danger existentiel immédiat, contrairement à ce qui fut affirmé.

Les pleurs que nous versâmes furent ceux d'un système aux abois. Les pulsions et passions qui nous habitèrent ne furent pas les nôtres, mais celles des institutions qui cherchèrent à les incruster dans notre chair, nous rappelant ainsi à notre condition de sujets, afin de nous faire oublier qu'à cet instant-là, c'était leur âme et non la nôtre qui menaçait de périr.

Nous avons tremblé pour eux qui semblaient. Cela, c'est la vérité des chiffres et des faits qu'il s'agit maintenant de décrypter.

*

Le risque ne fut jamais individuel. L'immense majorité d'entre nous – nous parlons de pourcentages allant au-delà des 97 % – se serait en toutes circonstances vue préservée, quelle que fût la décision adoptée par l'autorité. Comment expliquer – l'apparence de – panique morale qui s'est de tous saisie ?

Tout simplement en révélant que ce qui s'est joué en cette crise, c'est un déplacement du politique de l'État vers la société. Et que ce que cela révèle, ce sont les rapports de domination que les institutions nous imposent, et qui nous amènent à incorporer, littéralement, les sentiments de nos dominants, sans ne jamais conscientiser notre condition de sujet.

Explicitons. Le risque n'est pas individuel, n'a-t-on cessé de répéter. Les faits, têtus, s'empilaient. Il n'y avait nulle raison de craindre, tant que nous restions dans l'espace de la rationalité. Du moins, nulle raison de craindre, *comme cela a été fait*. Les comparaisons avec les principaux fléaux de notre société, à commencer par la cigarette, rendaient pour le moins étonnante en effet la panique qui s'est saisie de la société, et pourtant, tous résistaient à l'idée de ne pas y céder, et tous trouvaient légitimité à ce que cela soit ainsi fait. Les passions s'horizontalisaient, la violence aussi, et l'on se voyait comme plongés en un immense panoptique où il s'agissait de se juger les uns les autres sur notre *position face* à cette crise qui pourtant, nous désarmait. Pourquoi ? Car si nous, en tant qu'être sensibles, n'étions que marginalement menacés, les institutions qui nous dirigent furent, elles, gravement menacées. Et que si nous avons été inquiets, par ricochet, ce n'est qu'en ce que nous dépendions, qu'en ce que nous étions soumis à ces institutions qui menaçaient d'effondrement. Voilà pourquoi le coronavirus a fait, tout là-haut trembler, et pourquoi ce tremblement s'est déversé sur l'ensemble de la société. Non pas parce que nous mourrions. Cela, cela fait longtemps qu'ils ont cessé de le craindre. Mais parce que cela menaçait de faire tomber les institutions qu'ils dirigeaient et qui étaient censées nous protéger, à commencer par les hôpitaux, et par ricochet, par cet effondrement, de nous désagréger et de faire tomber la société.

Voilà que l'on commence à comprendre où s'est située notre lâcheté. Voilà que l'on commence à comprendre pourquoi *ils* ont si subitement changé. Pourquoi chômages et retraites furent préservés, monnaie plut, promesses débordant, alors que nous avons été jusque-là avec une immense morgue traités.

Parce qu'ils eurent peur à cet instant de faillir, et dès lors, de tomber. Et qu'ils avaient, vitalement, besoin que cette crainte nous fût transmise, pour qu'ils ne se trouvassent, du fait de cette chute, dans la foulée, à la hache découpés.

*

Le peuple n'est pas habitué à ce qu'on lui offre soudain ce qu'il avait cessé de réclamer. Il se méfie à raison lorsque des consignes le poussent à s'écarter du soleil tout en l'incitant à aller voter, et que cela lui est demandé au nom de deux idées – santé et démocratie – qui ne semblent intéresser que lorsqu'elles servent à consacrer qui cherche à dominer.

Lorsqu'il voit la carotte maniée bien plus fort que le bâton, par celui qui jusqu'alors trouvait jouissance à affirmer sans entraves son autorité, il plisse les yeux. Quelle est donc la raison de ces sollicitudes qui l'enserrent soudainement ? Seraient-ils à ce point en danger ? Pourquoi les réformes qui jusqu'ici sur tout primaient, sont soudain abandonnées ?

Il ne comprend pas tout de suite. Mais il se défie, et dans le silence de ses appartements il commence à penser. En coulisses, s'agite un monde auquel, il le sait, personne ne lui donne accès. Un monde dans lequel les médias se contentent maintenant de récolter des paroles intéressées, sans ne plus chercher à fouiller pour lui transmettre la vérité. Il sait qu'on lui ment, tout le temps, ce peuple, et que plus personne n'est là pour l'aider à déceler ce qui est réellement en train de se jouer. Oh, quelques enquêtes ici ou là sont bien de temps en temps publiées, mais que sont-elles, face à cette immense mer de consensus qu'on ne cesse de lui imposer, si ce n'est l'expression de batailles de courtisans où il ne trouvera guère que des miettes de vérité ? Il sait qu'il n'a face à lui que des surfaces, des masques de personnages qui peuvent à tout moment s'interchanger, et dont il faut d'instinct se méfier. Alors, il regarde et entend, et apprend à se défier. Comme au

théâtre, à remarquer les signaux de duplicité. Les enjeux de ces lieux, de ces palais si écartés de sa réalité, ne peuvent que lui échapper. Il sait trop bien à quel point ses intérêts sont éloignés de ceux qui sont chargés de le « dominer ». Mais il est têtu et persistant. Il continue, de par lui-même à penser.

Alors, lorsqu'on lui demande d'incorporer littéralement la préoccupation de l'institution, en adoptant des comportements qui pourraient « sauver la population », une première réticence naît.

Le peuple ne l'entend pas, n'y croit pas, à ce pouvoir qui soudain fait mine de s'y intéresser, et dans un premier temps, ne réagit même pas. Il faut le menacer, le rabrouer, s'y reprendre à plusieurs fois pour enfin imposer une précaire obéissance, sous la crainte de la trique, à partir de laquelle la pensée naît. C'est le début du confinement.

S'ensuit la défiance croissante. Dans la solitude de ses appartements, le peuple confiné, interloqué, commence à saisir ce qui se joue. Il n'ignore rien des mensonges sur les masques, les réquisitions. Il se laisse emporter par quelques prophéties, se saisit lui-même de ce qui auparavant lui était livré, prémâché. Il s'hystérise et s'énerve, puis s'adoucit, et réfléchit. Dans le silence des morts que le pouvoir produit, il commence à comprendre que ce qui est important n'est pas tant la manipulation que ce qui, derrière les mots qui viennent d'être dits, gît.

Il comprend que les clefs du devenir souverain résident dans sa capacité, et sa volonté, à cesser de se toucher et de se parler.

Disons-le plus clairement, en éliminant les propositions subordonnées : il comprend que son devenir tient en sa volonté, en sa propre volonté d'obéir ou de défier, et que personne d'autre que lui-même ne sera en mesure de le décider.

Il comprend que le pouvoir, de ce fait, d'antan si dominant, se trouve maintenant à ses pieds, et voit sa survie entre ses mains et ses muqueuses placée.

Fascinante découverte. Jouvissive prospection, qui d'évidence, hystérise et fait paniquer les laquais et ordonnanceurs d'un

système qui, immédiatement, se mettent à le supplier, faire preuve de leur bonne volonté, fabriquer gels hydroalcooliques et multiplier harangues allant de la supplique à la leçon. Tandis que les sermons et gestes de contrition s'enchaînent d'entretien en entretien télévisé, le peuple, lui, comprend que l'on tente de l'entuber, et commence à s'amuser. L'on voit naître les scissions, ceux qui, attachés à l'ordre, rivalisent de violence pour imposer les directions que les dominants, faiblement, tentent d'énoncer. Ceux qui, dans l'excès inverse, provoquent pour jouir de ce pouvoir pur qui pourrait à jamais, demain, leur échapper.

Entre-temps, une figurine mascarade au teint hâlé tente de tout cela maîtriser : *plongez en mes yeux et croyez ce qui vient, c'est pour votre bien que je vous demande de vous distancer*, nous dit un masque à la figure cirée. M. Macron, qui ne craignait la veille de couper les budgets d'hôpitaux effondrés, tandis que sa femme, en plein cœur de l'été, allait en un hôpital privé se faire soigner, à nous inciter à nous rendre en des théâtres de courtisans éthérés, a repris le bâton du pèlerin qui croirait en ce qu'hier il détruisait.

Fascinant renversement de la souveraineté, qui montre soudain sa précarité. Eux qui faisaient profession de ne dépendre de rien, commencent à nous supplier.

Fascinant pouvoir qui nous est soudain octroyé, et que les sursauts de paternalisme de M. Macron, tout à sa tentative de « responsabilisation » matinée de culpabilisation, d'éloges et de rémissions, ne masqueront pas : ce n'est, pour la première fois, pas que notre devenir, mais aussi le leur, qui se trouve soudain entre nos mains.

C'est cela la leçon, au-delà de la péripétie, des drames et des larmes que cette période va susciter.

Car nous sommes puissants lorsque la conscience se saisit de nous. Mais celle-ci est en permanence menacée, harassée, harcelée par un dispositif de pouvoir qui vise à l'écraser, à nous faire coaguler avec nos dominants pour éviter que la séparation puisse intervenir.

L'inquiétude qui aujourd'hui s'est disséminée, fait trembler partout en France des malades et leurs proches, isole les plus fragiles, saccage les vies et prépare une vague de misère dont il se peut bien qu'elle soit la dernière, est le fruit de leur, et non de notre irresponsabilité. Mais pourtant, l'on va tout faire pour nous l'attribuer.

Imaginez un instant qu'elle leur soit renvoyée, cette violence. Et que ce ne soit pas aux uns les autres que nous nous l'attribuions, mais à un pouvoir, non du fait de son malfaire, mais de son principe, que nous la retournions.

Imaginez qu'une fois sombrée la fable de leur efficacité, l'on rappelle cette simple réalité, à savoir que nous ne sommes menacés que parce que nous appartenons à ces institutions qui produisent le mal dont elles prétendent nous sauver, qui se trouvent incapables de répondre à nos besoins. Ce système-monde qui, au-dessus de nous, a été par eux élaboré.

Imaginez que nous découvriions que c'est parce que nous nous sacrifions pour eux, que nous nous soumettions, que nous étions leurs sujets, qu'il nous a fallu craindre. Que nous avons pleuré. Que nous avons tremblé. Que nous nous sommes sentis tétanisés.

Que tout cela aurait pu ne pas, et pourrait, ne plus être, si d'eux nous nous étions trouvés débarrassés. Si nous nous étions autonomisés.

Que ce n'est pas pour nous protéger de l'aléa et du danger – ce pourquoi nous les élisons, payons, finançons, écoutons et obéissons – mais pour les protéger eux qu'il nous a été demandé de nous confiner, de nous taire, de les regarder et de trembler.

Que nous sommes arrivés à un stade où, une fois cette crise finie, nous pourrions, en toute légitimité, nous en débarrasser.

Imaginez que l'on décidât de commencer à jouer avec leur destin comme ils le font avec les nôtres.

De leur montrer ce que ça fait.

Il est aisé de comprendre le hiatus insoluble qui semblait persister en nous, incapables de comprendre pourquoi d'un côté l'on en faisait tant au sujet de cette crise – alors que tant de morts chaque année emportent les nôtres, de la grippe la plus banale au suicide le plus social, en des quantités incomparablement plus importantes et bien plus facilement évitables – ; et pourquoi de l'autre côté l'on sentit une telle urgence à en effet se et les protéger.

Ce hiatus est le fruit de ce paradoxe qui fait que l'espace politique et médiatique, prétendant s'adresser à nous en tant qu'êtres sensibles et libres, ne parle en fait qu'à des sujets institutionnalisés. Sujets, et non serfs, d'institutions que nous avons en partie construites, qui nous sont en partie utiles, dont ils se sont en partie saisis, et dont le vacillement des fondements menaça de tout emporter.

Pourquoi ressentons-nous une telle ambivalence au sujet de ces appareils de pouvoir dont nous dépendons secondairement, non pour nous protéger d'un virus – cela, seulement marginalement – mais pour préserver une société qu'ils ont pillée au point où elle menace, maintenant, sur nous, de s'effondrer ? Parce que ces appareils de pouvoir, constitués pour nous protéger, menacent à tout moment de nous écraser, plutôt que de nous sauver. Et que ce régime tend à l'écrasement, plutôt qu'à l'accroissement. D'où l'ambivalence. D'où l'hésitation. D'où les contradictions. Entre pleurs et désir de transgression.

Pourquoi l'urgence s'est-elle transmise à la population, là où naturellement, en un système westphalien, elle aurait dû rester concaténée, avant d'être traitée, au sein de l'État ?

Parce que l'État a été débordé. Parce que l'État n'a pas fait ce qu'il devait. Parce que l'État, prévenu depuis janvier, n'a pas commandé masques et tests, n'a pas recruté de personnel médical, revalorisé les salaires, fait construire des machines, construit des hôpitaux et préparé l'après. Parce que l'État, trop soumis à l'existant – c'est-à-dire aux intérêts – n'a pas arbitré en faveur des populations mais de ceux qui le dominaient, nous exposant.

Et que se passe-t-il lorsque l'État, créature étrange censée nous préserver, ainsi se trouve débordé ? Il nous rend notre liberté et rend ses dirigeants à la cruauté de ceux qu'il a exposés. C'est la leçon de Hobbes, et de toute la théorie qui a fondé notre modernité. Car quelle est la première question que tout sujet pensant se pose intuitivement ? Celui du sens des sacrifices qu'il consent quotidiennement à l'État, en termes d'impôt, de liberté, de personnalité, depuis des années, pour obtenir en échange qu'il soit protégé de l'aléa et du danger.

Que pensera le sujet d'un État qui en est réduit à le prier de bien se comporter pour protéger sa souveraineté – et non celle de son sujet ?

C'est la question qui menaçait de se poser, si ces hôpitaux si chèrement payés ne s'étaient plus montrés en mesure de soigner qui que ce soit, du fait d'une épidémie dont nos dominants n'avaient su nous protéger. C'est pourquoi le gouvernement a tant menti en prétendant ne pas avoir trié ceux qui pouvaient ou non être soignés, là où les preuves du contraire s'amoncelaient.

Car un État qui sacrifie ceux qu'il a promis de protéger s'effondre sur lui-même et perd sa légitimité. C'est ce qui explique la prévalence des débats sur les violences policières, faits d'apparences si secondaires et pourtant centraux en notre politicalité. C'est ce qui explique l'obsession délirante, la fixation absolue qui nous a coagulés autour d'un virus dont, pour la plupart, nous serions restés en toutes circonstances protégés. C'était notre politicalité qui était en jeu. Le fondement même de ce qui nous réunissait.

Que se passera-t-il lorsque demain la société découvrira qu'elle aura à payer pour tous les dégâts que nos impétrants ont causés, et qu'ils font mine aujourd'hui de nous distribuer, à coups d'annonces milliardaires, qui sur nous demain viendront à nouveau à peser ? C'est la dernière question à laquelle il reste à répondre.

Voilà en tout cas le pourquoi de la soudaine humilité, à la fois que de notre absolue soumission à leurs sommations. Voilà pourquoi soudain l'importance donnée à la solidarité, à la générosité. À notre

nous. Voilà pourquoi les milliards qui, du ciel, ont semblé tomber. Alors que nous obéissions, sans bouger.

Non le fruit d'une révélation soudaine en nos dirigeants de ce que la vie humaine contient de préciosité, mais la conscience aiguë que leur destin était entre nos mains, qu'il importait au plus vite de nous subjuguier, pour s'éviter de tomber. Et la nôtre, que le moment n'était pas encore de bouger, car notre dépendance vis-à-vis d'eux était trop entière pour, en les faisant tomber, réussir à nous extirper sans écraser à notre tour les plus fragiles que nous nous étions promis de protéger.

Nous tenons trop à ce qu'ils ont saccagé. À ces sentiments d'humanité et d'altérité qui nous feraient demain potentiellement responsables, même marginalement, en une fable levinassienne, d'une mort d'autrui qu'eux n'ont jamais hésité à provoquer. Parce que nous ne voulons pas même de cette infime responsabilité. Nous ne voulons pas devenir eux. Nous ne voulons pas participer à un massacre qu'ils ont fabriqué. Car nous le savons, nous : ce qu'ils haïssaient et prétendent soudain aimer est le fruit de nos sacrifices, et de ceux de nos anciens, de ces années de privation et de contention, de conformation à un ordre existant pour obtenir cette sécurité et de partager ce que par leur imprévoyance et leur insignifiance, ils menacent de dévaster. Un sacrifice infligé à soi, à tout instant, qui a donné naissance à un enfant qu'ils ont cherché à dépecer, et à retourner contre ceux qui l'avaient conçu, et qu'il s'agit maintenant, malgré eux, de sauver.

Nous nous accrochons au ça, à cet intangible qui s'appelle communauté, dont nous ne nous sommes jamais détachés, et qu'ils n'ont jamais fait que piller pour servir des tiers, avant maintenant, soudain, de s'en réclamer, lorsqu'ils craignaient de perdre l'accès à ces ressources que nous leurs avions confiées.

Ceux qui leur importent ne sont pas les 1 % qui mourront.

Ceux-là ont été déjà contingentés, absorbés, justifiés. Mais les 99 % qui pourraient demain se révolter, en le nom et l'honneur de ceux qui sont tombés.

Ils ont peur de nous. Voilà ce que le coronavirus nous aura fait gagner. Ils ont peur de nous, et il ne tient qu'à nous de maintenant les faire tomber.

Faut-il se réjouir de ce brutal renversement, alors que des dizaines de milliers de personnes en mourront ? Non point. Nous voilà à devoir, par gestes « citoyens », intégrer des contraintes que nous avons déléguées au sein de l'institution. Cela nous donne un grand pouvoir. Cela nous fait découvrir la sensation du pouvoir. C'est de la jouissance que cela peut susciter qu'il faut se protéger, de cette jouissance que l'État cherche à censurer en donnant l'apparence de la commander. Cela nous fait aussi ressentir le poids de la dépendance, ce sentiment inquiet et diffus de qui sait qu'il n'y aura plus personne pour nous protéger.

Mais que personne ne s'y trompe. Répétons-le. Martelons-le : pour la première fois de l'histoire, ce sont eux qui dépendent de notre volonté. Ce sont eux qui ont senti la vulnérabilité de celui qui s'apprêtait à être débordé. C'est leur survie qui dépend de notre désir, d'accepter ou non d'être commandés. Nous sommes en position d'insurrection et de renversement. À nous de leur donner une leçon d'intégrité. En prenant acte de leur défonction et de leur incapacité, du risque insigne qu'ils font peser à nos anciens et plus exposés. De la caducité de leur pouvoir. Et de ne pas utiliser cette position, pour, dès aujourd'hui, les dévaster en exposant ceux d'entre nous qui pourraient s'en trouver affectés.

À nous cependant aussi de prendre conscience, et de ne jamais oublier, que c'est bien contre et malgré eux que nous aurons été sauvés, et qu'eux-mêmes l'auront été de notre fait. Que le moindre geste « irresponsable » de notre part aurait pu les faire tomber. Que les morts que nous aurons à pleurer seront de leur fait, et celles qui n'auront pas à l'être, furent de notre fait.

Sentez un instant le pouvoir que vous avez. Et refusez-vous à cette satisfaction qui d'eux nous a tant dégoûtés. Nous ne leur avons arraché cette force que parce qu'ils se sont montrés incapables d'exercer celle qu'ils nous avaient enlevée, menaçant de ce fait l'ensemble de la société.

Nous, les porteurs du virus, sommes aujourd'hui une grenade dégoupillée. Sachons demain nous en souvenir pour, de ces êtres désincarnés, définitivement nous débarrasser. Demain, avec la fierté du regard qui saura qu'il ne se doit qu'à lui-même et à ses frères, apprêtons-nous à de nouvelles naissances, de celles qui couronnent les anarchistes et font oublier ministres et banquiers n'ayant pris le pouvoir que pour servir leurs intérêts, achevant ainsi notre communauté.

Demain, l'ère de l'antisouveraineté. Un temple où la vérité et le pouvoir s'accoupleront, et où l'on ne craindra plus d'être, par d'obscur virus nés des tréfonds d'un système politique et économique en perte, et des incapables qui s'y sont accolés plutôt que de faire progresser l'humanité, contaminés.

Se protéger, pour, demain, les remercier de nous avoir sauvés ? Non.

Se protéger pour demain les voir tomber.

Eux qui ont laissé le mal et la mort nous enserrer,

Écoutons-les et entendons-les.

Faisons ce qu'ils nous ont demandé.

Protégeons-nous de leurs mains et de leurs regards. Des paroles et touches que, de visite présidentielle en allocution ministérielle, ils cherchent déjà à nous imposer.

Distancions-nous, nous qui par eux avons été contaminés. Ne les laissons plus nous approcher.

Et rappelons-leur, à eux qui nous ont armés :

Nous sommes maintenant des grenades dégoupillées.

Juan Branco est né en 1989 à Estepona, en Andalousie. Élève à l'école Alsacienne, diplômé à Science-Po Paris puis à l'ENS en droit et en philosophie, il a été l'avocat de WikiLeaks et de Julian Assange. Il collabore au Monde Diplomatique et est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont Crépuscule (Massot Éditions/Diable Vauvert, 2019).

La République doit agir dans le respect des limites écologiques

Par Valérie Cabanes

Le changement climatique et l'intégrité de la biosphère comportent, selon les scientifiques, des « limites fondamentales » qui interagissent entre elles. Leur franchissement nous conduit vers un « point de basculement » caractérisé à la fin par un processus d'extinction irréversible d'espèces et des conséquences catastrophiques pour l'humanité. Dans son discours devant la communauté internationale lors de la COP 23 de Bonn, le président de la République a évoqué le franchissement du « seuil de l'irréversible » et le risque que les équilibres de la planète ne se rompent. Cet effet de seuil doit être inscrit dans le droit afin de permettre aux institutions de notre État de cadrer les activités qui menacent ces équilibres planétaires. Le 20 juin 2018, Nicolas Hulot a annoncé que, dans le cadre de la réforme constitutionnelle souhaitée par Emmanuel Macron, et après débat et réflexion autour d'une réécriture de l'article premier de la Constitution qui définit les principes fondamentaux de la République, le gouvernement se disait prêt à y inscrire la lutte contre les changements climatiques et pour la préservation de la biodiversité.

Ce serait une avancée certaine si le climat et la biodiversité devenaient des valeurs aussi fondamentales que l'égalité ou la liberté, la dignité ou le bien-être, car en effet aujourd'hui les droits

fondamentaux humains ne peuvent plus être garantis sans que les systèmes écologiques de la Terre dont nous dépendons pour respirer, boire, manger, nous soigner soient préservés. Incrire des principes écologiques à l'article premier de la Constitution, d'autant plus quand ils ne l'ont pas été, comme pour le climat, dans la Charte de l'environnement de 2004, permettrait de s'opposer à des lois votées par les gouvernements successifs qui iraient à l'encontre des objectifs visés par l'article premier. Il s'agirait de saisir le Conseil constitutionnel pour qu'il vérifie la conformité des lois à la Constitution ou d'empêcher leur promulgation, *via* la question prioritaire de constitutionnalité qui peut être enclenchée par tout citoyen. Ainsi nous pourrions beaucoup plus facilement empêcher toute velléité de tolérer ou autoriser des projets industriels polluants, dévastateurs de la faune et de la flore ou émetteurs de gaz à effet de serre. Si l'État français s'est engagé à plusieurs reprises à prendre en compte les impacts différenciés du changement climatique, et ce, à la fois sur la scène internationale et dans sa politique nationale, aujourd'hui son action vertueuse doit être consacrée au plus haut niveau de la hiérarchie des normes. Face à l'urgence climatique et environnementale, et afin d'atteindre son objectif au niveau international, la France doit avoir pour ambition de constitutionnaliser tant « l'acquis de l'Accord de Paris » que les récents principes environnementaux dans la norme suprême.

Mais depuis 2015, les scientifiques nous mettent en garde sur le fait que d'autres limites, en plus de celle du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, sont franchies. Il s'agit du changement d'usage des sols et de la modification des cycles biogéochimiques (phosphore et azote). Ils nous disent aussi que d'autres limites sont à surveiller de près concernant l'usage de l'eau douce, l'acidification des océans, la déplétion de la couche d'ozone, les aérosols atmosphériques, la pollution chimique (plus largement l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère). Elles sont, elles aussi, liées ; ce qui signifie que la transgression de l'une d'entre elles peut augmenter le risque

de se rapprocher d'autres limites. Ainsi, la réforme constitutionnelle souhaitée doit être plus ambitieuse encore. Elle doit nous engager vers une politique globale respectueuse de toutes les limites écologiques planétaires, elle doit porter une vision écosystémique qui rattacherait nos modes de gouvernance à la réalité biologique du monde. Il est temps de contraindre l'activité industrielle au respect des limites de la planète au-delà desquelles elle devient inhospitalière. Ces limites planétaires doivent devenir un cadre normatif contraignant, chiffré et inscrit dans la Constitution, et par ricochet dans la loi, afin de garantir la santé et l'équilibre des écosystèmes.

À cet attelage doit être attaché un dernier verrou de sécurité : le principe de non-régression environnementale. En effet, il ne doit pas être permis aux gouvernements suivants de pouvoir défaire tout cadre protecteur de l'écosystème terrestre et de nos droits tels que définis dans le bloc de constitutionnalité (Constitution, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, préambule de la Constitution de 1946, Charte de l'environnement de 2004) car il ne peut plus être toléré qu'une génération assujettisse les générations futures à des lois moins protectrices que celles en vigueur. Pour ce faire, voici les axes proposés :

Une réforme constitutionnelle en rajoutant dans l'article premier de la Constitution la formulation suivante. *À la première phrase* : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale », il faudrait adjoindre les mots : *solidaire et écologique*. Puis ajouter cet article : « Elle [La France] agit pour préserver l'équilibre de l'écosystème Terre en luttant contre les dérèglements climatiques, en protégeant la biodiversité et plus largement les communs mondiaux dans le respect des limites planétaires, qui conditionnent le destin de l'humanité et de l'ensemble du monde vivant. Elle assure la solidarité entre les générations. Une génération ne peut assujettir les générations futures à des lois moins protectrices de l'environnement que celles en vigueur. »

Cette modification de la Constitution doit alors être complétée par une proposition de loi relative à la reconnaissance du crime d'écocide et à la création d'une Haute Autorité pour les limites planétaires. Constitue un crime d'écocide, toute action ayant causé un dommage écologique grave en participant au dépassement manifeste et non négligeable des limites planétaires, commise en connaissance des conséquences qui allaient en résulter et qui ne pouvaient être ignorées. De même, constitue un délit d'imprudence caractérisé d'écocide, toute violation d'une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou un règlement ayant causé un dommage écologique grave en participant au dépassement manifeste et non négligeable des limites planétaires. Le devoir de vigilance serait ainsi renforcé. La loi doit enfin prévoir la création d'une Haute Autorité pour les limites planétaires. Elle exercerait des missions d'information, d'échanges et d'expertise sur les questions stratégiques liées à la protection et au respect des limites planétaires. Il est donc proposé que soit inséré dans le code de l'environnement, un nouveau chapitre créant cette Haute Autorité par décret du président de la République et qu'elle soit reconnue comme une autorité administrative indépendante, composée de neuf collèges, un pour chacune des limites. Les membres du collège seraient désignés en raison de leurs connaissances ou de leur expérience dans le domaine couvert. Elle devra être consultée par le gouvernement, pourra recommander de procéder aux modifications législatives ou réglementaires qui lui apparaissent utiles et pourra saisir le procureur de la République lorsque les faits portés à sa connaissance seraient constitutifs d'un crime ou d'un délit.

Il faudra s'attendre à un lever de boucliers face à ces propositions de réforme juridique car elle menace la liberté d'entreprendre et au-delà la foi aveugle de beaucoup de nos dirigeants politiques et économiques dans le dogme de la croissance. La majorité présidentielle s'est déjà opposée par deux fois à l'adoption d'une loi sur le crime d'écocide. Pourtant la définition que nous proposons ici

s'appuie sur la théorie des limites planétaires dont le gouvernement a déjà par deux fois validé l'utilisation, dans un contexte administratif et législatif. En effet, le dernier rapport sur l'état de l'environnement en France publié par le ministère de la transition écologique lui-même en octobre 2019, énonce « qu'outre le fait de constituer un cadre d'analyse novateur, l'approche inédite des limites planétaires correspond à la nécessité d'actualiser les informations environnementales en offrant aux citoyens et aux décideurs une compréhension plus globale de la situation nationale ». **Le ministère de la transition écologique fait l'aveu dans ce rapport que la France dépasse de façon certaine six des neuf limites planétaires sur son territoire.** Il serait donc temps d'agir. De plus, l'Assemblée a récemment adopté un amendement reconnaissant le respect des limites planétaires au sein du *projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire* afin de clarifier l'objectif de l'économie circulaire comme celui visant l'atteinte d'une empreinte écologique neutre respectant les limites planétaires.

Valérie Cabanes est juriste internationaliste et l'auteurice de Un nouveau Droit pour la Terre (Seuil, 2016) et Homo Natura (Buchet/Chastel, 2017).

Devenir tuteurs du vivant

Par Aymeric Caron

« La nature a repris ses droits », a-t-on entendu répéter pendant les semaines de confinement, devant la réapparition des biches au bout des jardins, des canards en ville, des dauphins dans les ports ou près des plages, des renards, des loups et des chauves-souris en bordure des forêts. Les nombreux journalistes qui ont employé cette formule ne se sont peut-être pas rendu compte que ce faisant, ils reconnaissaient que la nature a en effet des droits et que nous avons pris l'habitude de les piétiner.

Arrêtons-nous un instant sur ce terme « nature » qui peut à lui seul faire débat, tant il a été détourné à des fins idéologiques contraires au progrès. Admettons qu'il désigne ce qui nous entoure et qui n'est pas né directement de la main de l'homme. Les forêts, les lacs, les animaux sauvages sont la nature, même si ces entités sont sous influence humaine. Une forêt plantée par l'homme est aussi la nature, mais dirigée. En revanche, les processus biologiques qui font naître les arbres plantés par nous sont indépendants et en ce sens ils sont naturels. Une fois cette précision sémantique apportée, il est possible de parler de « droits de la nature » qui incluent à la fois des droits fondamentaux pour les animaux, et une reconnaissance juridique pour les entités non animales porteuses de vie tels que les fleuves, les mers, les bois ou les jungles.

Nul nouveau projet de société ne saurait voir le jour sans faire des droits de la nature un pilier. Pour changer de monde, il ne s'agit donc pas de prôner simplement une meilleure considération du

vivant et une modération dans son exploitation : il s'agit d'endosser une nouvelle éthique qui nous oblige à donner au vivant une valeur intrinsèque, en lieu et place de la valeur utilitaire qu'on lui accorde aujourd'hui. En conséquence, considérer par exemple que tous les animaux non humains ont le même droit de vivre que vous et moi, et que nous ne devons rien faire qui leur nuise, dès lors que ces animaux ne représentent aucun danger pour nous.

Le projet d'un monde nouveau ne pourra s'écrire qu'autour de cette idée révolutionnaire qui complète les revendications sociales concernant la répartition des richesses, l'accès égalitaire à l'éducation et à l'emploi ou l'obtention d'un statut égal pour tous les humains quels que soient leur sexe, leur religion, leur couleur de peau ou leur orientation sexuelle. Le combat pour les droits des animaux non humains et du vivant en général s'inscrit dans la continuité de toutes les luttes pour les droits des opprimés et des plus faibles. Louise Michel l'avait compris, Victor Hugo aussi. Mais leurs paroles sur le sujet n'ont pas été retenues par les faiseurs de réputations.

Considérer que le malheur d'un chien, d'un cochon ou d'un lapin est aussi inacceptable que le malheur d'un humain : l'idée fait encore sourire, elle n'est pourtant qu'une conclusion raisonnable et honnête. L'antispécisme reconnaît la communauté de destin qui nous lie à tous les animaux non humains, avec lesquels nous avons, pour chacun d'eux, un dernier ancêtre commun. L'orgueil de beaucoup d'entre nous est atteint lorsqu'ils apprennent qu'ils sont cousins de la poule. J'en suis personnellement heureux.

Car ma famille ne s'arrête pas à la barrière factice de l'espèce. Ma famille est celle de tout être qui respire, qui sent, qui éprouve, de tout être mû par le même principe vital. Qui n'a pas ressenti une intimité plus grande avec tel chat qu'avec nombre d'humains ? L'expérience est honteuse ? On la tait ? Au diable cette pudeur obscurantiste : la vérité ne doit pas être cachée. Nous connaissons tous cette proximité avec les animaux non humains. Nous refusons simplement de l'admettre,

par commodité. Parce que la viande, c'est bon, paraît-il. Le cuir, c'est beau. La vivisection, utile. Et parce que tellement de gens gagnent leur vie sur le dos des bêtes. Parce qu'enfin surtout, nous aimons nous croire en haut de l'arbre, comme l'école nous l'a raconté.

Mais réfléchissez : refuser à un autre animal la reconnaissance de son identité véritable, à savoir son intelligence, sa sensibilité, sa capacité à l'amour, à la tristesse, à la souffrance, et la lui refuser pour le maintien de notre confort personnel, c'est tout simplement penser en bourgeois. Évidemment : recroquevillés sur nos privilèges de représentants de l'espèce dominante – des privilèges de bien-nés –, nous nous complaisons dans le mensonge et l'injustice en niant la réalité des personnes non humaines à qui nous sommes confrontés. Et nous la nions pour mieux exploiter ces individus. Tout comme le bourgeois méprise l'homme ou la femme de condition modeste en considérant que chacun mérite sa place.

Le combat pour les droits des animaux est un combat contre l'injustice, c'est un combat qui s'inscrit dans un large mouvement de pensée qui refuse l'exploitation : l'antispéciste s'érige contre l'exploitation des humains, des non-humains et des ressources.

Imaginer un monde de demain centré seulement sur la question sociale humaine et sur la consommation modérée des « ressources » serait un anachronisme. D'abord parce que le vivant ne peut plus être ramené à son avilissante fonction utilitaire pour les exploiters que nous sommes. Ensuite parce que l'urgence écologique est telle que seul un regard inédit sur la « nature » nous permettra d'éviter les catastrophes majeures qui attendent notre espèce lorsque la biodiversité aura quasiment disparu, que les forêts auront été remplacées par des mines et des maisons, et que les températures auront grimpé de 5 degrés. Alors, en attendant la prochaine pandémie, le prochain raz-de-marée, le prochain typhon, la prochaine guerre, nous serons seuls comme des cons à suer à grosses gouttes dans nos mégapoles puantes, à bouffer des bouts d'animaux engraisés par milliards dans

des hangars, avant de nous planter devant nos écrans hypnotiseurs à commenter les commentaires d'une blonde siliconée acoquinée à un musculeux tee-shirt moulant. Est-ce ça, l'avenir de *Sapiens* ?

Grandir. Devenir adultes en prenant soin de ce vivant que nous dominons. Suivre le conseil de Peter Sloterdijk et devenir tuteurs de ce qui nous entoure et sur lequel nous avons un pouvoir de vie et de mort : « les hommes deviennent adultes, écrit-il, lorsque, dans la relation avec leurs semblables, ils cessent de prendre constamment la position de l'exploiteur et du mineur. S'ils veulent devenir adultes, il faut qu'ils assument le rôle de tuteurs à l'égard des enfants et des faibles dans le groupe humain. Aujourd'hui, nous savons mieux que l'utopie de l'homme adulte regroupe aussi la relation avec les animaux qui, en tant que produit d'appropriation de la culture humaine, dépend d'une cohabitation avec nous. »

Un monde nouveau exige d'accorder des droits fondamentaux à tous les animaux non humains sensibles : le droit de ne plus être tué, de ne plus être emprisonné, de ne plus être torturé, et de ne plus être vendu.

L'instauration de ces droits marquera le début de ce que Peter Singer appelle « la libération animale » : une société sans élevages, sans zoos, sans vivisection, sans chasse. En apprenant à être plus justes avec les animaux non humains, nous le serons forcément aussi beaucoup plus entre nous, humains.

Aymeric Caron est journaliste et écrivain. Il est militant d'une écologie radicale. Il a notamment publié No Steak (Fayard, 2013), Antispéciste (Don Quichotte, 2016) et Utopia XXI (Flammarion, 2017).

Médicaments et produits de santé : la planification sanitaire que nous voulons⁹

*Par Hugues Charbonneau,
Pauline Londeix et Jérôme Martin*

La crise du Covid-19 a montré l'incapacité des industriels du médicament à réorganiser la production à hauteur des besoins générés par les pénuries de médicaments essentiels. C'est donc à la puissance publique de le faire.

La dépendance de la production pharmaceutique française est un constat d'échec complet. Depuis 30 ans, les délocalisations et la sous-traitance à l'étranger ont détruit en grande partie l'indépendance sanitaire de la France. Ce constat, l'industrie du médicament et des biens de santé ne peut le contredire. Bien au contraire, ses réponses à la crise le confirment. Une réorganisation efficace de la production pour faire face aux pénuries implique de planifier l'ensemble des chaînes de production de médicaments et des biens de santé. Cela nécessite des investissements que les industriels ne veulent pas faire, car cela reviendrait à abandonner potentiellement des lignes de production plus rentables, mais moins nécessaires dans le contexte de la crise. Réorienter un atelier de fabrication pour prévenir au long cours des

9. Texte initialement paru dans *Libération* le 20 avril 2020 et actualisé pour cette édition.

pénuries entraîne des coûts directs et une stratégie globale qui n'est pas forcément compatible avec celles que privilégie l'industrie privée.

En pleine crise, refuser de travailler à une telle organisation s'apparente à une forme de chantage auprès des pouvoirs publics. On lit dans le jeu des actionnaires de cette industrie une course aux profits aux dépens de l'intérêt général : les pénuries de médicaments seraient selon eux liés à un prix trop bas des médicaments, qu'il faudrait donc relever, en rajoutant de nouvelles mesures d'incitation fiscale.

Mais rien de tout cela n'est vrai. Les délocalisations, dont le but était pour les multinationales de maximiser leurs profits, qui nous ont rendus si dépendants de la Chine et de l'Inde, sont la cause principale des pénuries. Même les prix très bas de certains génériques permettent à leurs producteurs des bénéfices conséquents. Les prix des médicaments princeps (sous brevet), eux, explosent, alors même que leur recherche et leur développement sont en grande partie assurés par des contributions publiques. Nous payons donc déjà les médicaments deux fois, une fois pour leur recherche, une fois à travers leur remboursement par l'Assurance maladie. Ce mécanisme opaque et foncièrement malhonnête ruine notre système de santé. Et pour éviter les pénuries causées par cette logique de profits, l'industrie pharmaceutique voudrait nous faire payer encore une fois ?

Le temps perdu dans ce pas de deux exécuté par les industriels et le gouvernement Philippe n'est que l'énième exemple de temps perdu par les responsables de cette crise. Car le Premier ministre tarde à prendre les mesures qui s'imposent, comme les réquisitions, au motif que cela pourrait désorganiser la production. Vraiment ? On voit mal en quoi réquisitionner en urgence des usines qui ont récemment fermé, où les outils de production sont encore en place et importer directement la matière première des pays producteurs alors qu'il

est possible de les identifier pourraient « déstabiliser » la chaîne de production du médicament, comme le disent l'industrie et Édouard Philippe. On voit également mal en quoi programmer sur un plus long terme les besoins vitaux et réorienter les lignes de production par une planification établie en étroite coordination avec nos partenaires européens ferait courir le risque d'une « désorganisation ». Les mêmes qui avancent que la chaîne de production serait trop complexe pour que nous puissions la comprendre s'opposent depuis des mois à la transparence sur celle-ci et à faire la lumière sur l'origine des matières premières. Tout cela n'a aucun sens.

Il est temps d'agir, et surtout il est possible d'agir. Aux côtés d'une coalition d'associations, nous préconisons des réquisitions et une production publique ambitieuse du médicament et des diagnostics. Cela peut se penser à l'échelle nationale et européenne. Une coopération pharmaceutique est nécessaire. L'Allemagne et l'Espagne n'ont pas hésité à avoir recours aux réquisitions, de façon très pragmatique et avec une certaine efficacité en matière de dépistage pour l'Allemagne. Nous préconisons également la mise en place d'une production publique de ces médicaments qui n'intéresse pas les multinationales. Cette production de médicaments, réactifs, et de leur matière première, en France ou en Europe, doit s'accompagner d'une politique de production écoresponsable et la moins polluante possible. Il n'est pas acceptable que les pays d'Asie absorbent une grande partie de la pollution liée à la production de la matière première pour des médicaments utilisés par l'ensemble de la planète.

Refuser aujourd'hui de prendre ces mesures d'urgence, c'est hypothéquer les chances de mettre à disposition rapidement et à un prix raisonnable les futurs traitements du Covid-19, parce que ce qui se joue sur les médicaments des soins d'urgence se jouera dans quelques temps sur les traitements efficaces qui, espérons-le, seront mis au

point. Nous devons être prêts à une deuxième vague du Covid-19, rendue très probable par les incertitudes qui entourent l'immunité ou le manque de dépistage et de masques dû au refus du gouvernement, là encore, de prendre les mesures nécessaires. Nous devons être préparés à ce que la chaîne d'approvisionnement du médicament soit à nouveau perturbée par d'autres vagues de l'épidémie, en Asie notamment. Si cela arrive, nos stocks, et ceux de nos voisins européens, qui se sont largement amenuisés ne seront pas suffisants. Nous ne parlons même pas d'un éventuel vaccin d'ici de longs mois. Et d'une façon générale, les phénomènes de pénuries qui se sont multipliés au cours des dix dernières années, continueront à se produire et à s'intensifier si rien n'est fait pour répondre à ce problème de façon structurelle.

La solution n'est donc plus du ressort des industriels, elle relève de la responsabilité du gouvernement. L'Observatoire et de nombreux experts internationaux ont depuis des semaines fourni des données factuelles, précises, documentées pour construire ces chaînes de production en France et en Europe, notamment à travers la mise en œuvre de la transparence sur tous les aspects de la chaîne de production et de développement du médicament. Le gouvernement français s'est même engagé en ce sens en mai 2019 devant l'Organisation mondiale de la santé. Cette transparence est essentielle pour guider les politiques publiques en santé et pour permettre une meilleure réactivité dans une crise mondiale. Pour construire une réponse internationale et dépasser les attermoissements quant aux tensions sur les approvisionnements. Et pour faire face à cette crise sanitaire majeure, elle nous aurait grandement aidés.

La crise du Covid-19 nous rappelle qu'il faut sortir le médicament et les produits de santé des logiques du marché. Pour cela, il faut assurer la transparence sur toute la chaîne et reprendre possession de NOS médicaments : de la recherche et développement (pour savoir par exemple à quelle hauteur un produit innovant a été financé par des

fonds publics et négocier le prix du remboursement en conséquence afin de ne plus payer deux fois le même médicament) à la production, qu'il faut relocaliser et rendre publique, en assurant un contrôle par les salarié.es et les usager.ères du système de santé, en passant par l'origine des matières premières, les marges des intermédiaires ou l'état des stocks. Les personnels licenciés en masse ces dernières années pourraient être recrutés au sein de ce pôle public du médicament. Les salariés du privé affectés à des tâches comme le marketing pourraient être réorientés vers des actions de prévention ou de promotion de la santé publique détachées de tout intérêt commercial.

Seule cette transparence et une production publique des biens de santé permettront de lutter efficacement contre les pénuries, notamment en cas de nouvelle crise sanitaire, d'assurer un dépistage suffisant sur tout le territoire, de réorienter les dépenses de santé, aujourd'hui dirigées à payer deux fois des médicaments à des prix indus, vers les besoins réels de la population. Et nous devons également envisager une coopération internationale avec les pays du Sud, qui souffrent depuis des décennies des logiques de profits de l'industrie privée, qui privent les populations de l'accès à des médicaments vitaux, et qui ruinent les systèmes de santé.

Les responsables politiques savent : à eux d'agir, puisque dans cette crise sanitaire, les entreprises du médicament ne nous sauveront pas. Nos vies contre leurs profits.

Respectivement ancien président et ancienne vice-présidente d'Act Up-Paris, Jérôme Martin et Pauline Londeix ont cofondé l'Observatoire de la Transparence dans les Politiques du Médicament. Hugues Charbonneau est militant de la lutte contre le Sida et producteur de films.

Droits attachés à la personne, sécurité salariale inconditionnelle

Par Samuel Churin

La crise que nous traversons fait des morts.

Pas seulement d'un point de vue sanitaire, mais aussi d'un point de vue social.

Le coronavirus touche indifféremment les riches et les pauvres.

La récession ne fera de morts que parmi les pauvres.

Nous devons agir d'abord urgemment en prolongeant l'indemnisation de tous les chômeurs puis de façon pérenne.

Je propose d'interroger un dogme rarement remis en cause : celui de l'emploi à tout prix et de la valeur travail. La phrase d'Emmanuel Macron « tous les Français n'ont pas le sens de l'effort » en est une parfaite illustration. S'il est vrai que le mépris avec lequel sont traités celles et ceux qui sont au chômage n'est pas partagé par tous, l'hypothèse jamais remise en cause de « l'emploi à tout prix et sa valeur travail » fait l'unanimité dans la classe politique. L'emploi à tout prix est même une obsession puisqu'il est au cœur de toutes les phrases pleines de morgue, devenues célèbres, prononcées par Emmanuel Macron :

« La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler »
(École du numérique de Lunel dans l'Hérault, 27 mai 2016)

« Une gare, c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien » (Halle Freyssinet Paris, 29 juin 2017)

« Je ne cèderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes » (École française d'Athènes, 8 septembre 2017)

« Certains, au lieu de foutre le bordel, feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas » (Corrèze, 4 octobre 2017)

« Je traverse la rue, je vous en trouve » (à propos de l'emploi, adressé à un chômeur, jardin de l'Élysée, 16 septembre 2018)

Personne n'a relevé que derrière la violence inouïe de ces propos se cachait une idéologie hélas partagée par une grande majorité. Cette idéologie est posée comme hypothèse jamais remise en cause, elle est le fondement de toutes les politiques et l'obsession des commentateurs : rétablir le plein-emploi afin que chaque citoyen s'épanouisse.

Tout d'abord, le plein-emploi n'existe pas et n'a jamais existé. La France a connu un plein-emploi fictif : à une époque (années cinquante et début des années soixante) où presque la moitié de la population n'était pas employée, à savoir les femmes. Et c'est d'abord une mise au point à faire : si nous voulons comprendre l'enjeu de ce débat, il faut impérativement différencier l'emploi et le travail. Ces deux termes ne se recouvrent pas.

L'emploi est obligatoirement sanctionné par une fiche de paie. Après avoir dit cela, on comprend parfaitement que bon nombre de personnes travaillent sans être employées. À commencer par l'immense majorité des femmes après-guerre qui ont énormément travaillé (élever les enfants, tâches ménagères, etc.) sans être employées. En écrivant ces mots, je travaille sans être employé. La liste de celles et ceux qui travaillent sans être employés est immense, à commencer par tous les étudiants.

Pour comprendre l'aberration du plein-emploi tant adulé, il suffit de poser les chiffres : il y a six millions de chômeurs dans ce pays (source *Les Échos* : chiffre au plus bas si l'on considère uniquement les inscrits à Pôle Emploi). Même si l'on arrivait à créer un million

d'emplois (ce qui serait énorme), il resterait encore au minimum cinq millions de personnes précarisées. On en fait quoi ? On en parle ou elles sont quantités négligeables ?

En ce domaine, force est de reconnaître que les libéraux n'ont pas l'exclusivité des recettes à coups de baguettes magiques. Certains sur leur gauche préconisent l'interdiction des licenciements et le partage du temps de travail. Je n'ai rien contre ces propositions, mais elles sont mensongères quand elles prétendent résoudre le « problème de l'emploi ». D'autres sur leur droite avancent la funeste préférence nationale sur le thème « Les émigrés dehors, les Français d'abord ». Inutile de dire à quel point les défenseurs de cette thèse sont aussi dangereux que menteurs. Tous ces programmes sont souvent résumés en une phrase : « Avec moi, le retour au plein-emploi ». Ces promesses sont et seront toujours un mensonge. Mensonge aussi énorme que de supprimer le remboursement des médicaments sous prétexte que personne ne sera plus malade.

Ainsi pour l'ensemble des partis politiques, le salarié proche du licenciement est un « client », un sujet digne d'intérêt. À grand renfort de déclarations on dénonce la fermeture de certaines usines, même si la religion libérale interdit à ses adeptes d'être trop véhéments. Mais quand ce même salarié se trouve au chômage, il passe aux yeux de tous de victime à coupable ! Non seulement il est négligé, mais pire : il est méprisé, contrôlé, harcelé et forcé d'accepter n'importe quel petit boulot à n'importe quel prix. Et cela au nom de la sacro-sainte valeur « travail » qu'il faudrait d'ailleurs appeler valeur « emploi ». Car la méprise est dans ce mot. La valeur travail, l'immense majorité des chômeurs la partage. Mais ils n'en ont pas la même définition. Lorsqu'ils sont autour des ronds-points à parler politique, lorsqu'ils font des propositions sur une fiscalité juste assortie de services publics renforcés et non dégradés, lorsqu'ils élèvent leurs enfants, lorsqu'ils font partie d'une des milliers d'associations sans lesquelles la France n'existerait pas, ILS TRAVAILLENT. Mais pourquoi la valeur travail,

ou plutôt la valeur emploi, serait-elle prioritaire ? Pourquoi serait-elle supérieure aux autres valeurs ?

Je revendique tout autant salutaires et indispensables les valeurs repos, partager du temps avec ses amis, ses enfants, aller au spectacle, au cinéma, lire un livre, écouter une chanson, regarder la télé, manger un bon plat, aller en vacances, aller au musée, échanger, aimer... La liste n'est évidemment pas exhaustive. Ce qu'on appelle « valeur travail » est souvent synonyme d'emploi pénible très mal payé, d'emploi à temps partiel loin de chez soi, d'emploi subi et non choisi. En quoi la valeur de ces boulots asservissants serait-elle supérieure à une seule des valeurs citées ci-dessus ?

Et pourtant, au nom de cette sacro-sainte valeur, Nicolas Sarkozy pouvait tranquillement humilier le « chômeur qui se lève tard » et l'opposer au « smicard qui se lève tôt », Manuel Valls tout comme Laurent Wauquiez pouvait surfer sur la rhétorique des « droits et des devoirs », et Emmanuel Macron peut maintenant fustiger le manque d'effort de certains Français, autrement dit en langage courant des fainéants de chômeurs. C'est encore au nom de cette « valeur travail » que la France dépense plus de 100 milliards d'euros par an pour l'emploi à tout prix, allant même jusqu'à financer Alstom pour des TGV qui ne serviront à rien puisque promis à des lignes régionales non équipées. Cette folie de l'emploi a notamment conduit au CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), ce fameux plan d'aide aux entreprises qui devait créer un million d'emplois et qui n'a, de fait, eu pour conséquences que l'augmentation obscène des marges des plus riches !

Lorsqu'on s'attaque au droit des chômeurs, des plus précaires, on s'attaque aussi au droit des salariés à l'emploi stable. En effet moins les chômeurs ont de droits, moins les salariés en CDI (contrat de travail à durée indéterminée) ont le choix de dire « non ». Auquel cas on leur répond : « y'en a deux cents qui attendent ta place ». En organisant la guerre contre les chômeurs, on favorise le dumping social. Comme

membre du CNNR (Conseil national de la Nouvelle Résistance), je ne ferai qu'une seule proposition : sur le principe du régime général de la Sécurité sociale cher à Ambroise Croizat (émanation du CNR, Conseil national de la Résistance), nous devons penser des droits attachés à la personne et déconnectés de l'emploi. Il s'agira d'élaborer une sécurité salariale détachée de l'emploi. Pour cela, je propose une assurance chômage inconditionnelle. Cette réforme permettrait à des millions de personnes de vivre bien au-dessus du seuil minimum de pauvreté et entraînerait, par ricochet, la revalorisation des salaires de tous les emplois pénibles. Cette réforme est tout aussi possible que la mise en place de la Sécurité sociale. Ce n'est pas une question de financement, on s'évertue à dilapider les fonds publics en exonérations et autres aides aux emplois inutiles, c'est une question de priorité absolue.

Née de la volonté ardente de refuser les politiques néolibérales qui ont conduit à notre perte, nous n'avons pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée. Ce n'est qu'en regroupant toutes les forces autour de nos aspirations quasi unanimes que nous arriverons à mettre en place un État providence véritablement solidaire au service de toutes et tous.

Samuel Churin est comédien, et membre de la Coordination des Intermittents et Précaires.

Pas de lendemains qui chantent : des aujourd'hui qui bruissent¹⁰

Par Alain Damasio

La promesse d'une fenêtre

Pendant cinquante-cinq jours, on a bien voulu jouer les lapins apeurés dans les phares de la pandémie. Mais ça y est : on est en train de traverser la route et de rejoindre le maquis. On est là. Sur la bande d'arrêt d'urgence. « On est làà ! » Derrière nous, la circulation recommence doucement sur l'autoroute. Ce moteur qui tousse, la bouche dans son coude, ce n'est pas un bus scolaire, non : c'est l'économie.

Disons-le : il n'existe aucune raison que cette crise, qui ouvre tellement de possibilités de bouleversements, n'en ouvre pas à celles et à ceux qui, comme nous, veulent changer ce monde. Toute crise majeure est une chance, oui. Parce qu'elle brise un continuum. Et qu'elle ouvre une lucarne dans le mur circulaire de nos habitus cimentés à la résignation et au déni. Une lucarne qui peut vite devenir fenêtres, puis portes sur un futur à désincarcérer.

Cette pandémie n'est donc pas *qu'une* catastrophe. C'est déjà beaucoup plus, beaucoup mieux : une promesse. Une promesse pour

10. Ce texte est paru dans le numéro spécial « Pour un tournant radical » de *Socialter* (avril-mai 2020) et dans le Club de *Mediapart*. Il a été, ici, en partie refondu.

ce printemps qui pousse et dont nous pouvons être les bourgeons têtus, les fleurs sans naïveté et les fruits qui mûrissent.

Je ne sais pas si « rien ne sera plus comme avant » après le confinement, comme lancent ces oracles dont les prophéties se voudraient autoréalisatrices. Pourtant quelque chose s'est fendu. Indiscutablement. Une brèche. Plusieurs. Tentons d'y passer un pied ou une main. Et tant pis si ça se referme sur nos os en craquant. On aura essayé !

D'abord confiner le plasma radioactif du capital

De ce confinement aura-t-on déjà appris les *gestes barrières*, n'est-ce pas ? Comme je suis un peu rêveur et que je ne comprends pas toujours bien les mots d'ordre, j'ai cru que ces consignes portaient sur le capitalisme et sa contamination virale. Alors, j'ai un peu réinterprété le message, j'en suis navré :

- Se laver les mains, très régulièrement, pour ne pas se faire contaminer par les pubards, la soif de consommer et cette maladie socialement transmissible qu'est l'envie d'être riche et d'exploiter les autres ;
- Maintenir une distanciation sociale avec les écrans ;
- Dans les manifs et sous les caméras, porter un masque (voire un casque de certification FFP2 – *Feinter les Forces de Police-2*) ;
- Se serrer les coudes plutôt que tendre la joue, qu'ils nous ont déjà bien giflée.

Je vais le formuler d'une façon plus SF puisque c'est mon domaine : comment, une fois la pandémie passée, parvenir à confiner, à notre tour, ce plasma radioactif du capital-en-nous, qui a fini par nous irradier tous – et qui voudra continuer à le faire ?

Il ne sert à rien de se prétendre *contre* le capitalisme. Demandez aux gens, tout le monde est contre : *tout contre* ! Il ne sert à rien de se croire

au dehors : la marge appartient encore au système et l'alimente même plus puissamment que son centre. La vérité est plus cruelle : si le capitalisme est si présent, s'il infiltre partout ses liquides, s'il démultiplie de façon fractale ses logiques jusqu'aux secteurs qui avaient su longtemps le repousser (l'éducation, la santé, l'humanitaire, l'amitié, la militance, l'art...), c'est parce qu'il prend *en nous* son énergie. On l'irrigue avec notre sang ; on l'électrise avec nos nerfs ; on le rend intelligent avec nos cerveaux. Il nous manipule avec nos propres mains – sans se fatiguer à les laver.

Barbara Stiegler dit : « *Le néolibéralisme n'est pas seulement dans les grandes entreprises, sur les places financières et sur les marchés. Il est d'abord en nous, et dans nos minuscules manières de vivre qu'il a progressivement transformées.* »

Il faudra un jour cesser de concevoir nos ennemis comme extérieurs à nous. Et ne jamais oublier qu'une partie du combat que nous devons mener se joue entre soi et soi. Pas seulement, bien sûr. Mais déjà. Toutes nos servitudes sont volontaires, si l'on y regarde bien. La fascination du fric et le bonheur de consommer nous traversent toujours, à un moment ou à un autre. Font conduction en nous. Les addictions numériques qui nous piègent sont d'abord des auto-aliénations que nous activons et subissons nous-mêmes, pulsions et paresse crasses, plaisirs brefs et souffrances mêlées.

Pour cette crise, d'ailleurs, qui est pour l'instant le grand vainqueur du confinement, sinon ceux dont le projet est de virtualiser le monde ? Qui, sinon ces quatre bases nucléiques de notre Acide DésoxyriboNumérique : G, A, F, A ? Quand vous logez, au sens policier, quatre milliards d'individus dans leur grain de maison, côte à côte, bloqués dans leurs monades urbaines, lovés dans leur techno-cocon, qui tisse la chrysalide ? Qui forme la *rafle*, cette tige qui articule les grains de raisons sur la grappe ?

(Ah oui, là, on rigole moins. Là, on ne clique plus sur la bannière, on ne forward plus son neuvième même de la journée, on stoppe net le scrollytelling... On se pose. On sort un peu !)

La solution est sans miracle : c'est nous et notre politisation active. Il faudra finir par l'entendre. Que ça ne nous empêche pas de manifester, d'occuper, de combattre et d'agir contre ce gouvernement. Mais en visant un point au-delà de la brique qu'on casse.

De quelques attitudes mentales propices

Dans cette pandémie, il y a ce que le virus nous fait. Ce que les gouvernements font de ce virus.

Et il y a ce que nous ferons de ce que nos gouvernements nous font.

Si je devais suggérer une attitude mentale qui me semble féconde pour construire l'après, je dirais ça (*et merci à cet article si down-to-earth et si pertinent de Pouhiou que j'ai découvert sur le framablog et que je retrempe, ici, à ma sauce > <https://framablog.org/2020/04/08/il-ny-a-pas-de-solution-il-ny-a-que-nous/>*) :

Si je cesse enfin de croire qu'une institution le fera pour moi, je peux agir sur le petit bout d'univers qui se trouve autour de moi.

Si je trouve des gens avec qui je suis bien, on peut l'agrandir ensemble, progressivement, ce petit bout d'univers qu'on se sent capable de changer.

Si on écoute les vécus, apprend des expériences foirées et reprend les pratiques de ceux qui font *des choses qui marchent* en dehors des institutions, ça peut roxxer. Tout seul, on va plus vite, hein, mais ensemble on va plus loin, non ?

En vérité, la direction à prendre est une pente naturelle — mais qui s'aborde en montant. Tout sauf la plus facile, donc. C'est la pente que vous voyez à gauche, sur la colline, celle où il faut...

... te sortir les doigts pour te battre, créer, monter des projets en dépit et même contre ceux qui décident dans un bureau depuis un siècle quels projets « devraient » être montés.

... nous remonter les manches pour prendre en charge directement ce que personne d'autre ne fera mieux que nous parce que nous sommes là où ça se passe, où nous savons quoi et comment le faire. Pas eux, pas l'État, pas le conseiller, pas l'entreprise Biz.

... nous prendre le chou à essayer de faire attention à tous les problèmes, à toutes les personnes, tout en sachant très bien qu'on n'y arrivera pas, jamais parfaitement.

... comprendre que la pente zigzague, qu'il n'y a pas de raccourci miracle, pas d'appli qui sauve le monde et ton cul. Pas de solution magique donc, juste notre joie et notre fierté de faire le chemin ensemble, de l'inventer à mesure. Et donc de rater, tenter, rater encore, rater mieux !

Comme le dit à sa façon Pouhiou : *« C'est pas une solution, hein : c'est une route. On va trébucher, on va se paumer et on va fatiguer. Mais avec un peu de jugeote, on peut cheminer en bonne compagnie, réaliser bien plus et aller un peu plus loin que les ignares qui se prennent pour des puissants. »*

Donc première attitude : ne plus croire que le gouvernement le fera pour nous. *Yes, he can*, quand il le veut vraiment. Oui on peut le contraindre, un peu, mais ça fait quarante ans qu'on jette des palettes sous les chenilles du bulldozer néolibéral sans le ralentir beaucoup, n'est-ce pas ?

Ne rien attendre de lui. Qu'il ferme juste enfin sa grande gueule quand il dit qu'il n'y a pas d'argent magique, ce serait déjà énorme. De l'argent « magique », il y en a. Ça s'appelle prélever des impôts à ceux qui éjaculent du fric. Prenez juste quatre-vingt-dix-neuf milliards à Bernard Arnault, première fortune mondiale, et laissez-lui en un, en pourboire. Ça s'appelle parfois aussi la planche à billets. Ça s'appelle encore une relance keynésienne. Ça s'appelle payer des salariés du service public plutôt que donner des subventions aux sociétés cotées en Bourse qui vont les transformer aussitôt en dividendes et enrichir encore plus grasement les déjà-trop-riches.

Et ça s'appelle aussi sortir de la marchandisation de tout. Rien ne les détruit plus que le gratuit ! Et qui l'a mieux exprimé qu'Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau et leurs amis dans un appel de 2009 qui n'a pas pris une ride. Replay >

« Voici ce premier panier que nous apportons à toutes les tables de négociations et à leurs prolongements : que le principe de gratuité soit posé pour tout ce qui permet un dégagement des chaînes, une amplification de l'imaginaire, une stimulation des facultés cognitives, une mise en créativité de tous, un déboulé sans manman de l'esprit. Que ce principe balise les chemins vers le livre, les contes, le théâtre, la musique, la danse, les arts visuels, l'artisanat, la culture et l'agriculture... Qu'il soit inscrit au porche des maternelles, des écoles, des lycées et collèges, des universités et de tous les lieux de connaissance et de formation... Qu'il ouvre à des usages créateurs des technologies neuves et du cyberspace. Qu'il favorise tout ce qui permet d'entrer en Relation (rencontres, contacts, coopérations, interactions, errances qui orientent) avec les virtualités imprévisibles du Tout-Monde... C'est le gratuit en son principe qui permettra aux politiques sociales et culturelles publiques de déterminer l'ampleur des exceptions. C'est à partir de ce principe que nous devons imaginer des échelles non marchandes allant du totalement gratuit à la participation réduite ou symbolique, du financement public au financement individuel et volontaire... C'est le gratuit en son principe qui devrait s'installer aux fondements de nos sociétés neuves et de nos solidarités imaginantes... »

Ce qu'on mérite ?

Je ne crois pas qu'on puisse « décider » à l'échelle d'une nation, d'une expérience commune aussi cruciale que la crise du coronavirus et ce qu'elle nous fait.

Pourtant, est-ce que notre monde social et vivant ne mériterait pas ça ? Je veux dire : ne mériterait pas, disons, qu'on consacre deux mois

de son existence à éprouver enfin ce que serait un monde de prospérité sobre ? Un monde de croissance ? Allez, osons nous réapproprier le mot, oui : de croissance de nos disponibilités, de notre attention aux autres, de croissance de nos bienveillances mutuelles. De croissance de nos lenteurs riches.

Un monde de technologies douces, réparables et recyclables, intelligemment contenues, de *buen vivir* où l'on mangerait mieux, local et savoureux, consommerait le strict nécessaire, éliminerait enfin les métiers parasites (pub, marketing, com, uberrations multiples, finance...) et les *jobs de merde* pointés par Graeber : courtière, larbin, lobbyiste, petit chef, opératrice de call center, vigiles... Où l'on prendrait conscience aiguë que les biens nous ont « eus » quand ce sont les liens qui devraient nous construire. Les liens à nos proches, familles et amis, tout autant qu'à l'étranger qu'on découvre, au migrant qu'on accueille, qui sont juste comme nous, qui sont nous. Les liens à renouer avec le vivant : biotopes, animaux et végétaux, champignons et bactéries, et même ce lien... au virus !

Aucune de ces formes n'est notre ennemi ni ne le sera jamais. Car ces bactéries nous constituent et nous soignent, forment notre microbiote ; ces virus nous mutent, et nous construisent en modifiant nos ADN. 700 000 types différents circulent en permanence dans nos corps. Les virus naissent, passent, disparaissent. Ils n'exigent aucune guerre, juste l'attention juste au juste moment — mais c'est déjà trop pour un capitalisme rivé à ses courses de bêtes et à ses cours de Bourse.

Dans cette crise, de très nombreuses actions locales, initiées par des personnels hospitaliers, des laboratoires vétérinaires, des petits industriels, des militants de toute sorte et de tout métier ont fleuri, avec intelligence, célérité et pertinence. Des maraudes, des dons, de l'entraide. Depuis des semaines, nous avons sous les yeux et à l'échelle d'un pays la preuve quotidienne qu'une organisation verticale centralisée est obsolète dans une société éduquée aux ramifications complexes. Bonne nouvelle pour nous tous — et péril fatal pour la

petite caste prédatrice qui voudra maintenir, « à n'importe quel coût » son pouvoir, fut-il uniquement celui de nous nuire.

ZAD, ZAG, ZOUAVES et autres zigzags

À mes yeux, vouloir viser un retournement national est la meilleure façon de s'impuissanter. C'est comme ça que sporule la militance triste qui échoue partout et ne gagne plus aucun combat. Alors qu'en acceptant de changer d'échelle, de partir de là où l'on est, où l'on vit, où l'on lutte, de nos tissus fluents de liens déjà actifs, on peut parvenir à se mobiliser de façon centrée, en s'appuyant sur nos communautés affines.

Ce qu'on peut décider, raisonnablement, c'est de « covider » ces productivités mortifères qu'on exige de nous et de se donner localement les moyens d'une expérience partagée des disponibilités que la pandémie nous a offerte malgré elle. Dans mon roman *Les Furtifs*, j'appelle ça créer des ZAG (zones autogouvernées) ou des ZOUAVES (zone où apprivoiser le vivant ensemble).

Peu importe le nom et son humour potache ! Ce qui importe est de sortir du confinement capitaliste et de nous ménager des dehors où respirer, réinventer et retisser. Territoires où expérimenter. Temps qu'on libère. Collectif où lier & relier.

La bonne nouvelle est que germent déjà de partout (quoique la médiarchie en dise, étouffe et dénie) d'innombrables initiatives en ce sens.

Il n'y a plus de lendemains qui chantent, et c'est tant mieux. Mais il y a des aujourd'hui qui bruissent. Et c'est mieux.

Ces initiatives, à l'instar des ZAD et des Gilets jaunes, qui sont la portion médiatisée de l'iceberg, ont ceci de commun qu'elles refusent les hiérarchies, le culte des chefs, le patriarcat. Elles se foutent de consommer, de « faire de l'argent », de prendre le pouvoir. Elles

préfèrent enfanter dans la couleur que dans la douleur – même si elles encaissent et surmontent leur lot de souffrances.

Elles prônent une politique du vivant qui fonde luttes sociales et écologiques dans un même alliage incandescent. Une politique fondée sur l'écoute et l'accueil de ce qui n'est pas (encore) nous ; qui considère que tout ce qui porte atteinte au vivant nous porte atteinte à terme. Qui ne croit plus que l'indépendance soit la source de toute liberté mais plutôt que ce sont les interdépendances acceptées qui nous ouvrent un monde plus fécond pour, au final, nous émanciper mieux.

De fait, ces initiatives sont ouvertes : l'inverse de communautés fermées ou d'îlots repliés et fiers. Quand elles naissent, elles ont la forme rhizomatique d'un mycelium qui tend partout ses fils et espère qu'on s'y attache, qu'on en fasse nœuds ou qu'on les prolonge. Ce sont des appels. Ces initiatives n'entendent pas être une nouvelle norme sociale mais juste de nouvelles formes du bien vivre ensemble.

Si le Covid peut servir à quelque chose de positif, c'est en nous faisant sentir que c'est vers ces projets et ces pratiques qu'on doit se tourner. C'est avec elles qu'on doit faire pièce et mosaïque mouvante, plutôt que de lancer un énième « projet politique » prétendument rassembleur – qui sera vite excluant. Comme le suggère Corinne Morel Darleux, l'époque est aux archipels.

Le maquis pour archipel ?

Aux archipels ? La métaphore dérange parfois. Parce que beaucoup n'y voient que des îles perdues dans un océan néolibéral qui finira « de toute façon » par nous noyer. Ils y mentalisent de l'insulaire, de l'isolé, de l'autarcique. De l'amarre larguée avec notre monde commun. Pire : du survivalisme bon teint, beau-bio, bobo, bourru. *Fuck the system*, mais que chacun se démerde, j'ai ma cabane, adieu !

Alors peut-être qu'on doit décaler ou raffiner la métaphore. Imaginer cet archipel comme une forêt qui pousse, dont on sait, en Afrique, qu'elle fait moins de bruit qu'un arbre qui tombe. Chaque arbre, buisson, plante ou champignon forme un monde, mais ce monde n'a aucune chance de croître sans cette nappe d'hyphe, sans ce réseau mycélien qui est son substrat souterrain, qu'on baptise parfois le *wood-wide web*. Autrement dit : la relation entre les « îles » végétales est toujours première, c'est même elle qui est générative, qui donne naissance aux îles, qui les permet. Nos archipels poussent et pousseront donc sur une culture et des imaginaires tramés. Ils seront et feront liens dès l'origine. Aucun océan ne les coupera jamais totalement les uns des autres. L'autarcie est une peur erronée.

Et plutôt que la forêt majestueuse, j'aime encore mieux l'image de la garrigue ou du maquis : un tissu inextricable de cistes, de myrtes, de lentisques ou d'arbousiers, tramé de salsepareille et hérissé d'ajoncs, qui reste à hauteur humaine et se distribue l'espace, sans qu'aucune espèce invasive ni aucun modèle social ne prédomine. Et sans qu'aucune verticalité politique finisse par prendre la liberté et la lumière aux autres. Symbole altier de la Résistance, le maquis n'est pas simplement opaque, rétif et protecteur ; il est aussi – par ses modes d'existence animale et végétale – pluriversel, horizontal et écologiquement partageur.

Et il peut émerger des terres qu'on abandonne comme il sait repousser là où on le brûle. C'est un phénix aux yeux de baie et au plumage de feuilles.

État souple et roue qui tourne

Pas la peine de réinventer la roue : la roue, les roues existent déjà, un peu partout. Roue libre ou roue de secours, roue de vélo et deux-roues, petite roue, grande roue et roue de la fortune, roue en bois,

en fer, motrice ou directrice, crevée ou surgonflée, sans pneu ou sans jante, elles ne nous ont pas attendus pour avancer mais elles nous espèrent pour continuer à rouler et faire le chemin avec nous. Toi tu pourras faire rayon, toi le moyeu, toi façonner la gomme d'un pneu et toi consolider une jante. Ensemble on tirera des essieux, y articulera des cardans, nous forgerons un bas de caisse. Ensemble nous réfléchirons au moteur, aux pistons, discuterons des carburants possibles et de la nécessité d'un volant. Ou déciderons qu'une chaîne, un guidon et des mollets suffisent. Ou que les plus belles roues sont en fromage, sont une raclette à partager.

Face à toutes ces associations, ces collectifs citoyens ou radicaux, ces initiatives, ces SCOP, ces ZAD, ces ateliers paysans, ces hameaux légers, ces hackerspaces, ces lieux d'éducation populaire, ces groupes libres qui font déjà, aident à mieux vivre et construisent les rapports sociaux de maintenant et l'écologie de demain, nul besoin d'autre chose que d'aller à leur rencontre, tendre ses propres fils et s'emberlificoter joyeusement.

Ceux qui pensent que l'État est à la fois le problème et la solution n'ont jamais ouvert un livre d'anthropologie ni vu un documentaire ethno. Il suffit pourtant de jeter un œil sur d'autres cultures et d'autres époques. Les sociétés sans État existent, ont existé et existeront. Elles ont prouvé leur pluralité et leur viabilité. Bien avant nous.

L'État peut rester un outil et un cadre s'il devient un État souple : c'est-à-dire capable d'accepter que des communautés et que des « sociétés sans État » se déploient sur « son » territoire. Qu'en son sein et hors de son sein coule un lait différent. Que d'autres mondes, d'autres cosmos locaux soient possibles et articulés à lui, qui peut rester une sorte de coordinateur des communs, à leur exclusif service : on aura sans doute toujours besoin d'une sécurité sociale, d'un accès universel à l'eau et à la nourriture, comme d'une santé et d'une éducation commune.

Ça ne doit jamais empêcher d'expérimenter d'autres façons de faire, vieilles comme le monde ou fraîches comme des touffes de sphaigne qui moussent.

Salut à vous, ami.es des Confins !

Alain Damasio est un écrivain de science-fiction. Son domaine de prédilection est l'anticipation politique, qu'il marie avec des éléments fantastiques, poétiques et philosophiques. On lui doit notamment La Horde du Contrevent qui a remporté le grand prix de l'Imaginaire et Les Furtifs, élu meilleur livre 2019 du magazine Lire, qui fait entrevoir nos renouements possibles avec le vivant.

La crise du Covid-19 peut nous aider à construire le monde d'après¹¹

Par Cyril Dion

Depuis que la majorité d'entre nous est confinée, les réseaux sociaux crépitent, appelant à faire de cette pause forcée un moment de réflexion collective sur ce que sera l'après coronavirus.

Emmanuel Macron lui-même s'est risqué à affirmer qu'« *il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* ». Oui, il y aura beaucoup de leçons à tirer : l'impréparation de nos pays qui ont ignoré les alertes de nombreux scientifiques sur la résurgence probable d'un syndrome type SRAS, l'abandon de systèmes de santé qui crient, de longue date, leur manque de moyens, la prime à la rentabilité sur la santé...

Mais tirer les leçons de cette crise peut aussi nous aider à préparer l'après, à construire une société plus juste, plus résiliente, plus soutenable. Particulièrement en anticipant un autre danger : le dérèglement climatique couplé à la sixième extinction de masse des espèces. Car le chaos que nous vivons, n'est sans doute rien en comparaison de ce que nous pourrions traverser, livrés aux conséquences du péril climatique... Les dernières estimations des plus grands laboratoires français

11. Tribune remaniée, publiée le 13 avril 2020 dans *Le Monde*.

de climatologie sont terrifiantes¹². Elles prévoient une augmentation de la température de 2 °C en 2040 et, si nous continuons à vivre comme aujourd'hui, de 7 °C en 2100. Dans ce monde à +7 °C, les étés caniculaires seraient la norme, des villes comme La Rochelle, Calais, Arles, Le Havre, Dunkerque seraient partiellement sous les eaux. Les rendements agricoles pourraient avoir chuté de 70 % créant des émeutes de la faim, la forêt amazonienne se transformerait en savane, des pays entiers deviendraient inhabitables propulsant des centaines de millions de réfugiés sur les routes, l'eau viendrait à manquer, de nouveaux virus feraient certainement leur apparition... Virus – particulièrement les zoonoses comme la Covid-19 – dont la propagation pourrait être accélérée par la déforestation, l'élevage intensif et la destruction de la biodiversité. Lorsqu'on mesure la panique et les déstabilisations que le coronavirus a créées, il ne faut pas être devin pour imaginer ce qu'il adviendrait de l'économie mondiale.

Évidemment diront les plus sceptiques, mais nous trouverons d'ici là des solutions. Peut-être, mais de nombreux chercheurs nous alertent sur le fait que les écosystèmes ne fonctionnent pas de façon linéaire et qu'il existe ce qu'ils appellent des « points de bascule » qui, une fois franchis, provoquent des réactions en chaîne accélérant les phénomènes jusqu'à un emballement potentiellement incontrôlable. +2 °C est un point de bascule comme le décrivait l'étude de 2018 dite de « la planète étuve »¹³. Même s'il faut, comme dans toute hypothèse scientifique, garder une certaine prudence, la raison nous commanderait de prendre toutes les précautions nécessaires. Car, si nous le franchissons dès 2040, le temps presse.

12. Voir: www.lemonde.fr/planete/article/2019/09/17/jusqu-a-7-c-en-2100-les-experts-francais-du-climat-aggravent-leurs-projections-sur-le-rechauffement_511336_3244.html

13. <https://www.pnas.org/content/115/33/8252>

L'ère de la sobriété ?

Le dérèglement climatique et la disparition massive de la biodiversité ont une origine commune : nous vivons au-dessus de nos moyens. Pour ne parler que de la France, nous dépensons notre budget annuel de carbone – ce que nous pouvons émettre sans risquer de déséquilibrer le climat – en deux mois. Nous épuiserions notre budget de ressources naturelles – ce que nous pouvons prélever sans épuiser le stock – en six. Et je ne parle pas des Américains, des Chinois, des Anglais ou des Australiens. Nous avons besoin de rééquilibrer notre budget et décélérer.

L'épidémie de coronavirus nous en offre une saisissante démonstration. Les émissions chinoises auraient baissé de 25 % en février comparativement à l'année précédente, de 15 % en Inde au mois de mars et de 30 % en France. La pollution de l'air a été réduite de façon si radicale qu'un chercheur de l'université de Stanford n'a pas hésité à affirmer que « *la réduction de la pollution en Chine a probablement sauvé vingt fois plus de vies que celles qui ont été perdues en raison du virus* » (même si cette affirmation sera à relativiser lorsque nous connaîtrons le véritable nombre de morts...). Du côté de la vie sauvage, il en va de même. Des dauphins ont été filmés dans les canaux de Venise, des sangliers dans les rues de Rome, l'ensemble de la faune chinoise, française, italienne, espagnole... est pour la première fois depuis des décennies (peut-être même des siècles) préservé des collisions avec les voitures, de la présence prédatrice des humains...

En nous confinant, en faisant s'effondrer la croissance, le PIB, les cours de la Bourse, nous sauvons le climat et la biodiversité. À quel prix ? Combien de faillites, de chômeurs, de morts liés à une récession mondiale que les États tentent de juguler en creusant leurs déficits et en débloquant des sommes considérables qui, en temps normal, sont supposées ne pas être disponibles pour les urgences climatiques

ou les déboires des hôpitaux publics. Passons. Car c'est justement le nœud du problème : comment choisir de ralentir plutôt que de subir l'effondrement.

Se préparer aux chocs

Nous le constatons avec dépit, nos sociétés ultramondialisées, spécialisées sont fragilisées lorsqu'elles sont entravées dans leur mécanique d'échanges effrénés. Chaque mois de confinement « coûte » trois points de PIB à la France. En sept semaines, trente-trois millions d'Américains se sont inscrits à l'assurance chômage. Nos sociétés dépendent dangereusement de la croissance, du cycle ininterrompu de production-consommation et des approvisionnements qui viennent du monde entier. Face aux menaces climatiques, de nombreux collectifs écologistes appellent depuis des années à préparer nos territoires aux chocs qu'ils pourraient subir.

Comment ?

D'abord, en relocalisant une partie de notre alimentation. Chaque territoire devrait pouvoir assurer une part essentielle de la production de nourriture de ses habitants, tout en continuant à échanger une autre part, comme l'évoquait un rapport produit pour le groupe Vert du Parlement européen, par l'Institut Momentum et Pablo Servigne¹⁴.

Ensuite, en renforçant l'indépendance énergétique des pays et des territoires avec des énergies renouvelables. Nous sommes aujourd'hui dépendants d'approvisionnements de pétrole, de gaz, de charbon,

14. Voir : www.institutmomentum.org/nourrir-leurope-en-temps-de-crisevers-des-systemes-alimentaires-resilients/

d'uranium et de métaux rares (pour le numérique, le solaire et l'éolien...) permettant le bon fonctionnement énergétique de nos sociétés. Être capable d'assurer un minimum de l'énergie que nous consommons localement sera sans doute vital à l'avenir en cas de défaillance des réseaux.

En sécurisant nos approvisionnements en eau. Ce qui signifie à la fois économiser (notamment dans l'agriculture), récupérer plus intelligemment les eaux de pluie dans les bâtiments, adjoindre aux centrales industrielles d'épuration des systèmes locaux de phytoépuration, protéger les nappes phréatiques des contaminations aux pesticides...

En préparant nos territoires à des circonstances extrêmes : végétaliser pour climatiser les villes soumises à des étés caniculaires, cesser d'artificialiser et laisser de larges parts de nos territoires absorber les précipitations, abriter la vie sauvage et les pollinisateurs dont l'agriculture a besoin...

Enfin, relocaliser une part de notre économie. Il est imprudent d'abandonner des pans entiers, indispensables à nos vies quotidiennes, à des logiques de marché et à des entreprises multinationales dont nous ne pouvons maîtriser les choix. Nous avons besoin d'une multitude d'entrepreneurs locaux et indépendants, d'agriculteurs, d'artisans, de PME qui répondent aux besoins essentiels de chaque territoire. Et, bonne nouvelle, plusieurs études américaines montrent que ce type d'économie locale diversifiée crée plus d'emplois et répartit plus équitablement les richesses¹⁵.

Inventer un autre monde

Nous redécouvrons avec fracas que nous faisons intégralement partie d'un écosystème plus vaste, sur lequel l'économie, la technologie n'ont pas toujours de prise. Et c'est sans doute sur cette base que nous avons besoin de construire. Comment limiter notre prélèvement de ressources

15. Michael Shuman, *Local dollars, local sense*, Chelsea Green, 2012.

naturelles à leurs capacités de renouvellement ? Comment construire des sociétés qui intègrent le reste des êtres vivants sur la planète comme des sujets et plus comme des objets ? Comment répartir les richesses de façon à permettre à chacun une vie digne et épanouissante ?

Depuis des années des milliers de personnes expérimentent des idées qu'il nous appartiendra d'examiner : permaculture, revenu universel, villes zéro déchets, économie symbiotique, inscription de droits pour la nature, biomimétisme, réensauvagement de territoires, nouveaux indicateurs qui remplaceraient le PIB par la santé des enfants, démocratie délibérative, entreprises libérées...

Ces expériences sont non seulement passionnantes mais elles ont bien souvent fait la preuve de leur efficacité, tout en rendant ceux qui les portent plus heureux. Car il ne s'agit pas seulement de nous protéger d'une sorte d'apocalypse, mais, pour une fois, d'imaginer le monde dans lequel nous voudrions vraiment vivre. Et de s'y mettre.

Comment ?

Voilà la question la plus importante. Comment y parvenir ? Engager une rupture collective avec notre modèle de société suppose un consensus sur les causes et un autre sur les remèdes.

Pour cela, nous avons plus que jamais besoin d'espaces démocratiques dans lesquels délibérer. Internet en est un. Mais d'autres sont nécessaires, donnant lieu à des transformations structurelles et pas seulement culturelles.

Pourquoi délibérer ?

D'abord parce que si le chiffre décrivant les causes (le dépassement de tous nos budgets) est difficilement discutable, les remèdes sont

ardemment discutés. De nombreuses voix s'élèvent pour expliquer que nous pourrions résoudre le problème écologique sans ralentir mais en découplant seulement la croissance et la consommation de matière. En faisant de la croissance « verte », du développement durable. Une version un peu plus écologique de notre modèle actuel. C'est une position qui me paraît difficilement tenable au regard des faits¹⁶ mais qui s'exprime toujours largement. Et tant que nous ne l'aurons pas tranchée, nous n'agissons pas de concert.

Ensuite, parce que la crise climatique peut gravement mettre en danger nos démocraties.

Nous voyons en cet épisode particulier de pandémie que nous sommes prêts à accepter de restreindre massivement nos libertés lorsque notre sécurité et parfois même notre survie sont en jeu. Mais nous y consentons aussi parce que nous savons que cette situation est temporaire. Or, face au dérèglement climatique, les mesures à prendre, si nous dépassons les seuils fatidiques, ne seront en aucun cas transitoires, elles seront permanentes. Voulons-nous qu'elles nous soient imposées de façon autoritaire par la force tragique des événements ou voulons-nous anticiper et choisir démocratiquement comment nous voulons décélérer ? Par démocratiquement, j'entends collectivement, mais également libérés des lobbys qui dépensent des quantités faramineuses de temps, d'argent et d'énergie pour empêcher ces changements. L'exemple le plus illustre et le plus documenté étant désormais les milliards investis par Exxon pour financer des études semant délibérément le doute sur la réalité du changement climatique, mais il est loin d'être isolé¹⁷.

16. Pour ne donner qu'un chiffre : un français émet aujourd'hui l'équivalent de onze tonnes de carbone par an. Pour espérer stabiliser le climat il devrait en émettre deux. Il faudrait y parvenir dans un intervalle de vingt ou trente ans, dans un monde où la population continue à augmenter, aspire à consommer toujours plus et où 80% de l'énergie produite provient des énergies fossiles... Je ne vois pas comment sans décélérer.

17. Lire *Les marchands de doutes*, Naomi Oreskes et Erik Conway, Le Pommier, 2012.

Délibérer, c'est notamment ce que tente de faire la Convention Citoyenne pour le climat qui réunit depuis plusieurs mois 150 citoyens tirés au sort, représentatifs de toute la France, pour élaborer des mesures permettant de réduire d'au moins 40 % (en réalité, il faudrait plutôt les réduire de 50 à 65 %) nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale. Lorsque les 150 rendront leurs propositions, Emmanuel Macron s'est engagé à les transmettre sans filtre au Parlement et au référendum. Et il est indispensable qu'il le fasse car c'est pour moi la quadrature du cercle : la délibération à l'échelle du pays. C'est une opportunité que nous pouvons saisir pour commencer le travail tous ensemble.

La réussite de ces délibérations collectives (qu'elles se tiennent à 150 dans la Convention Citoyenne ou à plusieurs millions lors de référendums) nécessite à mon sens trois conditions.

D'abord, l'équité.

Personne ne consentira à changer son mode de vie si les plus riches (qui sont responsables de la majorité des émissions et sont les premiers à devoir décroître) ne donnent pas l'exemple, si les pollueurs ne sont pas en première ligne, si la redistribution des richesses n'aide pas à construire un monde où l'essentiel est assuré à chacun, plutôt que le superflu accumulé par une petite minorité.

Ensuite, le réalisme économique. Comment pouvons nous ralentir sans que tout s'effondre ? Sur ce plan, les travaux d'économistes comme Éloi Laurent, Tim Jackson, Aurélie Piet (entre autres) sont précieux. C'est à cela que devraient s'atteler tous les chercheurs en économie du monde entier.

Enfin la désirabilité. Nous avons besoin d'un récit, d'un horizon, d'une vision. Comment vivrions-nous ? Serait-ce moins bien ou mieux ?

La question que nous pourrions peut-être nous poser est : qu'avons-nous à y perdre ? Dans cette période où notre vie se réduit

à l'essentiel, que nous manque-t-il ? Qu'est-ce qui compte vraiment pour nous ? Peut-être de savoir que nous pourrions tous vivre libres, dignes, en bonne santé, sur une planète vivante, près de ceux que nous aimons... Et je crois que c'est le projet auquel nous devrions nous atteler. Il est, plus que jamais, hautement politique.

Né en 1978, Cyril Dion est écrivain, réalisateur et militant écologiste. En 2015, il écrit et coréalise avec Mélanie Laurent le film Demain, qui obtient le César du meilleur documentaire l'année suivante. En 2018, il publie chez Actes Sud Petit manuel de résistance contemporaine. Il est co-fondateur du mouvement Colibris, de la revue Kaizen et de la collection « Domaine du Possible ».

Les illusions perdues de nos guerres irrégulières¹⁸

Par Marc Eichinger

« *Il est impensable de mettre des soldats en danger dans l'espoir hypothétique de sauver d'autres personnes. (...) Ils n'ont pas vocation à se jeter dans la gueule du loup.* » C'est ainsi que le général Bruno Le Ray justifie l'inaction des militaires présents au Bataclan. Ils n'ont pas assisté les policiers de la BAC (brigade anticriminalité) qui sont allés seuls sous le feu des kalachnikovs.

La France a beaucoup de généraux mais elle n'aura jamais qu'un Général. Que nos pères doivent se retourner dans leur tombe quand un navire de croisière le Costa Deliziosa se voit refuser de débarquer plus de 400 Français à Marseille sous prétexte que la destination finale c'est l'Italie, pays le plus à risque en Europe en ce temps de pandémie.

Quel naufrage civique nous impose un gouvernement paniqué qui nous explique *ad nauseam* que ce n'est pas la girouette qui tourne, mais le vent qui change de sens pour justifier son incurie. Presque aucun autre pays européen n'a demandé à ses citoyens de remplir des autorisations de sortie. Nous n'avons plus que des gens qui rêvent d'interdire, de contrôler les accès, le mode de vie. Le Covid a permis au système hospitalier d'avoir gain de cause dans son combat budgétaire, il aura fallu ce drame pour

18. Il s'agit d'une amicale contribution, l'auteur n'étant pas membre du CNNR.

qu'on l'écoute enfin. Comment financer notre reconstruction post Covid sans hypothéquer davantage l'avenir de nos enfants ?

Dans un rapport qui a particulièrement marqué les esprits, le général Flynn, responsable du renseignement américain, précisait en 2010 : « Huit ans après le début de la guerre en Afghanistan, la communauté du renseignement américain n'est que marginalement pertinente pour la stratégie globale. Ayant concentré l'écrasante majorité de ses efforts de collecte et de son cerveau analytique sur les groupes insurgés, le vaste appareil de renseignement est incapable de répondre aux questions fondamentales sur l'environnement dans lequel les forces américaines et alliées opèrent et sur les personnes qu'elles cherchent à convaincre ».

Dix ans plus tard, l'échec est consommé. Autant que les deux trillions de dollars dépensés en Afghanistan par les contribuables américains. La source de cet échec n'est pas seulement militaire, mais d'abord et avant tout à rechercher dans la corruption qui sévit dans ce pays. Le même constat pourrait être fait pour expliquer la situation en Irak, une zone que je connais bien pour y avoir traqué les détournements des fonds de la reconstruction. La France peut-elle éviter de commettre la même erreur dans le Sahel ? Peut-on arrêter une opération qui ne soutient que des kleptocrates ?

En juillet 2014, l'opération « Serval », légitime face à la détresse de la population malienne face à l'avancée des groupes terroriste islamistes, cédait la place à « Barkhane » pour sécuriser les pays du Sahel. Barkhane, c'est ainsi que se nomment les dunes de sable formées par le vent du désert. Six ans plus tard, malgré les aménagements, les renforcements, les opérations coup de poing et plus de trois milliards d'euros dépensés, le général Lecointre ne voit toujours que du sable. L'activité terroriste ne baisse pas d'intensité et continue de frapper régulièrement les pays de la zone.

Après plusieurs semaines d'informations dévoilées par la presse du Niger sur la corruption au plus haut niveau de l'État, le procureur

général de Niamey s'apprête à instruire 177 dossiers de détournement de fonds du budget de la défense nigérien qui ont eu lieu pendant trois ans, de 2016 à 2019. L'ancien ministre de la Défense Kalla Moutari et plusieurs membres du gouvernement du président Issoufou sont soupçonnés d'avoir signé des contrats bidon ou surfacturés à hauteur de 700 millions d'euros. Les noms d'officiers de haut rang de l'armée nigérienne sont également mentionnés, ainsi que des acteurs du monde politique nigérien.

Ces derniers sont parfaitement connus des services de police et de renseignement français. Petit Boubé, alias Aboubacar Hima, alias Style Féroce, possède un palais dont les photos révélées par Mondafrique ont valu au reporter une sérieuse menace de mort. La débauche de colonnades, de luxe, de marbre laisse rêveur quand on connaît les conditions de vie de la population nigérienne qui compose avec les coupures d'eau et d'électricité.

J'ai travaillé sept ans au Niger, de 2013 à janvier 2020. J'ai vu ce pays, déjà l'un des plus pauvres de la planète, s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la pauvreté, affrontant la faim et le chômage. J'ai pu constater la corruption exponentielle, les fonds de projets d'infrastructure détournés. Autant de phénomènes qui permettent à l'islamisme intégriste et au terrorisme de voir leurs actions monter en flèche.

Le Niger a une population qui augmente de presque un million d'habitants par an, alors qu'elle dépend du Programme alimentaire mondial. Les écoles coraniques sont largement plus nombreuses que les écoles d'enseignement laïque. La faim, la souffrance, la vie avec un dollar par jour, qu'il faut mendier, sont le quotidien de la majorité de Nigériens qui comprennent ce qui se passe autour d'eux.

Peut-on qualifier de terroriste celui qui refuse une vie de misère pour se révolter contre des kleptocrates au pouvoir ? Comment lui refuser une raison et une chance de mourir ? Quand un homme vaut moins qu'un chien, peut-on lui reprocher de vouloir mordre ?

Détourner les fonds de la Défense du pays le plus pauvre du monde assène une double punition. Non seulement cet argent ne sert pas à nourrir un ventre vide, mais il ne permet pas aux militaires nigériens d'assurer le minimum de sécurité auquel tout le monde aspire.

Depuis plusieurs années, le Parquet national financier a pu voir comment l'argent d'Areva a été détourné au Niger. Bien sûr, le dossier de l'« uraniumgate », une fausse opération de trading d'uranium, montre que d'anciens de la DGSE (Direction générale de la Sécurité extérieure) ont été à la manœuvre. Mais, il y a aussi l'argent des projets d'infrastructures promises en 2014, comme un immeuble à 10 millions d'euros à Niamey qui n'a jamais été terminé et qui a vu sur les « rails Bolloré ». Des rails en forme de cicatrice sur le visage de la capitale et sur lesquels aucun train n'a jamais roulé. Et que dire de l'argent versé pour reconstruire la « route de l'uranium »...

Localement, l'ambassade de France accueille « les attachés culturels » de la DGSE, mais aussi les gendarmes et autres militaires de la DRSD (Direction du renseignement et de la sécurité de la défense, des officiers de liaison de la force « Barkhane ». L'État français avait tous les moyens sur place pour avoir connaissance de ces détournements et y mettre fin. Pourtant, personne n'a empêché que les moyens nécessaires aux forces armées nigériennes ne disparaissent dans des paradis offshore.

Personne n'a rien vu, vraiment ? Personne ne s'est interrogé sur la vente par la Russie d'hélicoptères Mi-171 Sh très largement au-dessus du prix catalogue ? Aucun rapport n'est remonté pour atterrir sur le bureau de Florence Parly, la ministre de la Défense ?

En laissant la corruption gangrener les États du Sahel, la France commet une faute irréparable. Nous en paierons un double

prix : d'autres morts parmi nos soldats et ceux de nos alliés, une inflation de la facture pour le contribuable français. Est-il nécessaire d'enfoncer le clou dans le cercueil en rappelant que le seul opposant au président Ibrahim Boubacar Keïta, dit « IBK » a été kidnappé au Mali le jour des dernières élections ? Ce même Mali qui a une frontière avec la République de Guinée dirigée par le « Professeur Alpha Condé », 82 ans qui a fait donner la garde présidentielle contre la population pour s'assurer un troisième mandat. Dans les rues de Conakry, on le voit déambuler comme un pantin pathétique en assurant la population que boire de l'eau chaude et mettre de la pommade mentholée dans le nez protège du Covid.

Notre chef d'état-major le général Lecointre porte le même uniforme que le général Bruno Le Ray du Bataclan, et vraisemblablement les mêmes médailles. Il ne met pas nos soldats dans la gueule du loup, simplement dans une impasse. Nous avons notre pays à reconstruire, nos emplois à sauver, nous n'avons plus d'argent pour soutenir les kleptocrates et la Francafrique des voyous.

Cette Francafrique d'avocats véreux, d'anciens diplomates, de sans scrupule, provoque des conflits régionaux. Pour prendre à l'autre, il suffit de donner une petite enveloppe offshore et de partager le butin. Ils accumulent comme les *Cricetomys*, ces gros rats africains qui ramassent n'importe quoi dans leur terrier juste par plaisir. La population se révolte, elle mange ces rats, et nous obtenons une guerre irrégulière.

Regardez la guerre en face ! Vous n'avez plus sur notre planète que des guerres entre une coalition d'armées de métier institutionnelles contre des civils. Demain ces armées seront remplacées par des soldats de fortune. Pas de prime OPEX, pas de cérémonie, pas de retraite, des produits consommables, on utilise et on jette. Dans le nord du Nigeria, un contrat de trois mois pour 90 hommes à 400 dollars par jour et du matériel

d'occasion fournit par Excalibur¹⁹ a permis de réduire largement le territoire des djihadistes de Boko Haram. Mais la pauvreté a repris le dessus. Les guerres irrégulières sont des batailles contre la famine, la pauvreté, l'illettrisme. Un sac de riz et le recrutement peut commencer.

Plus besoin d'aventures, d'attitudes chevaleresques, de courage pour les vraies armées modernes. Les films de guerre de demain remplacent la sentinelle par une caméra thermique à détecteur de mouvement qui déclenche une alarme et un tir automatique. Le code d'honneur est remplacé par des lignes de code. Tout est devenu drone, les chars, les avions, les sous-marins, l'intelligence artificielle n'a pas de béret sur la tête. Cette armée-là vit dans des conteneurs climatisés bien loin du théâtre d'opération.

Marc Eichinger a été trader, directeur de salle de marchés, expert financier reconnu et publié. Après le 11-Septembre et l'opération Iraqi Freedom, il s'engage sur le théâtre irakien avec sa société Api Capital, dédiée aux zones de guerre. Il parcourt l'Afrique et travaille sept ans au Niger. Les affaires Areva exposent au grand jour ses activités d'espion de terrain, spécialisé dans la criminalité financière. Il est l'auteur de L'homme qui en savait beaucoup trop, à paraître chez Massot Éditions.

19. Excalibur est un courtier tchèque qui offre une panoplie complète de matériel (voir : excaliburarmy.cz) à des prix abordables. Dans le cas mentionné l'équipe d'ex-sud-africains recrutés par Eeben Barlow (voir : eeenbarlowmilitaryandsecurityblog.blogspot.com) a signé un contrat de trois mois avec le président Jonathan Goodluck juste avant les élections présidentielles au Nigeria en 2015. Le résultat incontestablement excellent est resté inachevé. Quelques djihadistes de Boko Haram avaient trouvé refuge dans la forêt de Sambisa. Le président Buhari nouvellement élu n'a pas prolongé le contrat faisant confiance à son armée régulière. Corrompue et peu déterminée, elle n'a jamais pu terminer le travail.

Généraliser deux droits économiques de la personne, le salaire et la décision sur la production

Par Bernard Friot

Toutes les personnes adultes résidant sur le territoire national doivent disposer, de leur majorité politique à leur mort, de deux droits économiques : *le droit politique à un salaire*, qui pourrait être compris dans une hiérarchie de 1 à 3, avec un plancher mensuel de 1 700 euros et un plafond mensuel de 5 000 euros, sans qu'il puisse baisser ni être supprimé ; *le droit politique de décision sur la production*, dans l'entreprise (ou le service public) et dans les instances de coordination de l'activité économique comme les caisses d'investissement.

L'expérience de deux mois de confinement va aider à populariser ces deux droits à partir de plusieurs constats largement partagés.

1. Comme le dit éloquemment une expression née du confinement : les premières de corvée sont plus utiles que les premiers de cordée. Que des contributions particulièrement utiles donnent lieu à des rémunérations très faibles alors que des activités parfaitement inutiles, et dont on s'est passé sans problème au cours de ces deux mois, soient l'occasion de faire fortune, est devenu intolérable. Le temps est venu de préconiser une hiérarchie des salaires considérablement réduite

(1 à 3) et un salaire qui, attaché à la personne et non à l'activité, permettra de lutter contre la domination masculine.

2. Alors que, à cause de la chute de l'activité, les travailleurs indépendants et les titulaires de CDD confinés ont été à la rue et que les salariés du privé en CDI n'ont trouvé dans le chômage partiel qu'une compensation incomplète de leur perte de salaire, le fait que seuls les fonctionnaires et les retraités ont conservé leur salaire a mis en évidence le caractère inhumain d'une rémunération liée à la performance sur des marchés sur lesquels les concernés n'ont aucune prise – qu'il s'agisse du marché du travail pour les salariés du privé ou de celui des biens et services pour les indépendants. Que le salaire devienne pour tous les adultes un attribut de la personne, comme il l'est déjà pour les fonctionnaires et les retraités, est maintenant audible.

3. La détresse de nombre des personnes confinées dans un habitat indigne ou dépendant de l'aide alimentaire sous diverses formes a provoqué beaucoup de solidarité tout en soulignant le caractère inadmissible du statut d'aidé, un statut qui est le fait de personnes à la rémunération très faible ou non reconnues comme productives. Certes cette prise de conscience pourrait rendre populaire un nouvel avatar de la « lutte contre la pauvreté » : le revenu de base. Alors qu'en finir par le haut avec le statut d'aidé appelle deux choses : toute personne doit être reconnue comme travailleuse et donc titulaire d'un salaire, et le salaire minimum doit être le Smic revendiqué (soit 1 700 euros nets) quelle que soit la durée du travail. Je rappelle que poser que toute personne est une travailleuse et lui attribuer une qualification, et donc un salaire, ne transforme pas toutes ses tâches en travail productif et ne repose pas sur la confusion entre travail concret et travail abstrait. Il s'agit de poursuivre une mutation anthropologique en cours qui – contre sa définition capitaliste – définit le travailleur non pas à partir de la tâche qu'il est en train d'accomplir (avec donc des trous dans sa biographie si cette tâche n'est pas reconnue productive) mais par la qualification dont il est en permanence porteur, quel que soit son rapport actuel à une tâche productive.

4. Loin de céder à la rhétorique de la « guerre à un ennemi invisible » qu'a tenté d'imposer la classe dirigeante, les confinés ont massivement fait le lien entre la pandémie et la folle fuite en avant d'un capitalisme prédateur qui introduit à l'échelle mondiale des perturbations toujours plus mortifères dans la chaîne du vivant. Si nous voulons échapper à la cosmétique annoncée de quelques relocalisations avec verdissement du capitalisme, c'est la prise en main de tout le travail par les travailleurs qui s'impose, et donc, pour chaque adulte résident, le droit de copropriété d'usage de l'outil qu'il utilise et de codécision dans toutes les instances de coordination de l'activité économique, et d'abord dans celles qui décident de l'investissement.

5. L'impuissance de l'État a stupéfié alors que l'inventivité à la base s'est multipliée malgré le caractère policier et répressif du confinement. Une telle expérience invite donc non pas à « plus d'État » mais à plus de fonctions collectives assumées par les citoyens : l'État par en haut, c'est fini, place à l'État par en bas. Et donc place aux deux droits qui affirment et rendent possible cette responsabilité citoyenne des travailleurs eux-mêmes sur la production : un salaire à la personne, qui nous sort du chantage capitaliste, la copropriété d'usage de l'outil productif et des instances de création monétaire, qui nous délivre de la dictature de la bourgeoisie sur le travail.

Comment poursuivre la conquête, déjà commencée, de ces deux droits à attacher à toute personne adulte de sa majorité politique à sa mort ? En en faisant l'objet inséparable de tous les conflits et débats publics. Par exemple, comment reprendre le conflit sur la retraite qu'a interrompu le confinement, et comment nous mobiliser pour en finir avec les impasses de l'aide alimentaire qu'il a révélées ?

Cinquante ans est un âge où notre rapport au marché du travail est fragilisé (perdre son emploi à cet âge, c'est être assuré de ne pas en retrouver un aussi qualifié) tandis que nous enrageons que notre grande expérience professionnelle se heurte au dictat d'un management au

service non pas de son déploiement mais de son dévoiement au service du profit. Actualiser le geste de Croizat en 1946 quand il commence à étendre au privé le mode de calcul de la pension de fonction publique, c'est attribuer à toutes celles et ceux qui ont 50 ans et plus le salaire de leurs 6 meilleurs mois, qu'ils et elles en deviennent à vie titulaires, qu'il soit porté au salaire moyen (2 300 euros nets) s'il est inférieur et ramené à 5 000 euros nets s'il est supérieur ; avec la possibilité de continuer à monter en qualification jusqu'au plafond de 5 000 euros. De deux choses l'une : soit ces nouveaux retraités souhaiteront rester dans leur entreprise ou leur service public, et ils seront alors protégés contre le licenciement parce que, en pleine maturité professionnelle, ils seront chargés de la responsabilité de l'auto-organisation du collectif de travailleurs contre les directions, pour une production assumée selon la déontologie des producteurs et non pas dictée par la rentabilité du capital ; soit ils souhaiteront quitter un emploi qui leur pèse et alors, munis d'un salaire payé par la caisse des retraites, ils pourront mettre leurs compétences au service de toutes les entreprises alternatives où des jeunes déterminés à ne pas produire de la merde pour le capital inventent des chemins nouveaux pour le travail.

Dans les deux cas sera complémentaire une mobilisation pour en finir avec l'aide alimentaire par une sécurité sociale de l'alimentation, mais on va voir qu'elle pourrait être aussi du logement, du transport de proximité, de l'énergie, de la culture, finalement de toutes les productions. Quel que soit l'âge, tous les salaires inférieurs à 1 700 euros nets (le niveau actuel du salaire médian) seraient portés à 1 700 euros et les salariés concernés en deviendraient titulaires. Cette augmentation (et cette titularisation) de la moitié des salaires, tout comme celle des salaires des retraités inférieurs au salaire moyen, serait possible par le non-remboursement des dettes d'investissement, le non-versement de dividendes, et leur remplacement par une cotisation de sécurité sociale. Car la hausse des salaires se ferait non pas en monnaie sur un compte en banque mais en abondement de la carte vitale par des caisses de sécurité

sociale (de l'alimentation, du logement, du transport de proximité, etc...). Comme c'est le cas en matière de soins, cette carte vitale ainsi abondée mensuellement ne pourrait être utilisée qu'auprès de professionnels conventionnés. Et évidemment ne seraient conventionnés que les producteurs et distributeurs d'alimentation, et restaurateurs, répondant à des critères de produits homologués par la convention, de propriété de l'outil par les travailleurs eux-mêmes, de non-appel au marché des capitaux. Ces professionnels conventionnés disposeraient d'un salaire à la qualification personnelle et d'une subvention de leurs investissements, à la charge de la caisse à laquelle ils verseraient leur valeur ajoutée. La caisse étant gérée par eux et par les usagers.

Cet énorme appel d'air en faveur de tous les alternatifs de la production et de la distribution alimentaire, aujourd'hui fragiles, serait considérablement soutenu par tous les cinquantenaires retraités qui, soit en quittant leur entreprise pour mettre leurs compétences au service de ces alternatifs, soit en auto-organisant les travailleurs de leur entreprise de sorte que leur activité soutienne ces alternatifs, contribueront à en finir tant avec l'agro-business qu'avec son nécessaire débouché, l'aide alimentaire qui lui permet de confier la coûteuse gestion des déchets aux associations d'aidants tout en bénéficiant de défiscalisation. Et c'est cette détermination de maîtrise du travail concret qui portera l'aspiration à – et la conquête de – la propriété de l'outil de travail avec éviction des actionnaires et des prêteurs, une aspiration qui n'est aujourd'hui pas majoritaire et qui ne pourra se construire que dans l'action pour la souveraineté des travailleurs sur le travail.

Cet exemple, livré ici à la réflexion collective car il est évidemment non ficelé, montre combien les deux boussoles du salaire à la qualification personnelle et de la maîtrise de la production comme droit de la personne nous aident à tenir le cap d'une responsabilité commune fondatrice d'une humanité commune en train de ravir aux capitalistes, ces hors-la-loi commune, leur monopole sur le travail. Je

renvoie celles et ceux que cela intéresse aux travaux de Réseau Salarial (reseau-salarial.info).

Bernard Friot est un sociologue et économiste, professeur émérite à l'université Paris-Nanterre. Il est notamment coauteur avec Judith Bernard d'un livre de conversations Un désir de communisme, à paraître aux Éditions Textuel.

Rdv, 48 rue du Four...

Par Bruno Gaccio

Le CNR est revenu sur les étagères politiques par l'entremise d'un commissionnaire étonnant : Emmanuel Macron. Dans l'heure qui a suivi la mise en rayon, la comptine de la solidarité avec les plus démunis fut entonnée en canon par le camp libéral afin d'accéder, je suppose, au Graal de la V^e République : l'Unité Nationale. Après tout, pourquoi pas.

Reste à interroger la sincérité du démarchage. L'ultralibéral se passionne pour le CNR comme l'égorgeur de chat se passionne pour les greffiers. Ça se termine mal pour le fruit de sa passion.

Méfions-nous donc des capitalistes pratiquants qui s'entichent d'un organisme qui appliqua les principes communistes de planification de l'économie, du plan et de la nationalisation des secteurs essentiels. Sans rompre avec le capitalisme ! Ce qui reste le plus étonnant de la séquence qui va du 27 mai 1943, date de la première réunion du CNR, au 15 mars 1944, date de l'adoption de son programme, est l'équilibre trouvé entre deux principes contradictoires mais complémentaires : le libre marché et l'économie planifiée. C'est plus inspirant qu'écouter en monophonie le catéchisme des uns ou la messe des autres, il faut en convenir.

Du CNR il ne reste, pratiquement, que la Sécurité sociale, et encore, exténuée par des années de batailles perdues à défendre son principe fondamental : égalité de tous les citoyens devant les charges

en fonction de leurs revenus. Mais l'esprit du CNR a toujours flotté sur la France et ce Jeune Emmanuel en est la preuve. Fraîchement promu roitelet de France par quelques financiers, consumé jusqu'à l'absurde par la flamme du libéralisme depuis trois ans, le voilà qui évoque dans la panique du moment Covid-19, à la télévision, devant 36 millions de téléspectateurs – dans un style mariant la générosité d'un Harpagon et le lyrisme d'une enclume mais c'est pas le sujet – la solidarité avec les plus modestes ! Et pour demain, des « *jours heureux* » ! L'homme est croyant, certes, mais de là à imaginer une grâce communiste, opportunément tombée du ciel capitaliste purifiant son âme du péché libéral, Non.

Désolé Manu, on nous en a déjà vendu du Tartuffe et par brassées : on est équipés, merci.

Mais qu'est-ce alors que cela ? Les mots-clefs du CNR prononcés par lui, il le savait, ça allait faire mugir les féroces soldats à la violation de sépulture ! Alors quoi ? Un hasard, une maladresse, un calcul... Que non. C'est sa trouille d'invertébré politique que ce petit chose exprimait là.

Cette peur bleue des moments imprévus qui habitent les managers qui se rêvent leaders et se découvrent DRH.

Ces moments graves, tragiques, souvent meurtriers, ces occasions de vérités qui révèlent les Grands Hommes ne nécessitent pas seulement bravoure et courage, ils ordonnent de s'appuyer sur un système de valeurs solides afin d'éclairer un chemin vers un objectif clair ! Le référentiel commun à tous les Français... C'est le Conseil national de la Résistance. L'État social. Protecteur. Même brisé, même outragé, même martyrisé, mon vieux Charles, ce socle reste un socle. Le Socle. Il le sait.

Le CNR, est le contrat que nous passons avec notre pays en naissant. C'est de ça que les Français sont faits, c'est par ça que les Français se proclament Peuple, c'est de ça que naît l'idée de Nation Française : c'est de CNR qu'on est imprégné. C'est notre fierté. Clovis et Jeanne d'Arc, c'est de l'histoire.

Le Petit Chose le sait : ce n'est pas un peuple fainéant et indiscipliné, râleur et frivole niché dans un cocon douillet qui a fait le CNR, c'est l'union de tous les résistants : communistes, cathos, Juifs, protestants, musulmans, conservateurs obtus, socialistes, syndicalistes, curés et bouffeurs de curés, déserteurs du STO et maquisards, et surtout... le rapport de force.

Quand tu es le Patronat en 1945, que tu as un Parti communiste puissant en face de toi et l'URSS à tes portes, tu ne fais pas trop le difficile pour accepter la Sécu. Ça pique, mais tu négocies, et tu arrives à un équilibre : le programme des jours heureux du CNR.

Une sorte d'Harmonie, relative évidemment.

L'objectif n'est pas de gagner contre l'autre. C'est de vivre avec lui quand même. Et maintenir à la marge les égorgeurs de chats, comme des fous qu'ils sont.

Est-ce que c'est ça que le Petit Chose a voulu dire en appelant le CNR à son chevet ? Le parcours du jeune homme plaide pour le doute.

Maintenant : l'avenir

Un autre CNR est souhaitable ! Notre chance ? Un virus. Il a provisoirement ralenti la course idiote du monde. Nous nous observons. Un peu inquiets. C'est un temps mort. La planète se repose. Les animaux ont la paix, les océans déchantent, l'air se purifie insensiblement. Certains humains cloîtrés se demandent – pendant des apéros Zoom – de quoi demain pourrait être fait, comment le jeu pourrait être mieux organisé.

D'autres s'interrogent sur le plus sûr moyen de faire du fric en sortant de la séquence.

Le plus désastreux serait que tout recommence comme avant, en pire. Qu'on se jette sur tout ce qu'on peut acheter, qu'on parte en vacances en avion rôti sur des plages lointaines pleines de bouées

géantes en plastique rose, survolées par les drones de la liberté de circulation. C'est le plus probable.

L'occasion de faire mieux ne se représentera peut-être pas.

Il sera plus difficile d'unir aujourd'hui ceux qui souhaitent un changement qu'il fut difficile, hier, d'unir la Résistance. On ne cherche pas un Jean Moulin, bien sûr. D'ailleurs il n'y a pas de De Gaulle caché quelque part pour nous l'envoyer. Il faudra, seuls, dépasser les querelles de chapelles : PS, EELV, FI (Les Insoumis diront : il y a déjà AEC. Et ils auront raison. Mais venez quand même donner un coup de main), PC, Générations, Ensemble, j'en oublie... et puis, les sans étiquettes, certains de droite qui voudront essayer, les Gilets jaunes, les forces Syndicales, associatives, les journaux, les blogs, les proeuropéens et les Frexiteurs, les penseurs dans leur coin, les empêcheurs de rêver en rond, etc. Bref, tous les résistants d'hier au monde d'aujourd'hui, qui attendent autre chose pour le monde de demain.

Ce sera ardu...

Il y a les rézosocios pour aider. Là où vous êtes, tout de suite, à lire ces lignes. Il y trouve des liens vers d'autres lectures, vers des rendez-vous philo, des réunions de travail, des cahiers d'idées, de doléances, des plateformes d'échanges, des conventions... Tout cela doit se coordonner. Certains ici, y bossent d'arrache pied. Un jour, bientôt, des comités rendront sans doute des synthèses ; on décidera à ce moment-là de ce qu'on fait de ces travaux, mais si on arrivait déjà jusque-là... la résistance serait unifiée et un monde moins prompt à se donner à l'Idiocratie en mouvement pourrait sortir de ça.

Sur le travail, la Nation, l'Europe, la démocratie, la 6emeRep, le salaire à vie, l'écologie bien sûr... ces milliers de chantiers, que nous connaissons.

Personnellement je suis prêt. J'ai réfléchi sur le salaire à vie et les étapes possibles qui y mènent comme un Bonus Universel dans une monnaie virtuelle, sur lequel j'ai déjà travaillé et publié. On commence quand ?

Bruno Gaccio est un scénariste, auteur et producteur de télévision français. Il a notamment participé à l'écriture de l'émission Les Guignols de l'info, diffusée sur Canal+ de 1992 à 2007.

Le Passage

Par Caroline Guy, Julien le Provost et Héloïse Pierre

2020, planète Terre

Les rues sont vides et silencieuses. Je sors de chez moi pour faire des courses. Enfin, des achats de première nécessité comme on dit. Au fait, le chocolat, ça compte ?

En bon citoyen « responsable et solidaire », j'ai auto-signé mon autorisation de sortie. Dois-je en faire une autre pour m'autoriser à rentrer ?

Dans la rue, le chant des oiseaux est subitement couvert par le vrombissement d'un drone qui passe juste au-dessus de ma tête.

À peine une centaine de mètres plus loin, je suis arrêté par des policiers : « Vous savez qu'il est interdit de faire du vélo ? »... Je me répète lentement cette phrase : « ... interdit de faire du vélo... ». Une information que j'ai lue ce matin dans le journal me revient soudainement à l'esprit : la police et l'armée ont complété leur stock d'armes létales en cas de révolte de la population.

Alors que j'attends dans une file pour entrer dans le supermarché, j'observe un couple. Tous deux portent un masque qui ne laisse paraître que leurs yeux, des yeux débordant d'angoisse et de torpeur. Ils portent également des gants et tiennent leur distance

l'un de l'autre de manière gênée et malhabile. L'homme monte à l'avant de la voiture, la femme à l'arrière.

Je recule de dix centimètres et je me fais rappeler à l'ordre par l'aboïement de ma voisine de derrière.

J'observe cette scène qui me semble irréaliste et me surprends à imaginer quelqu'un qui surgirait subitement en criant : « Coupez ! Merci ! La prise est pas mal. On va la refaire mais n'insistez pas trop sur les têtes d'enterrement, d'accord ? »

Et non, personne ne vient. On nage en pleine science-fiction, et pourtant c'est bien réel.

Je me dis alors que tout cela pourrait devenir notre lot quotidien ! Tandis que ma gorge se noue, des questions défilent dans ma tête : Est-ce la fin du monde ? Comment en est-on arrivé là ? À quel moment l'humanité a-t-elle vrillé ?

2033, Liberville : zone libre

Je sors de chez moi et mon attention est tout de suite attirée par Hiram qui me fait signe de la main. C'est l'un des créateurs de l'école de notre village. Avec la classe des 8-12 ans, ils construisent un nouveau dôme en bois. Loïc, architecte, les aide. Hiram en profite pour leur enseigner les maths, la géométrie, des notions d'architecture, la coopération, l'organisation... Les enfants sont tous affairés, ils prennent des mesures, vérifient les plans, scient le bois... Ici, tous les apprentissages sont ancrés dans le réel et la vie concrète de la cité. Et bien entendu, les enfants jouent et évoluent au contact de la Nature : poules, brebis, rangs de fraisiers ou encore arbres fruitiers font partie de leur quotidien.

Je continue mon chemin. J'ai rendez-vous avec Jason et Maria à la coopérative d'informaticiens pour parler du site du journal dans lequel je travaille. Il est spécialisé dans l'investigation et la mise en lumière de solutions innovantes. À Liberville, nous avons fait le

choix de l'autonomie, du local et de l'éthique : nous avons monté un « Chatons ». La coopérative regroupe des serveurs qui nous permettent d'héberger quasiment tous nos services et besoins de communication ! Hébergement de sites Internet, cloud, protection digitale. Les réseaux sociaux que nous utilisons sont décentralisés : diaspora, mastodon et peertube. Pas de collecte de données personnelles chez nous !

En arrivant devant le local, un rapace – un milan si j'en juge à sa queue en pointe – passe au-dessus de ma tête, à toute vitesse. Au même moment, je croise une troupe d'artistes issus de différentes disciplines : comédiens, danseurs, musiciens et circassiens.

Ils préparent un projet en collaboration avec des maisons de guérison de la région (autrefois appelés hôpitaux) pour soutenir les malades.

Leur travail est bien connu des communautés des zones libres et non libres : en faisant vibrer leurs arts à l'unisson, ils redonnent la joie et le goût de la vie à n'importe qui !

L'état d'esprit des praticiens de la santé a beaucoup évolué en favorisant la mixité des approches et des spécialités. En effet, il n'est pas rare de voir travailler ensemble cardiologue, énergétique, ostéopathe et herboriste. Tous ayant à cœur d'aborder l'être humain dans sa globalité.

Je franchis enfin la porte de la coopérative. Maurizio me dit qu'il va rejoindre des amis pour méditer. Ici, c'est habituel. La vie spirituelle de chacun, basée sur l'intériorité et la quête de sens, a une grande importance dans la communauté. Je peux même dire que celle-ci infuse la vie du village-cité et décuple son rayonnement.

La tolérance culturelle et culturelle est un de nos fondements, sans dogme aucun. La liberté d'esprit est stimulée et encouragée.

Les gens ne se jugent pas, d'ailleurs le village est très cosmopolite : les habitants viennent de tous horizons et sont animés par le désir d'agir avec une profonde moralité. C'est la volonté du cœur de servir le bien commun. C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que sont prises les grandes décisions concernant la cité.

Liberville fait partie de ces villages qui émergent depuis quelques années. On en compte plus d'une centaine en France et partout dans le monde. Ce sont des espaces de liberté, auto-gérés, où la citoyenneté et le sens de la communauté sont effectifs au quotidien.

Les zones non libres, comme nous les appelons, gouvernées par la technologie et le contrôle social se sont considérablement renforcées. Il a fallu nous battre et nous organiser pour avoir l'opportunité d'emprunter un autre chemin. Malgré ces difficultés, notre résistance se veut inventive, concrète et joyeuse. Les membres de notre cité s'évertuent à incarner toujours davantage leurs idéaux qui sont aussi le fondement de nos règles et de nos lois.

Avril 2020, le Passage

Il ne se fait pas fait tout seul. Il faut avoir le courage de l'introspection. Le courage de se mettre face à l'évidence. J'ai toujours su que ce monde ne tournait pas rond et j'ai agi pour le rendre meilleur, avec plus ou moins d'engagement selon les périodes de ma vie... Si j'ai réussi à extraire une partie de moi de ce système, une autre part y reste accrochée. Je n'ai plus qu'un pied dans l'ancien monde mais il est piégé dans du ciment ! Ok... je dois renoncer à ce qui m'accroche encore à ce monde moribond !

J'ose admettre que j'ai ma responsabilité dans ce qui se joue, dans l'état de notre civilisation. Je ne suis pas une blanche colombe victime de ce méchant système... mais je sais que mon cœur aspire à des lendemains lumineux et fraternels !

Un décollement se crée : je n'appartiens pas à ce système.

Il meurt à petits feux. Moi, je choisis la vie !

Je remets tout en question. Je lâche le connu. J'entre dans l'inconnu.

« Personne ne peut me dicter quoi penser, je réfléchis.

Personne ne peut me donner ma liberté, je la construis.

Personne ne peut créer le monde auquel j'aspire, je me saisis. »
À moi de me lever.
À nous de bâtir ensemble le Nouveau Monde.
Forgé par les idéaux : Liberté, Égalité, Fraternité.
J'accepte et je saute !
Et vous ?

Trio d'utopiste en action, les auteurs se sont rencontrés autour de leur quête spirituelle et de la pratique de la méditation créatrice occidentale.

Caroline Guy est éducatrice, créatrice d'Into the woods et engagée dans le renouveau de l'éducation, au plus proche de la Nature. Elle est également cocréatrice de « Protégeons les Enfants ».

Julien le Provost est comédien. Il est aussi formateur, avec pour particularité d'utiliser le jeu théâtral et l'improvisation dans le but de révéler et d'améliorer les qualités humaines.

Héloïse Pierre est journaliste, animatrice de l'émission de radio « T.I.C éthique » sur l'impact de la technologie dans nos vies. C'est aussi la fondatrice d'Etikya pour un web plus éthique.

« Il y a un autre monde,
mais il est dans celui-ci. », Paul Éluard

Par Yannick Kergoat

À mesure que la période de confinement se prolongeait, on a vu fleurir dans la presse des tribunes, des appels, des pétitions pour que « le monde de demain soit différent de celui d’hier ». À l’exception d’Emmanuel Macron qui avait, sans aucun doute, autre chose en tête quand il affirmait, le 16 mars dernier : « Le jour d’après ne sera pas comme le jour d’avant », il y avait un constat partagé par une large majorité des signataires de ces textes, celui que la crise écologique qui s’annonce depuis plusieurs années aura des conséquences sans commune mesure avec une pandémie, aussi grave soit-elle.

L’autre point commun de ces tribunes, pétitions, appels, c’est qu’ils font tous largement l’impasse sur les moyens de faire advenir ce « nouveau monde ». Les propositions de transformations sont riches, nombreuses, et parfois passionnantes, mais rien sur le rapport de force qu’il faudrait établir pour renverser « le monde d’hier ». Il y a pourtant fort à parier qu’une fois déconfiné, le monde d’hier ne va pas se laisser faire. Voire même, qu’à l’exemple de ces soixante dernières années, la crise que nous vivons, à l’image de nombre d’autres crises précédentes, ne lui donne au contraire l’occasion d’une emprise plus forte encore sur nos sociétés et sur nos vies²⁰.

20. Naomi Klein, *La Stratégie du choc*, Actes Sud, 2008.

La question de la construction de ce « rapport de force » est centrale et c'est certainement la plus compliquée. Compliquée au point que certains, depuis un moment déjà, s'en remettent à la providence répétée d'une « révolution » quasi spontanée, une épiphanie de soulèvements dont on veut lire l'exemple partout dans l'histoire, sans réellement vouloir s'interroger sur les conditions singulières et historiquement peu reproductibles desdites révolutions.

Ce qui pour le coup est historiquement singulier, c'est que la crise climatique et l'extinction massive de la biodiversité ne font plus de doute et que tous les indicateurs annoncent une menace existentielle directe. C'est donc purement et simplement, et à l'échelle mondiale, une question de survie.

Est-ce que l'ampleur de la menace fait l'ampleur des solutions ? À moins de confondre les actes et les déclarations d'intention, il faut bien reconnaître que non.

Ce contexte historique particulier, c'est aussi, bien sûr, les deux formes du régime capitaliste qui se sont succédé et amplifié depuis l'après-guerre et qui, aujourd'hui, domine notre monde, quel que soit la forme particulière du régime politique où géographiquement il s'exerce. Un capitalisme construit sur une croissance exponentielle des besoins, elle-même fondée sur l'exploitation sans limites des ressources naturelles et, depuis le début des années quatre-vingt-dix, sa version financiarisée qui en a accéléré sa dimension éminemment destructrice en y ajoutant une augmentation inégalée des inégalités.

Mais nommer l'ennemi, voilà un premier pas et nous avons, en France, la chance qu'à un président promettant « le retour des jours heureux » lui ait précédé un président qui n'avait « qu'un adversaire, c'est la finance ».

Si cette déclaration a pu faire basculer l'élection en faveur de François Hollande, c'est que, nombreux dans le pays, avaient

conscience que le poids du capital, démultiplié par la dérégulation et la mondialisation financière, sa prise de pouvoir dans la gouvernance des entreprises, sa capacité de chantage coordonné face à la souveraineté des États était effectivement l'ennemi. Que cet ennemi était directement la cause du chômage de masse ici, des salaires de misère ailleurs, et partout, des cadences infernales, de la dégradation des services publics, de l'enlaidissement du monde.

Pourtant, et ce n'est bien sûr pas un hasard, au moment même où il désignait l'ennemi, François Hollande lui enlevait toute substance en affirmant : « Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu. »

Celui qui ne nomme personne épargne tout le monde.

Nommer l'ennemi, c'est reconnaître que la finance a des noms, des acteurs visibles, des conseils d'administration, des propriétaires, des candidats élus, des soutiens désignés partout où dans la société un pouvoir peut s'exercer.

Nommer l'ennemi, c'est ainsi clairement désigner une oligarchie. Une oligarchie dont il est peut-être difficile de dessiner précisément les contours, mais une oligarchie bien réelle qui agit aujourd'hui à échelle du monde.

Il y a, au regard de la crise écologique qui vient, une question à laquelle nous devons obligatoirement et collectivement répondre : « de quoi avons-nous (vraiment) besoin²¹ ? ». Cette question en résume beaucoup d'autres et, s'il fait peu de doute qu'une partie de la réponse sera : « beaucoup mieux partager ce qu'on a », on en voit vite l'enjeu essentiellement démocratique. Il faut que chacun s'exprime et que les choix apparaissent à tous comme légitimes.

21. Razmig Keucheyan, *Les Besoins artificiels : Comment sortir du consumérisme*, La Découverte, 2019.

Or, cet enjeu démocratique se heurte à un problème : nos démocraties sont à bout de souffle. C'est flagrant si on s'intéresse à « la-plus-grande-démocratie-du-monde » qui a mis au pouvoir Donald Trump, membre éminent de l'oligarchie, mais aussi quasi psychopathe. Et c'est visible aussi en France où un ancien banquier, Rastignac élu avec moins de la moitié des voix du corps électoral, usera, peu de mois après sa prise de fonction, d'une violence inédite dans l'actuelle république pour réprimer un mouvement social majoritaire dans l'opinion.

Blâmer Emmanuel Macron, son ambition personnelle et, à travers elle, l'ambition plus concrète de ses parrains et financeurs est nécessaire, mais seulement si on passe vite à autre chose. À autre chose, pas à un nouvel homme providentiel.

Ce qu'il faut blâmer, c'est ce qui a rendu Macron possible, c'est-à-dire notre constitution, nos institutions, notre organisation de la vie publique, c'est-à-dire notre démocratie.

Durant le mouvement des Gilets jaunes, il y a une revendication qui a progressivement cristallisé toutes les autres : le référendum d'initiative citoyenne. Si cette revendication signe bien le constat que nous vivons dans une démocratie de basse intensité, il faut l'entendre aussi pour ce qu'elle dit : la démocratie est la solution. Une solution essentielle, une solution commune à toutes les autres, une solution « à portée de main » d'une certaine manière.

Si un autre monde est possible, une révolution démocratique est nécessaire.

Dans sa grande clairvoyance le Conseil national de la Résistance n'avait pas simplement dessiné « le monde nouveau » de l'après-guerre, il s'était préoccupé du non-retour de « l'ancien ». Constatant que la presse française avait, dans sa quasi-totalité, collaboré avec l'occupant

et considérant qu'il ne saurait y avoir de vie réellement démocratique sans une information libre, le programme du CNR inspira la rédaction des fameuses « Ordonnances de 1944 sur la liberté de la presse » afin de : « garantir la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État et des puissances d'argent... »

Ces ordonnances exigeaient que les journaux collaborateurs et leurs imprimeries soient mis sous séquestre et redistribués aux journaux issus de la Résistance. Que la capitalisation des journaux soit transparente, les actions nominatives, les prête-noms interdits, les concentrations horizontales et verticales prohibées. Que le directeur d'un journal soit obligatoirement son propriétaire et ne puisse plus tirer ses principaux revenus d'une fonction industrielle ou commerciale.

Considérant à notre tour que les membres de l'oligarchie au pouvoir ne s'y maintiennent que par l'effort continu des relais serviles qui occupent majoritairement micros, colonnes de journaux, talk-shows télévisés dont ils sont propriétaires, voilà certainement une première mesure dont une révolution démocratique gagnerait beaucoup à s'inspirer.

Yannick Kergoat est monteur et réalisateur. Il est membre de l'association Action-Critique-Médias. Il a coréalisé le film Les nouveaux chiens de garde.

« Connais-toi toi-même »

Par Philippine Leroy-Beaulieu

« Connais-toi toi-même. » J'ai retrouvé cette phrase célèbre, écrite sur la page de garde d'un cahier qui me servait de journal, jeune adolescente. Depuis, j'ai essayé de suivre le conseil socratique. Je me suis lancée sur le sentier difficile, néanmoins exaltant de la découverte de soi.

Je n'ai aucune prétention de spécialiste, je ne suis qu'une observatrice. Une observatrice têtue. De ma propre vie d'abord, mais aussi du monde dans son ensemble. J'essaie de faire des liens, de comprendre comment nos certitudes agissent sur le réel, comment notre inconscient nous agit, comment nos projections nous aveuglent. Et je finis par ressentir ce que Jung disait quand il nous exhortait à une écologie intérieure, nous poussant à intégrer ce que nous passons notre temps à dissimuler à notre propre entendement. La face cachée de nous-mêmes. Qu'il a appelé notre Ombre.

Notre inconscient, c'est notre dos. J'aime cette formule, rapportée par Marie-Louise von Franz, assistante du grand découvreur de la psychologie des profondeurs, Carl Gustav Jung. Notre dos, nous ne le voyons pas. Évidemment. Mais nous le sentons. Il nous fait mal, nous pèse, nous gratte. Et, par un mécanisme de défense très humain, dans l'ignorance de ce que nous sommes, de ce dos que tout le monde peut voir sauf nous-mêmes, nous attribuons à l'autre ce que nous sentons sans le voir. Nous projetons l'inquiétude diffuse que provoque cette

sensation. Nous déversons en quelque sorte notre peur sur le monde extérieur. Pour mettre à distance la douleur que nous avons dans le dos, nous collons à l'autre ce qui nous colle, à notre insu. Rituel de magie noire qui nous perd. Parce qu'il rend notre réalité laborieuse, pesante, empêtrés que nous sommes à réagir en permanence à nos propres frayeurs qui, ainsi libérées, se matérialisent sous nos yeux. L'effet boomerang de ces projections nous fait tourner en rond, abîme nos vies, nos affects et notre raison.

Dans toutes les histoires, il y a un héros et un méchant. Dans notre propre histoire, nous sommes les deux. Et ces deux couleurs de notre être profond aspirent à vivre en intelligence. Mais pour cela, nous devons, par un effort moral considérable, reconnaître les aspects les plus sombres de notre personnalité. Effort réel, car il n'est pas agréable de se voir si entier.

« Notre part d'ombre est dissimulée, ou camouflée, dans la tentative douloureuse de protéger l'image qui répond à l'histoire que nous avons décidé de nous raconter nous-mêmes. Cette façade nous fait sentir en sécurité. Pourtant, c'est une fausse sécurité car comment peut-on se sentir à l'abri enfermé dans un territoire qu'on ne connaît pas ? Comment nous sentir libres si nous réprimons l'autre partie de notre être ? La liberté d'une personne dépend de sa liberté d'esprit. Mais, si l'esprit de cette personne crée des barrières entre la réalité de son être et la réalité du monde extérieur, les illusions et les névroses prennent le pouvoir », disait Jung.

En quoi est-ce pertinent de parler de ceci aujourd'hui, alors que prend forme cette volonté de créer un nouveau monde, un nouvel espace de vie qui espère remettre l'humain en son cœur ?

Nous ne pouvons avancer en tant qu'individu et groupe humain, que si nous avons une vision lucide de nous-mêmes, si nous acceptons de comprendre ce que nous dissimulons à notre propre perception, à notre volonté, à nos désirs. Avec les meilleures intentions du monde, nous pouvons vouloir changer le paysage politique, économique, social

et culturel de notre pays, sans nous rendre compte que les décisions que nous prenons peuvent manquer de clarté, qu'elles risquent de s'enraciner dans une peur non exprimée ou un désir obscur qui finiront par se révéler et saper le projet même que nous portons. « Ce qui ne parvient pas à la conscience revient sous forme de destin. » Ce que dit Jung par cette formule, c'est que les forces dissimulées finissent toujours par surgir dans notre réalité et modifier le chemin que nous avons tracé avec les meilleures intentions conscientes. Elles nous agissent, sans que nous ayons le pouvoir d'agir sur elles. Car il semble que notre être soit conçu pour la vérité. Toute dissimulation, consciente ou inconsciente, trouve toujours le moyen de se manifester.

Lorsque notre pensée est séduite par un choix plutôt qu'un autre et que nos intentions manquent de clarté et de vérité, le réel exposera sa faiblesse dès que ce choix viendra rencontrer la vie. Cela arrive souvent en politique où les intérêts affichés ne sont pas les intérêts servis. Ce sont le plus souvent des idées qui ne servent qu'une construction intellectuelle sans fondement dans le cœur. Dans le vrai.

« Le problème majeur d'une projection, c'est qu'elle isole le sujet de son environnement, car au lieu d'instaurer une vraie relation, la projection la rend illusoire. Les projections transforment le monde en une réplique de notre propre identité inconnue. » C'est-à-dire notre ombre. Disait encore Jung.

Le destin est bien sombre lorsque toute la lumière n'est pas faite, écrivait-il. Cette pensée, qu'il a développée alors que la Deuxième Guerre mondiale faisait rage en Europe, est une intuition d'une profondeur inouïe que chacun peut vérifier dans sa propre vie.

Il est certain que l'urgence actuelle demande d'agir, d'être dans le concret, afin de modifier ce futur suicidaire vers lequel une partie de l'humanité veut nous précipiter. Mais il ne faudrait pas oublier qu'il est plus que nécessaire d'entreprendre simultanément un chemin d'introspection aussi honnêtement que nous le permettra notre capacité à nous accepter et à nous aimer tels que nous sommes.

L'ombre collective est à l'œuvre lorsqu'une famille, un pays, une culture, ne sont pas en mesure de faire ce travail. Un travail d'inventaire minutieux sur ce que ce groupe, ce pays en l'occurrence, défend. Lorsqu'il préfère balayer sous le tapis des problématiques criantes, des dynamiques déviantes, qui ne se fondent plus sur les valeurs que ce groupe prétend défendre ; lorsque ce pays a décidé de fermer les yeux sur les contradictions alarmantes, voire les crimes, que certains essayent de dénoncer ; qu'il préfère ringardiser les lanceurs d'alerte, taire l'innommable et trouver un bouc émissaire qui permettra d'évacuer la violence et la colère qui proviennent de ces forces sombres. Ce pays a de fortes chances d'être en train de collectivement projeter son ombre, pour ne pas l'affronter. Et de faire des choix, ou des non-choix, qui donnent chair, par ces mécanismes de retour du refoulé, à ce qu'il essaye de fuir.

C'est, il me semble, l'endroit où nous nous trouvons.

Dans un monde où nous sentons bien qu'il nous est demandé d'ajuster la place de l'être humain, et surtout de freiner les appétits insatiables des forces obscures qui nous agitent, il est temps d'y penser. Je dis bien NOUS. Car le désastre qui s'étale sous nos yeux est de notre fait. Parce que nous sommes piégés par des pulsions archaïques et des besoins primitifs que nous considérons légitimes. En effet, que nous le voulions ou non, notre survie individuelle est toujours notre priorité, bien qu'elle puisse être manifestement au détriment de l'autre. Parce que « vivre est un crime », comme disait Marie-Louise von Franz. Oui, vivre nous oblige à faire des choix qui impliquent nécessairement la destruction d'autre chose. Et cela va de la salade que nous mangeons à l'enfant qui descend dans la mine de cobalt pour rapporter le minerai nécessaire à la fabrication de notre smartphone. D'un éclat de rire, nous balayons l'idée de la salade dont le ridicule nous étouffe, avalant dans ce rire la honte de ne pouvoir regarder l'enfant dans la mine au fond des yeux... C'est ainsi que nous fonctionnons. Et nous le savons. Et c'est douloureux.

Moi, je veux bien qu'on parle de changer le monde, mais il faudra mettre du concret sur la table. Du profond, de l'honnêteté, de la cohérence. Ce n'est pas en niant les problèmes inhérents à l'être humain que nous allons les résoudre. Ce n'est pas en pensant que nous sommes formidables mais que le système est pourri que nous allons y voir clair. En mettant toujours cette distance absurde entre nous et le corps social, comme si ce dernier n'était pas constitué de notre chair et de nos consciences.

C'est, à mon sens, en déposant avec humilité nos forces et nos faiblesses, surtout nos faiblesses, que nous pourrions non seulement connaître le moyen de les apprivoiser mais aussi découvrir que certaines de ces parts d'ombre s'évanouiront dès lors qu'elles seront mises en lumière. Car les exposer à notre regard fait que des besoins disparaissent, des pulsions se transforment, des obsessions se fragmentent. Les contenus psychiques sont des forces mystérieuses et formidables, qu'il convient de conduire avec fermeté, discipline et confiance. Ils recèlent une quantité d'énergie étonnante. Car la dissimulation de notre ombre est terriblement énergivore et, une fois abandonnée, elle libère une force créatrice considérable.

Pour faire ces découvertes, nous devons quitter l'illusion de notre perfection, voire de notre supériorité culturelle, posture que l'Occident en général et la France en particulier ont tendance à adopter avec une vanité qui révèle un terrible manque de confiance. Encore une manifestation de l'ombre !

Il est indéniable que cette clarté a un prix, mais le coût de notre aveuglement me semble bien plus douloureux. Il a surtout la fâcheuse conséquence de perpétuer de génération en génération un système de complaisance et de cruauté qui se nourrit de notre faiblesse et de notre lâcheté.

Il n'y a qu'à voir où nous en sommes !

Je pense que ce genre de sujet devrait être discuté avec les enfants dès qu'ils sont en âge de comprendre ce qu'est une intention, un désir.

Apprendre à se connaître soi-même est le plus grand cadeau que nous puissions faire à l'humanité.

Une bonne dose d'honnêteté, un peu de patience et de la clairvoyance peuvent sauver les humains. Je l'espère profondément. Qu'avons-nous à perdre ? Empruntons ce chemin de guérison.

L'action ne sera que l'expression juste d'une clarté intérieure, d'une ouverture du cœur.

Après une enfance en Italie et un bac en France, Philippine Leroy-Beaulieu commence sa carrière avec Trois Hommes et un Couffin de Coline Serreau. Dernièrement elle apparaît dans le De Gaulle de Gabriel Le Bomin. Elle était dans la série Dix Pour Cent et joue dans Emily in Paris, la nouvelle série de Darren Star (Sex and the city) qui sort à la rentrée. Elle s'intéresse depuis de très longues années à la psychologie en général et au travail de Carl Gustav Jung en particulier.

Finissons-en avec les inégalités sociales

Par Priscillia Ludosky

Partout, les mouvements sociaux se multiplient pour s'élever contre les conséquences socio-économiques et environnementales causées par les grands portefeuilles de ce monde. En France, dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, **nombre de dysfonctionnements qui touchent nos sociétés, et donc la société française, ont été dénoncés : manque d'outils démocratiques et d'expression citoyenne ; manque de transparence gouvernementale, fine frontière entre exécutif et justice, forte répression policière, abus de pouvoirs, malversations, évasion et fraude fiscale, crimes environnementaux, corruption, lois et actes liberticides, non-respect des droits humains, inégalités sociales, discrimination...**

Les quatre grands axes de revendications du mouvement ?

1. Une profonde transformation du système politique ;
2. Un renforcement des services publics ;
3. Une fiscalité globale plus juste et une revalorisation des minimas et salaires ;
4. Des mesures écologiques socialement plus justes et allant dans le sens de la préservation de notre environnement.

C'est ce que révèle la synthèse des résultats de la première consultation citoyenne réalisée en janvier 2019 par un groupe de militants Gilets jaunes, d'abord à La Réunion, puis reprise en Métropole. Une consultation qui, sur une plateforme créée à cet effet et nommée « Le

vrai débat », a recueilli un million de votes sur les vingt-cinq mille propositions postées par les uns et les autres. Elle a permis de lister les cinquante-neuf revendications les plus plébiscitées que l'on retrouve dans ces quatre grands axes. Le Président n'a pas souhaité recevoir les quelques militants du mouvement qui souhaitaient lui remettre cette synthèse. Pourtant ces revendications viennent de la base.

L'arrivée du Covid-19

La crise sanitaire que nous traversons actuellement à cause du Covid-19 et la manière dont les membres du gouvernement français ont failli en certains aspects dans sa gestion – donnant lieu à plusieurs dépôts de plainte à leur encontre – ne font que nous rappeler les dysfonctionnements mis en lumière par le mouvement des Gilets jaunes. Cependant, force est de constater que cette crise en révèle encore d'autres :

la forte dépendance de notre pays vis-à-vis des nations étrangères et plus particulièrement de la Chine ; le délaissement de nos artisans, agriculteurs et éleveurs ; le manque d'autonomie individuelle (citoyen) ; le manque de moyens des services de soins (rappelé sans cesse depuis des années et plus particulièrement depuis les dernières manifestations du secteur) ; la cherté de la vie concernant les produits de première nécessité et les produits locaux ; la « pseudo » « UNION » européenne mise en échec dans la gestion de cette crise, et la réaction naturelle de notre environnement qui nous montre à quel point NOUS SOMMES LA SOLUTION pour ne pas dire que nous faisons partie du problème.

La France est le pays de la zone euro à taxer le plus et celui qui verse le plus de dividendes. La France, mais pas ses habitants, n'a jamais

été aussi riche ! Et pourtant, les services publics manquent de tout, les conquits sociaux sont progressivement détruits, les biens nationaux sont bradés aux plus offrants et les inégalités persistent, creusant davantage l'écart. Partout ailleurs, les grosses entreprises s'engraissent (jamais autant de dividendes n'auront été versés en 2019 dans le monde) et les gouvernements facilitent cette course au profit, au pouvoir.

Mais que sont ces entreprises sans leurs employés ? Que sont les chefs d'État et leurs ministres ? Des employés dont nous ne pouvons contrôler le travail, sanctionner les dérives et que nous ne pouvons interpellier, mais alerter uniquement à travers des actions militantes souvent moquées et réprimées ! Nous n'avons aucun outil pour le faire et eux n'ont aucun intérêt à en mettre en place. Aucun intérêt à nous rendre des comptes.

Évitons de reproduire les mêmes erreurs. Exigeons que tout cela cesse. L'après Covid-19 ne devra pas accentuer ces dysfonctionnements et ces dérives sous prétexte qu'il faut sauver l'économie. L'après Covid-19 devra être le résultat d'une société repensée, solidaire et responsable. Où les inégalités sociales et les alertes en matière de dérèglement climatique devront enfin être prises au sérieux, car nous l'avons vu, la nature a timidement tenté de reprendre ses droits durant la période de confinement. La pollution recule et l'environnement nous pointe comme étant LA FAILLE.

Refusons que soient levées les sanctions des sociétés qui polluent. Refusons que soient mis en place des plans de relance des énergies fossiles. Refusons que soient détruits nos conquits sociaux durement obtenus par les luttes du passé. Nous avons vu combien il est important d'avoir un système de santé et nous devons le préserver, quand ailleurs, les dirigeants devraient peut-être enfin en créer un !

Durant cette crise, les actes de solidarité à l'initiative des citoyens de ce monde, dont pas mal de personnalités publiques, se multiplient sans

attendre de quelconques directives. Quand certains gouvernements en sont encore à commander des masques, d'autres les leur volent ! Quand en début de mandat, le gouvernement français, après avoir immédiatement supprimé l'impôt sur la fortune, ose demander par ailleurs à la population de participer à une collecte de dons ! Quand sa ministre de la Santé avoue avoir participé à laisser le virus se propager après avoir clamé partout qu'il n'y avait pas de danger. Quand début mars, le couple présidentiel nous invitait à sortir alors que nos voisins italiens mourraient du virus ! **Combien de fautes, combien de dérives doivent encore se produire pour que nous réagissions ?**

N'est-il pas temps de réécrire les règles afin qu'elles ne favorisent plus uniquement une petite branche de la population (c'est-à-dire réécrire la Constitution, réécrire la Déclaration des Droits de l'Homme et en créer d'autres) ? Ne pensez-vous pas que le système qui veut que nous élisions des représentants qui ont TOUS POUVOIRS est OBSOLÈTE ? C'est une mise à jour qui devrait être faite afin que cessent les inégalités en tous domaines. Les citoyens de ce monde qui n'ont été que spectateurs jusqu'alors devraient pouvoir désormais être impliqués dans les prises de décisions importantes. Créons, créez des assemblées de citoyens tirés au sort pour réfléchir à cette mise à jour. Soyons acteurs. Faisons en sorte que nos gouvernements respectent certains fondamentaux qui pourraient nous fournir un minimum de garanties et participer à réduire les inégalités sociales.

Priscillia Ludosky est l'une des fondatrices du mouvement des Gilets jaunes. Le 29 mai 2018, elle a publié une pétition contre, entre autres, la hausse du prix des carburants. Elle est également l'autrice, avec Marie Toussaint, d'Ensemble, nous demandons justice, (Massot Éditions, 2020).

La politique, un art majeur

Par Virginie Martin

Gainsbourg considérait la variété comme un art mineur, ce qui pourrait, à mes yeux, être sacrément discuté. Notamment quand la chanson sait se faire politique.

Dans les moments contemporains, c'est Kery James et sa douleur, Biolay et ses partisans, Zazie et ses Adam & Yves, Bashung et son pétrole, NTM et son fils... De l'art mineur ? Sûrement pas...

Pensée, ciselée, incarnée, la chanson de trois minutes pénètre, émeut, influence durablement.

Pensée, ciselée, incarnée, la politique nous imprègne à titre individuel et collectif. Elle est la plus haute des disciplines, auraient dit certains philosophes grecs. Un art majeur, c'est certain.

Pourtant, pourtant, la politique semble avoir perdu de sa capacité à faire ce pour quoi elle est faite : créer du commun au regard de la volonté générale. La politique semble être devenue un art mineur.

Comme si elle avait, au fil des récentes années, perdu son âme, comme si elle avait été abîmée, décharnée. À coups de marketing, de sondages, à coups de pied, elle est devenue un petit art, celui de la gestion des affaires courantes, celui de la gestion d'une communication, d'une mise en scène. Avant Debord, Ellul, en bon techno-sceptique, nous rappelait combien finalement, la politique n'est qu'une illusion,

une mise en scène, et combien finalement, seule la recherche d'efficacité en était l'objectif.

Peut-être l'est-ce devenu plus que jamais. Peut-être sommes nous même en train de toucher du doigt, non pas la fin de l'histoire, comme disent certains, mais la fin du politique.

Qu'est-ce que la politique, sans corpus idéologique revendiqué et assumé ?

Qu'est-ce que la politique, quand elle se dit « neutre » idéologiquement, et profère dans cette affirmation un mensonge, visiblement.

Qu'est-ce que la politique, posée sur une démocratie qui n'est convoquée qu'au moment des votes ?

Qu'est-ce que la politique, lorsqu'elle est flanquée d'élus dont les socles de légitimité sont des confettis, se réduisant comme peau de chagrin d'année en année ?

Qu'est-ce que la politique, quand un petit groupe capte tous les pouvoirs grâce aux jeux de l'argent et des réseaux ?

Qu'est-ce que la politique, quand l'État est vu comme une entreprise ?

Où est l'art majeur, auquel en France nous croyons encore ? Il a été minoré à la façon étasunienne ? Du spectacle, des histoires, du libéralisme plus ou moins fort, mais un libéralisme qui adore l'État, qui en joue et s'en sert. Du libéralisme, dosé parfois, rarement questionné. De la financiarisation, dosée parfois, jamais remise en cause. Tout cela mâtiné de tendances autoritaires, un libéralisme illibéral ? Sacré oxymore... Pourtant, ne sommes-nous pas en train de vivre au temps de ce stato-libéralisme ou d'un néo-libéralisme autoritaire.

C'est cela, la politique ? Ou c'est justement sa fin ?

Alors, oui, nécessairement, LE politique existe, mais il n'est pas certain que LA politique soit encore bien vivace, en tant que créatrice du bien commun au regard d'une volonté générale.

Je plaidais, dans le passé, pour un « universalisme des différences ». La politique, c'est certainement cela : de l'universel, du socle, du commun, du mieux-vivre, mais aussi de l'altérité, de la singularité, de l'autre. La politique est un art majeur, unir l'universel et la différence est certainement un de ses objectifs.

Le moment est précieux, les enjeux historiques ; il est vraiment temps de raconter une nouvelle histoire politique. Il est temps que les mots creux soient chassés de l'agenda présidentiel et ministériel.

Il est vraiment temps de chanter autre chose... comme un petit air de *Bella Ciao*, qui résonne dans nos têtes...

Virginie Martin est politologue et sociologue, professeure chercheuse à Kedge Business School. Elle est coprésidente du conseil scientifique de la Revue politique et parlementaire. Elle a été créatrice et présidente du « Think tank different », laboratoire politique créé en 2012. Elle est par ailleurs auteure de plusieurs essais : Ce monde qui nous échappe, pour un universalisme des différences ; Talents gâchés, le coût social et économique des discriminations liées à l'origine (éditions de l'Aube, 2015); Toulon la noire : le Front national au pouvoir (Denoël, 1996).

Résistons ensemble

Par Florent Massot

J'ai 18 ans. Je suis éditeur alors qu'à peine majeur. Très vite, je mesure que la plupart de mes confrères conçoivent leur métier selon deux logiques opposées. D'une part, il y a les ouvreurs de brèches, les aventuriers, les provocateurs. D'autre part, les tenants d'une politique éditoriale raisonnée, qui ouvrent à nouveau sur deux voies : celle de la finalité économique, rationalisée à coup de technique managériale et de marketing. Plus la maison tient à son prestige, plus elle tente de faire son beurre de cette façon. Et l'autre versant, la voie de l'ambition littéraire ; là où on se met doucement à ronronner dans l'entre-soi un peu trop sage, tout en jouant à la même exigence sourcilleuse, la même éthique mystérieuse...

Autant la première logique vise le plus grand nombre de lecteurs possible, autant la seconde l'exclut d'autant plus volontiers qu'elle donne à ses élus – éditeur, auteur, journaliste –, la satisfaction de congratulations mutuelles.

Lors de mes premiers pas dans le métier, le jeune homme que je suis s'étonne de ces espaces discriminants que sont les librairies, mi-temples, mi-cavernes, où l'on peut se sentir intimidé, quand on y entre en ignorant les codes. Je rêve d'une toute autre façon de présenter et d'offrir les livres aux gens. Personne n'y songe, parce que la société, depuis le XIX^e siècle, est partagée entre les beaux

esprits, qu'on alimente en denrées nobles – et qui veulent garder ce privilège – et les foutes, qui n'ont droit qu'au fourrage.

Malheureusement, le plus grand nombre est encore tenu à distance du partage de la connaissance pourtant cruciale... Celle qui concerne l'état du monde. Il s'y joue une guerre intellectuelle qui a le monde pour objet – un monde constamment raboté par les habitudes, verrouillé par les faux savants ; une société qui est « comme ça et n'est pas autrement » alors qu'elle peut être autre.

Car il n'y a pas *un* monde mais *des* mondes.

L'ampleur de la crise sociale et climatique vers laquelle nous nous dirigeons, m'incite à prendre aujourd'hui la plume. Je ne suis pas coutumier du fait, j'ai pris l'habitude de m'exprimer par mes choix de publication plutôt que mes écrits.

Suite à la création du Conseil national de la Nouvelle Résistance créé le 13 mai 2020 avec Gérard Mordillat, Gilles Perret, Katell Gouello et Denis Robert, j'en ai rejoint le secrétariat. En proposant ce recueil d'une quarantaine de textes, c'est l'éditeur que je suis qui poursuit son engagement dans cette Résistance qui est vitale.

Je veux que cet ouvrage soit le carrefour des résistances, réunissant des personnalités qui n'ont pas l'habitude de se retrouver dans un même espace. Cette anthologie, indépendante du CNNR, permet cette rencontre virtuelle entre un grand nombre de membres de ce conseil²², – comme Denis Robert, Bruno Gaccio, Anne Beaumanoir, Claude Alphandéry, Sabrina Ali Benali, Clotilde Bato, Dominique Bourg, Samuel Churin, Yannick Kergoat, Pauline Londeix, Dominique Méda, Fatima Ouassak, Benoît Piedallu et Pablo Servigne – ; mais aussi des auteurs déjà publiés chez Massot Éditions comme Marc

22. Au-delà de ce livre, les membres du CNNR remettront les résultats de leurs travaux énonçant leurs principes pour gouverner notre pays dans la perspective de jours heureux. Une fois compilés – et mis sous une forme juridique – ces principes seront publiés au cours du second semestre 2020.

Eichinger, Priscillia Ludosky, Pacôme Thiellement, Marie Toussaint et Juan Branco...

Ce qui est extraordinaire avec des livres comme *Crépuscule* de Juan Branco²³, c'est qu'il a produit un effet sur la plupart d'entre nous sans passer par les canaux habituels. Et pour cause, puisqu'il dénonce les médias et les collusions d'intérêt qu'ils charrient. C'est pour cela que *Résistons* est gratuit : je veux qu'il soit accessible à tous, qu'il devienne un nouveau virus au moment où le pouvoir politique tente de confiner notre pensée.

On parle beaucoup de la crise du livre, de la fermeture des librairies, des éditeurs indépendants en danger, de la précarité des auteurs alors que la culture est la grande oubliée du plan de soutien de la crise liée au coronavirus. Or jamais les livres n'ont été plus vitaux pour s'enrichir de connaissance ou s'évader. Jamais les problèmes qui nous attendent n'ont été aussi grands, parce que la crise sociale et climatique qui nous frappe de plein fouet croise la crise morale dans laquelle l'humanité se trouve engagée sans qu'on puisse lui imaginer d'issue. Crise métaphysique, crise de la culture, crise spirituelle, crise politique.

En France, et particulièrement dans l'édition, on fait le dos rond ; on s'occupe de sa personne ; on alimente les persiflages, ou alors on fait semblant, en bombant le torse, de se révolter. Nombreux sont ceux qui prétendent incarner la révolte alors qu'ils ne sont que des manipulateurs, tout comme ceux qu'ils dénoncent. La politique, en démocratie, se défait sous les coups conjugués d'un capitalisme oligarchique et d'un populisme tout aussi oligarchique. Il ne s'agit que

23. Coédité avec le Diable Vauvert. *Crépuscule* a été publié dans un premier temps sous forme numérique gratuite et téléchargé plus de 300 000 fois avant sa publication en version papier en 2019.

d'occuper la place. Qu'on soit écrivain, politique, journaliste, éditeur, qui ne raisonne pas en ces termes ?

Pour que les livres jouent leur rôle, ils doivent rompre avec le ronronnement et s'adresser à tous. Créer, dans le plus grand nombre, des points de congestion, ouvrir des brèches dans un rapport au monde désenchanté et routinier. Encore plus dans la littérature, où la hardiesse est encore plus introuvable, raison pour laquelle je n'ai publié que peu d'ouvrages en cette matière.

L'effort demandé est grand, tant au lecteur qu'à l'auteur. Cette guerre contre le conformisme, nous ne l'avons pas encore gagnée. Mais l'effort en vaut la peine. C'est quand il accompagne une radicalité que l'éditeur que je suis se sent vivre. Tant d'aventures s'ouvrent devant nous, en ces temps de péril. La hardiesse n'est pas un choix parmi d'autres. C'est le seul qui reste. Il n'est plus temps de regarder à gauche et à droite aux terrasses de Saint-Germain-des-Prés mais de foncer, tête baissée, dans les livres de combat pour conjurer notre crépuscule.

À vos plumes citoyens !

Éditeur depuis plus de 35 ans (on lui doit notamment la publication de Baise-moi de Virginie Despentes), Florent Massot a lancé en 2017 Massot Éditions, dont la ligne éditoriale est d'accompagner le changement de société.

Tirer vraiment les leçons de la crise sanitaire²⁴

Par Dominique Méda

Dans son discours de jeudi dernier²⁵, le président de la République a indiqué qu'il « nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies » et que « les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture ». C'est dès maintenant qu'il nous faut les tirer.

D'abord, en traduisant dans les faits la reconnaissance, pour l'instant abstraite, que le président de la République a bien voulu, enfin, accorder aux soignants. Puisqu'ils sont héroïques, marquons leur notre soutien en accédant immédiatement aux légitimes revendications qu'ils portent depuis plus d'un an et auxquelles personne, ni au gouvernement ni à la présidence, n'avait jusque-là accordé l'attention qu'elles méritent. Augmentons rapidement le nombre de lits disponibles, pour aujourd'hui et pour les années à venir. Et puisqu'il n'est nul besoin, semble-t-il, de consulter le Parlement pour prendre les décisions importantes, comme le montrent les récentes mesures de confinement, accordons immédiatement une rallonge budgétaire et

24. Article paru dans *Libération* le 18 mars 2020.

25. Soit le 12 mars 2020.

une augmentation forte de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) qui marquera dans les faits l'engagement de la nation pour son hôpital public.

Mais il y a bien d'autres leçons à tirer. Depuis des décennies, nos services publics sont abîmés, dégradés, brocardés. Les fonctionnaires sont moqués, traités de privilégiés. L'idéologie sous-jacente du consensus de Washington n'a cessé de répandre son venin, en faisant passer les fonctionnaires pour des promoteurs de leurs seuls intérêts et le marché pour l'unique institution capable d'allouer les ressources. Mais c'est toujours l'État qui vole au secours des banques, *too big to fail*. Ce sont toujours les services publics et leurs agents qui sont en première ligne lorsque les crises arrivent. Nous devons cesser de les démanteler, ce sont nos biens communs.

Nous devons, nous suggère le Président, changer de modèle de développement. Mais oui ! Depuis des décennies, des centaines de chercheurs le réclament. Nous avons montré que nous devons bifurquer radicalement, rompre avec le productivisme et le consumérisme, mettre en œuvre une double politique d'investissement massif dans la transition écologique et de sobriété, sans laquelle nous ne parviendrons pas à stopper l'emballement climatique. Nous devons adopter d'urgence d'autres indicateurs de référence : relativiser l'usage du PIB et adopter des indicateurs physico-sociaux capables de nous informer sur les patrimoines critiques et sur ce qui compte vraiment pour sauvegarder le caractère habitable de notre planète. Ce n'est plus le PIB, mais l'empreinte carbone et un indice de santé sociale ou encore les neuf limites planétaires de Rockström²⁶ qui doivent devenir nos boussoles, nos guides pour l'action. Ni le PIB ni la croissance ne doivent plus nous servir de référence, pas plus que la dette ou les 3 %. Ce sont des tigres de papier qui ne pèsent rien à côté de notre

26. Démarche scientifique qui établit neuf seuils à ne pas dépasser sous peine de perdre la stabilité du système terrestre, et donc la possibilité d'y vivre (changement climatique, pertes de biodiversité, usage des sols, acidification des océans, déplétion de la couche d'ozone, usage de l'eau douce, etc.).

survie « *dans des conditions authentiquement humaines* ». Nous devons inventer et construire une société postcroissance.

Cette crise sanitaire est un coup de semonce. Elle met en évidence l'extrême fragilité des arrangements humains mais aussi l'ampleur de l'impréparation dans laquelle se trouvent nos sociétés. Le coronavirus n'est rien à côté des événements qui s'abattront sur nous à mesure que la crise écologique déroulera implacablement ses conséquences. Tempêtes, cyclones, assèchement, étouffement, montée des eaux, sols improductifs, pénuries alimentaires, famines, migrations climatiques et évidemment guerres et affaissement de la démocratie. Si nous ne savons pas résister au coronavirus, comment y résisterons-nous ? Comment lutterons-nous contre les virus que le permafrost risque de libérer ? Comment ferons-nous face à des événements que nous ne sommes même pas parvenus à imaginer et à des effets de seuil qui rendront brutalement présents et irréversibles des phénomènes que nul n'imaginait ?

Comment comprendre que nos sociétés ne se préparent en rien à des événements qui pourraient advenir dans un laps de temps très court. Nous devons nous y préparer. Cela doit être notre unique priorité. Et cela doit se faire de la manière la plus organisée possible, en ayant la justice pour impératif. Nous devons dès aujourd'hui faire entrer nos sociétés dans un véritable processus de reconversion. Nous avons perdu un temps précieux. En particulier lors de ce dernier quinquennat pendant lequel nous avons dépensé une énergie folle à lutter contre des politiques radicalement inutiles au regard de la priorité écologique, voire catastrophiquement inadaptées, comme la taxe sur les carburants oubliée du social. Toutes nos énergies devraient désormais être concentrées sur la bifurcation de nos sociétés, sur les choix extrêmement nombreux que nous allons devoir faire pour les rebâtir, sur la construction de la nouvelle éthique, des nouvelles disciplines et des nouvelles représentations du monde qu'il nous va falloir adopter.

Pour cela, nous devons en effet engager des ruptures majeures. Rupture avec un capitalisme débridé qui est à l'origine de la situation

dans laquelle nous nous trouvons. Rupture avec l'impérialisme d'un type d'économie complètement déréalisée qui récompense du « prix Nobel » un économiste – William Nordhaus – pour lequel une augmentation de température de 6 °C n'a pas d'importance. Rupture avec une liberté de circulation des capitaux – largement promue par la France – dont même le FMI reconnaît la toxicité. Rupture aussi avec la désindustrialisation de notre pays et la délocalisation de nos productions vers les pays aux normes sociales et environnementales inférieures, qui nous rend complètement dépendants et nous prive, bien plus que l'Europe, de notre souveraineté.

La reconversion écologique de nos sociétés constitue un impératif absolu. Nous devons tous nous y atteler dès maintenant. Elle peut constituer un projet fondateur et enthousiasmant pour notre pays, pour sa jeunesse, pour tous ses membres, mais plus généralement pour l'humanité entière. Comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il nous faut trouver l'énergie de la reconstruction. Une reconstruction non plus portée par l'idéologie prométhéenne de la mise en forme du monde à l'image de l'homme, mais par une éthique de la modération, de la limite, de la mesure, que l'Antiquité avait su inventer mais que nous avons oubliée.

Dominique Méda est professeure de sociologie et l'auteure de nombreux ouvrages consacrés au travail, à l'emploi, et aux politiques économiques et sociales. Elle est notamment l'auteure aux éditions Flammarion d' Au-delà du PIB : pour une autre mesure de la richesse (2008), La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer (2013) ; avec Eric Heyer et Pascal Lokiec, Une autre voie est possible (2018).

Le jour d'après concerne-t-il nos enfants ?

Par Raymond Millot

Quand seize organisations (maintenant trente), dont la CGT et ATTAC, ont lancé l'appel « Plus jamais ça ! Préparons le JOUR D'APRÈS », je me suis mis à rêver et, avec quelques amis, nous avons diffusé cette « Très Bonne Nouvelle » espérant voir ce collectif s'élargir en envisageant « *la constitution d'un Conseil national de la Résistance 2020 adapté à notre temps...* ».

Cette précieuse référence historique n'est cependant fondée qu'à un seul titre : le CNR était alors, comme nous le sommes aujourd'hui, à la veille d'un changement radical d'époque. Les résistants, pourtant effroyablement divisés, avaient besoin de croire et de faire croire qu'on allait passer de l'ombre à la lumière. Les résistants d'aujourd'hui, dans leur grande diversité, ont tous conscience que nous allons passer d'une lumière vénéneuse à une ombre effrayante, mais incitant à imaginer « un futur frugal et désirable » comme nous y invitent différents chercheurs.

Les résistants s'unissaient pour que la France « retrouve son équilibre moral et social et redonne au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité ». Les seize se sont unis « pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral ».

Le CNR pensait à la formation de la jeunesse. Le plan Langevin-Wallon en témoigne. Il entendait réformer le système instauré par Jules Ferry, considérant possible « *que les fonctions les plus hautes soient*

réellement accessibles, [...] que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires ». Le processus sélection/exclusion des apprenants pouvait se poursuivre et l'on constate aujourd'hui que les « apports populaires » reculent au profit des beaux quartiers. Néanmoins, l'expérimentation qu'il a impulsée, interrompue en 1947, a pu montrer l'intérêt des « méthodes actives ». Le formatage, libéral, après un détour pétainiste (les écoliers devaient chanter *Maréchal, nous voilà !*) pouvait reprendre et installer solidement dans les esprits l'individualisme et le sentiment Thatcher : *no alternative*. Dans l'appel des Seize, et dans d'autres après lui : l'éducation n'est même pas évoquée !

Comme s'il était impossible de mettre en question l'institution scolaire. Pourtant, en 68, on avait eu cette audace. Des impertinents avaient osé détrôner Jules Ferry, et rappeler son discours de 1879 : *« Il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. »* La Commune. Ferry était du côté des bourreaux. Son intention de formatage explicite est dénoncée comme telle par une petite minorité clairvoyante : former des citoyens respectueux de l'ordre bourgeois, des patriotes fiers de l'œuvre civilisatrice dans les colonies, prêts à mourir pour la patrie (ce qui n'a pas manqué). Cette intention avouée a duré, jusqu'en 68, comme en témoigne ce fait : dans toutes les classes, la matinée devait commencer par une leçon de morale. Son résumé devait être calligraphié, après la date, sur le « cahier du jour », que l'inspecteur ne se privait pas de contrôler.

L'école semble aujourd'hui intouchable, surtout parce qu'elle prend en charge les enfants. Parce que les diplômés universitaires sont aux yeux des parents des objectifs majeurs : en avril 2020, une idée circule : les enfants vont « décrocher » s'ils ne reviennent pas à l'école

lors du déconfinement ! Intouchable parce que les enseignants sont des électeurs influents, parce que trop peu d'entre eux sont conscients de leur fonction dans la reproduction sociale, parce que beaucoup pensent que ce qui a été bien pour eux doit pouvoir l'être pour tous...

Ouvrons les yeux : le jour d'après ne portera pas la promesse de jours heureux. Ce jour va arriver très vite. Il est temps d'avoir à l'esprit que nos enfants et nos petits-enfants vont devoir le vivre.

Cette préoccupation devrait tarauder l'esprit de tous les parents, de tous les éducateurs, de tous les citoyens. L'institution scolaire n'est pas conçue pour y répondre. Dès aujourd'hui, il est possible d'affirmer que la société va avoir besoin du potentiel d'intelligence, de créativité de *tous* les individus et non plus d'une hiérarchie sociale avec des « premiers de cordée », des « collaborateurs » capables de les seconder et des gens qui « ne sont rien ». Le Covid-19 met provisoirement à l'honneur les caissières, les éboueurs, les aides-soignantes, les livreurs à vélo, les « agents de propreté et d'hygiène ». Le jour d'après ne devra pas les oublier, en matière de respect, de revalorisation, de possibilité de s'auto-organiser, de se former. Et de salaire.

Les éducateurs, les enseignants, qui poursuivent, à contre-courant, des projets émancipateurs, ont mille exemples illustrant ce concept de potentiel. Les parents attentifs constatent qu'il est immense chez leurs enfants... avant de les livrer, comme par une fatalité, au formatage scolaire. Un exemple saisissant nous est fourni par le chorégraphe Angelin Preljocaj. Dans le téléfilm de Valérie Müller, *Danser sa peine*, il prouve que des prisonnières en longue peine (sans doute des « rien de rien » pour Macron) peuvent découvrir les capacités de leur corps, surmonter leurs complexes, leurs découragements, se soutenir, réaliser une chorégraphie de qualité, obtenir la permission d'aller, « hors les murs », la présenter sur des scènes prestigieuses à Aix et Montpellier. Exploit qui visiblement les transforme, les réhabilite, leur promet un nouveau départ. Des exemples semblables pour les enfants de tous âges sont nombreux.

Cet objectif majeur est impensable dans un système éducatif chargé du formatage des individus au service de la reproduction de l'ordre social ou de la construction d'un ordre nouveau (souvenons-nous d'*Homo sovieticus*). Il faut en conséquence que l'éducation soit considérée, ainsi que la santé, comme un bien commun indépendant du système politique et du système marchand, comme doit l'être la gestion de l'eau, de l'air, de la terre... Tous les acteurs qui y contribuent doivent se considérer engagés dans une recherche-action faisant l'objet d'échanges régionaux et nationaux dont les travaux doivent être rendus publics.

De nombreux pédagogues, pour la plupart rêvant d'une société se dégageant des rapports dominants/dominés, ont planté des jalons, sans penser qu'une autre société, imprévue, allait en avoir besoin. Les ZAD en sont une des facettes prévisibles. Dans celle de Notre-Dame-des-Landes, l'utopie réaliste d'Ivan Illich d'une « société sans école » serait aujourd'hui imaginable pour les enfants de trois à douze ans. Une société éducatrice très riche par la palette de métiers, d'activités artisanales, agricoles, scientifiques, de créations artistiques, de luttes, de débats, de fêtes, par l'exercice du respect des équilibres écologiques dans la nature environnante. L'état d'esprit des adultes les rendrait disponibles pour informer des enfants inévitablement curieux, pour les initier, les faire à participer à leurs travaux. Les adultes ayant la fibre pédagogique pourraient organiser systématiquement des temps au cours desquels les jeunes apprenants engrangeraient les savoirs acquis, les analyseraient, chercheraient à les prolonger, utiliseraient à cet effet Internet, écriraient leurs idées, relateraient leurs expériences, leurs contributions, dans le journal, à la radio.

L'exemple de La Villeneuve de Grenoble montre qu'il est possible de mettre à contribution cette société éducatrice en ville. Des équipes d'enseignants en ont esquissé les contours. Soudées dans une recherche-action sur « l'école ouverte, la pédagogie du projet » elles ont pu résister, avec le soutien des familles, durant trente ans, à la volonté normalisatrice de l'institution.

Un tel changement de paradigme ne peut cependant être imposé. Des conventions citoyennes régionales, pour l'envisager, devront auditionner les porteurs d'expérience qui existent à tous les niveaux de l'Éducation nationale, dans les écoles alternatives, et dans l'Éducation populaire. Il s'agira de montrer que le savoir ne se transmet pas mais se construit individuellement et collectivement. Que les pédagogues professionnels se forment dans des recherches-actions et qu'ils peuvent gérer les lieux où ils exercent. Qu'il est possible d'associer au projet éducatif de nombreux acteurs, exceptionnels ou non, tel architecte, tel sociologue, tel cultivateur bio, tel animateur d'AMAP, tel médecin, tel technicien de l'informatique ou de la purification des eaux, tel militant de l'action humanitaire. Que l'idée de « société éducatrice » n'est nullement utopique. Que les groupes d'âge hétérogènes favorisent l'entraide et la coopération. Que le développement du potentiel de chaque enfant suppose qu'il ne soit pas soumis à des normes castratrices.

Raymond Millot se définit lui-même comme libertaire, féministe, internationaliste, autodidacte. Il a été charpentier, électricien, agent technique, instituteur (école expérimentale), conseiller pédagogique, coordinateur de la recherche-action (école ouverte/société éducatrice) à La Villeneuve de Grenoble. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : Une voie communautaire ; Émancipation, avenir d'une utopie, et co-auteur de : À la recherche de l'école de demain ; Écoles en rupture ; Vivre à l'école en citoyen.

À quel prix ?

Par Julie Moulier

Quoi écrire ? Quoi dire qui ne l'ait pas déjà été ? Qui ne soit pas des évidences ?

Redire, donc, pour se redonner des forces.

Pourquoi la politique n'est pas ce qu'elle nommait au XIV^e siècle : « civilité, organisation ou autogestion d'une cité, qui concerne le citoyen, sage et adroit dans le gouvernement des hommes » ? De même que le libéralisme de Locke et Montesquieu désignait la volonté de reconnaître l'individu et de protéger sa liberté et ses droits fondamentaux, « qu'aucun pouvoir n'avait le droit de violer ». Son principe fondateur était : « L'Homme ne se réalise pas par le travail, mais cultive son humanité, en recherchant la connaissance pour elle-même. »

Où tout cela a-t-il été oublié ?

Je n'ai aucune nostalgie et encore moins la naïveté de croire que « c'était mieux avant », mais la mémoire est une force et je ne veux pas oublier.

Ce libéralisme tentait de fabriquer une structure sociale dont l'Homme était le centre. Mais la réalité est devenue tout autre : l'individu est devenu outil et esclave de la finance, nouvelle déesse, au nom de la liberté économique et du libre jeu de l'entreprise que rien ne doit entraver.

La politique était un adjectif, nous en étions le sujet.

Elle nous a glissé entre les doigts, perdant son sens au fil des urnes, réduite à quelques rendez-vous annuels, qui nous déchargeraient de

la responsabilité d'en être les penseurs et les premiers acteurs. Elle est devenue le terrain fertile de carrières et de glorieuses reconnaissances, et nous avons laissé les politiciens s'approprier ce qui devrait être notre bien commun, coloniser ce territoire de nos réflexions. Ce qui devait être un espace de pensées est devenu un écran de communication. La toute-puissance de la grande industrie et l'omniprésence des médias ont fini de la transformer en spot publicitaire.

Comment en sommes-nous arrivé.e.s à être convaincu.e.s que l'effondrement de la finance est plus dangereux que celui de l'humanité ? Comment avons-nous accepté que cela soit une évidence ?

Sidéré.e.s.

Anesthésié.e.s par le flux continu de « l'actu », infantilisé.e.s par des « experts » qui parlent à notre place, nous disent quoi penser, nous sommes nous-mêmes convaincu.e.s de notre inaptitude à comprendre la situation et à en résoudre les problématiques (et quoi qu'il en soit, asphyxié.e.s par les lacrymogènes si nous osons ne pas l'être). Paralysé.e.s par une peur injectée quotidiennement jusque dans notre intimité par la description d'une quantité toujours plus grandissante de dangers nous menaçant. Il n'y a plus d'échappatoires. Nous sommes sidéré.e.s. Dépossédé.e.s.

Allons-nous nous habituer ?

Comme aux blessé.e.s en manifestation, aux mort.e.s, en contrôles de papiers, à nos sacs ouverts pour la sécurité, au travail qui ne suffit pas à la vie, qui tue les vies, à l'argent devenu déesse insatiable de sacrifices.

Allons-nous accepter ? Consentir, approuver ? Allons-nous nous habituer à l'Autre présenté comme danger constant, l'Extérieur comme menace invisible et permanente ? À la mort niée, cachée, isolée. Au deuil vidé de tout rituel, considéré non nécessaire. Accepter que la peur dirige nos lois, structure nos choix ? Accepter que des mois de grève et de revendications portées par des dizaines de milliers de citoyen.ne.s, par des professions, aujourd'hui portées aux nues, aient été hier réduites à un turbulent silence ?

Allons-nous nous habituer au 49.3, aux milliards du CAC40, à nos désirs compilés en chiffres de sondages, nos savoir-faire compactés en disques durs, nos curiosités biberonnées à l'algorithme ?

Allons-nous nous habituer à la vie à ce prix-là ?

Enlèverons-nous les vitres en plexiglas ? Effacerons-nous les ronds et traits qui disent où mettre nos corps, comment ne pas les rapprocher ? Allons-nous redonner de la place à ces relations humaines que nous avons empêchées parce qu'elles ne sont pas étiquetées ? Qu'avons-nous dit aux non-marié.e.s, aux orphelin.e.s, à ceux dont la famille est celle du cœur ? Qu'avons-nous accepté en les empêchant de se retrouver ?

Je suis en colère. Je ne veux pas m'habituer.

Marielle Macé dit « Belles colères que celles qui ont pour seul ennemi l'inattentif : celui qui ne voit pas la différence, celui qui ne voit pas le problème. Belles colères que celles où ce qui est blessé en moi est cette exigence d'attention, de vigilance, c'est-à-dire de justesse et de justice. »

Je suis en colère. Je ne veux pas m'habituer. Je veux être vigilante, inlassablement, à combattre l'inattentif. Combattre la peur qui fait de la vie une guerre.

Nous avons transformé le risque en danger et ce glissement qui peut ne sembler que sémantique est en fait fondamental : on prend un risque, alors que l'on fuit le danger. On mesure un risque, alors que l'on fait disparaître le danger. Je ne veux pas fuir ni faire disparaître. Je ne veux pas d'une vie sans risques. Je ne veux pas d'une vie sans liens. Je ne veux pas d'une vie où l'indifférence est une protection.

Je ne suis pas naïve. Je ne veux pas être sidérée face à l'injonction que rien d'autre n'est possible. Je ne veux pas oublier que le mot « représentant » doit être fondamentalement incompatible avec la surdité face aux désirs et aux cris des représenté.e.s. Comment est-il possible qu'ils se comportent comme des propriétaires ?

Je veux défendre une société dont le cœur est l'humain, dont la valeur fondatrice est le vivant. Il n'y a aucune raison valable que ça ne le soit pas.

Je ne suis pas naïve. Je ne veux pas m'habituer.

Et je ne suis pas la seule.

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons en faire. »

Julie Moulier est une actrice et scénariste française née à Paris en 1984. Elle joue au théâtre et au cinéma (on la voit notamment dans Nos vies formidables, Victoria ou Comme des garçons), et fait régulièrement des lectures publiques et des fictions radiophoniques pour Radio France.

Protéger et servir... deux mots qui font rêver

Par Agnès Naudin

Policier, c'est un rêve de gamine, que j'ai poursuivi malgré les embûches. Une intuition suivie depuis toujours qui a trouvé sa réalisation une fois le concours d'officier en poche. Dix ans après ? Je suis en disponibilité de la Police nationale. En disponibilité parce que je n'ai pas eu le courage de démissionner. Parce que je ne sais pas si j'arriverai à gagner ma vie autrement et que je dois nourrir mon fils que j'élève seule. Disponibilité parce qu'« au cas où », je pourrai toujours y retourner. Mais retourner où et pour quoi faire ? Revenir dans cet enfer ? Ces derniers mois m'ont permis de ne plus avoir peur, d'oser dire ce que je pense depuis que je suis entrée dans la police. Que dire, pourquoi le dire, comment le dire ? Prendre le risque de se faire clouer au pilori pour avoir osé critiquer l'institution et ceux qui en font partie ? Certains ont essayé et se sont frottés à l'IGPN pour avoir enfreint le règlement général d'emploi de la Police nationale, celui qui énonce une longue liste de devoirs : la probité, l'impartialité, l'exemplarité, et les deux que je préfère : devoirs de réserve et de loyauté !

Réserve et loyauté... deux commandements qui scellent notre sort

Depuis plusieurs mois, je me questionne sur l'origine et l'intérêt des devoirs de réserve et de loyauté. Comme s'ils allaient de soi depuis

toujours, que l'on ne se posait jamais de question quant à leur véritable pouvoir. Quel pouvoir ? Ne pas avoir le droit de critiquer notre institution revient à permettre les comportements les plus ignobles dont l'humain est capable.

Parce que le devoir de loyauté ne devrait pas être envers sa hiérarchie mais bien envers le citoyen, celui que doit servir et protéger le policier. Parce que le devoir de réserve qui commande de se taire devrait plutôt être le droit de réserve. Le droit de dire « non », de dire « stop », de refuser d'obéir lorsqu'il s'agit d'empêcher le citoyen de protester contre le pouvoir politique en place. Parce que la théorie des baïonnettes intelligentes n'a pas été inventée que pour le soldat ou pour condamner Maurice Papon. Parce que tout policier devrait en son âme et conscience se demander s'il est juste d'agir au nom d'un État servile.

Parce que non, nous ne sommes pas là pour « casser du jaune » tous les week-ends. Parce que non, nous ne sommes pas là pour vous faire taire. Parce que non, nous ne voulons pas être le bras armé d'une politique libérale qui nous met tous sur la paille. Parce que non, nous ne voulons pas être manipulés par les quelques-uns qui déshumanisent notre société. Parce que non, nous n'avons pas signé pour ça. Parce que non, ça n'est pas notre vocation ! C'est devenu un sacerdoce ! Parce que nous sommes aussi des Gilets jaunes, toujours en ligne, sans avoir le droit de reculer.

Le devoir d'obéissance... à celui qui nous trahit

Oui, je veux obéir. Mais à qui ? De policière, je suis devenue révolutionnaire. Je ne veux plus servir cet État qui ne sert pas celui qui l'a mis en place. Je ne veux plus de cette institution policière à deux têtes qui ne font que se chicorer pour savoir laquelle aura le plus de pouvoir, entre le préfet de police de Paris et le directeur général

de la police. Je ne veux plus d'une cogestion entre l'administration et les syndicats qui lui mangent tous dans la main, sachant que l'un reporte toujours la faute sur l'autre et qu'aucun n'est responsable des décisions qui changent profondément la vie des flics. Je veux un service de ressources humaines digne de ce nom, avec une vision, une politique, et une réelle organisation, où le policier est un humain et non un matricule.

Oui, je veux obéir. Mais à qui ? Je veux un chef. Un seul. Pas un chef qui donne l'ordre aux policiers de tirer avec des LBD sur des citoyens en colère contre leur président qui les laisse mourir de faim. Pas un chef qui donne l'ordre aux policiers de tirer sur des pompiers. Pas un chef qui dit *amen* à tout pour être sûr de garder sa place au chaud. Je veux un chef éclairé. Un chef qui ait le courage de dire non au politique quand l'ordre est manifestement immoral, et de protéger les siens lorsqu'ils sont injustement attaqués. Je veux un chef à la tête d'un corps uni et solidaire, et non affaibli par les divisions et guerres intestines. Je veux un chef qui pense à ceux dont il est responsable et à leur bien-être, plutôt qu'à la prime qu'il aura à la fin de l'année. Je veux un chef qui connaisse les mots « empathie » et « bienveillance » et qui réussisse enfin à rassembler policiers et citoyens vers un but commun : la solidarité de tous pour le bien du peuple.

Droit d'être protégé... par son supérieur hiérarchique !

Celui que l'on ne peut pas critiquer, pas remettre en question, celui pour qui souvent le mot d'ordre c'est : « Surtout pas de vagues ». Et vous savez pourquoi ? Parce que c'est lui qui a la grande mission de noter le subalterne. De cette notation dépendent les avancements en grade et les mutations. Donc, soit tu plies sous le joug de ton chef et tu obtiendras ce que tu veux quoiqu'il t'en coûte, soit tu décides de résister aux injustices et c'est direct les oubliettes pendant une

durée indéterminée, allant de « jusqu'à ce que tu craques » à « pour toujours ». Et voilà comment on maintient le flic sous emprise... sauf quand il décide de partir. Pour toujours. Donc celui qui est censé nous protéger en réalité nous asservit.

Le seul droit que nous avons et pourtant... Cette année nous avons un record ! Le record du nombre de morts. Le compteur des suicidés. Ceux dont on explique qu'ils avaient des situations personnelles difficiles. Ceux à propos desquels on ne veut pas voir qu'être flic aujourd'hui est devenu un sacerdoce et non plus une vocation. On dira que c'est de la faute du citoyen et que les flics crèvent d'un manque de reconnaissance. Et pourtant ce n'est pas ça qui les tue. Non. Ce qui les ronge, c'est l'injustice dans laquelle ils baignent toute la journée dans leur maison ! Un bain d'acide ! Parce que le système est conçu pour diviser et que, de collègues, on devient si facilement ennemis. Pourquoi ? Comment est-ce possible ? Pourquoi n'y a-t-il pas de cohésion dans ce métier aussi difficile ? La raison première, c'est le système. Celui que personne ne veut vraiment s'atteler à réformer car, vous comprenez, « c'est difficile » et « c'est comme ça ». Et surtout, la grande majorité de ceux qui ont la voix pour le faire se tait car la soupe est bonne...

Le seul droit que nous avons... est bafoué quotidiennement quel que soit le maillon de cette longue chaîne hiérarchique. En revanche, il y aura toujours du monde pour venir demander des comptes dès qu'un devoir n'est pas correctement exécuté. C'est la danse entre « La meilleure arme, c'est ton stylo » et « Sortez tous les parapluies » !

Réserve et loyauté...

Que la loyauté reste un devoir et que la réserve devienne un droit. Vous avez aussi le droit de vous insurger contre le pouvoir politique en place. Non seulement celui de manifester, comme vous l'avez déjà

fait, mais aussi celui de désobéir. Que ceux qui en ont la possibilité fassent valoir leur droit de retrait. Vous êtes le dernier rempart entre le peuple et son chef. Si le peuple veut changer de chef, ne vous mettez pas en travers de son chemin. Que, pour une fois dans son histoire, la police fasse le bon choix : celui du courage plutôt que celui de la collaboration.

... Deux petits mots qui signifient de gros ennuis à venir pour moi... mais chaque policier le mérite bien.

Agnès Naudin est capitaine de police à la brigade territoriale de protection de la famille. Elle est l'auteurice de plusieurs documents au Cherche-Midi comme Affaire de famille : immersion au sein de la brigade spéciale et Affaire d'ados.

Avis à ceux qui ne sont pas encore morts

Par Fabrice Nicolino

J'ai réellement cru une ou deux secondes à une parodie d'une scène mille fois vue déjà. Le mercredi 6 mai 2020, Nicolas Hulot publiait un plan en cent principes pour sortir du confinement en s'attaquant enfin à la crise écologique, dont ce dérèglement climatique si menaçant.

J'en suis bien triste pour les auteurs de ce texte, mais oui, j'ai commencé par rire. Ce que c'est qu'une mauvaise éducation. Le principe numéro 1, sauf grave erreur de compréhension, doit être le plus essentiel. Et cela donne : « Le temps est venu, ensemble, de poser les premières pierres d'un nouveau monde. »

On se dit que l'on commence très gentiment pour ensuite aborder les innombrables questions qui fâchent, mais les énoncés suivants finissent par faire douter : il faut « *transcender la peur, il faut une nouvelle façon de penser, de la lucidité, de la résilience, il faut résister à la fatalité, créer du lien, applaudir à la vie, ne plus sacrifier le futur au présent, ne plus laisser l'avenir décider à notre place* », etc. En somme, si tous les gars du monde voulaient bien se donner la main, ce serait mieux que s'ils arrachaient les doigts de leur voisin avec une tenaille.

On se croirait en réalité dans le *Dictionnaire des idées reçues* de Flaubert, dont les mille entrées servent jusqu'à la nausée lieux communs, poncifs et fausses indignations. Exemples : « Baudruce : Ne sert pas qu'à faire des ballons ; Cercle : On doit toujours faire partie d'un ; Choléra : Le melon donne le choléra. On s'en guérit en prenant

beaucoup de thé avec du rhum ; Défaite : S'essuie – et est tellement complète qu'il ne reste personne pour en porter la nouvelle. »

Nicolas Hulot aura essayé toutes les combinaisons politiques depuis vingt-cinq ans, et évidemment aucune n'aura marché. Après 1995, il est une sorte d'intime d'un nouveau président appelé Chirac. Il aura passé des dizaines d'heures en tête-à-tête avec lui, le dimanche surtout, quand le grand homme s'emmerdait à l'Élysée. Ce qui aura donné le principe de précaution – qui n'est pas appliqué – et une phrase au cours d'un énième sommet : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs.* » En somme, rien.

À l'automne 2007, Sarkozy embarque la galaxie des écolos officiels dans une grande supercherie appelée le Grenelle Environnement. C'est l'acmé d'une veillée boy-scout autour d'un feu de camp : on s'embrasse, on s'aime. Un seul exemple suffira, mais il en est bien d'autres : en pleine discussion, Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie, annonce une réduction de 50 % de l'usage des pesticides en dix ans. C'est très loin d'être assez, mais pour un gouvernement Fillon, c'est énorme. La surprise est grande.

Mais voilà que le représentant de la FNSEA, Jean-Michel Lemétayer, s'absente de la salle où commencent les embrassades, passe un coup de fil à qui de droit, et revient, le visage rayonnant. Borloo a oublié quatre mots. Oui à la réduction de 50 %, mais seulement « *si c'est possible* ». Et flûte, cela ne l'a pas été. Loin de diminuer, la consommation de pesticides a augmenté de 25 % entre 2008 – début d'un grandiose plan nommé Écophyto – et 2018. Le Grenelle comme simulacre de l'action. Il faut croire que Sarkozy, qui se pique désormais de lire, aura retenu l'un des messages d'*Il Gattopardo* (*Le Guépard*) de Lampedusa : « *Se vogliamo che tutto rimanga com'è, bisogna che tutto cambi.* » ; « Si l'on veut que tout reste comme c'est, il faut que tout change. » Bien joué.

Nicolas Hulot, nullement troublé, devient en 2012 un ambassadeur de France à l'ONU, par la grâce de François Hollande. Quiconque

aurait jeté un œil au blog de celui-ci juste avant son élection – je l’ai fait – aurait constaté l’absence totale de toute entrée sur le dérèglement climatique ou la sixième crise d’extinction des espèces. Chez François Hollande, ces questions n’ont en fait jamais existé. Mais il prenait le temps, chaque matin, de dépouiller pendant quarante minutes le contenu du quotidien *L’Équipe*.

Que se passe-t-il pendant le quinquennat Hollande ? Une farce de plus en décembre 2015, au cours de ce que l’on a appelé la COP 21. Sous les vivats et les embrassades – décidément –, Laurent Fabius, Ségolène Royal, François Hollande, Nicolas Hulot, tant d’autres, exultent à l’idée d’avoir signé un accord « historique » sur le climat. Cette fois, pas de doute : il s’agit d’un pastiche du retour d’Édouard Daladier à Paris, le 30 septembre 1938. Des dizaines de milliers de braves couillons viennent ce jour-là fêter celui qui, après signature d’un accord à Munich – avec Hitler –, vient de sauver la paix en récoltant la guerre. Non seulement la COP 21 s’est donné des objectifs ridicules, mais tout connaisseur sait qu’ils ne seront de toute façon pas atteints.

Découragé, Hulot ? Pas du tout. Il deviendra le 17 mai 2017 ministre de l’Écologie de monsieur Macron, l’homme qui, dès 2007, voulait « libérer la croissance » en compagnie de son ami Jacques Attali. Avant de démissionner en août 2018, découvrant avec surprise que le gouvernement d’Édouard Philippe se contrefout de l’écologie.

Nous voici donc en mai 2020, et cette fois, ainsi que le clame, au long de cent principes, Nicolas Hulot, « *le moment est venu* ». Avant de regarder de plus près, je note que l’ancien ministre macroniste demande la tenue d’une « *conférence sociale et écologique* », évoquant comme modèle possible le Grenelle Environnement évoqué plus haut. Cela commence bien.

Et cela finit atrocement mal. On cherche en vain quelques mots tout de même importants, comme agriculture, eau, nucléaire, biodiversité, transnational, et l’on tombe sur le centième principe avec un

haut-le-cœur : « *Le temps est venu de créer un lobby des consciences.* » Lobby ! Ce mot détestable créé par et pour l'industrie signifie toujours la défense d'intérêts particuliers, quand il s'agit d'enfin protéger tous les systèmes vivants, tous les êtres vivants, humains compris. La défaite de la pensée passe souvent par celle du vocabulaire.

Je ne prendrai pas la peine d'énoncer ici cent principes différents, ce qui serait aisé. Mais quelques-uns tout de même, qui montrent sans détour qu'on a encore le droit de penser, et la volonté de se battre. Chacun pourra ajouter les siens, pourvu qu'ils servent la cause commune.

La France énonce la Déclaration universelle des devoirs de l'homme.

Toute action économique nuisant si peu que ce soit à la stabilité des écosystèmes est illégitime.

Toute action économique nuisant si peu que ce soit à la stabilité des écosystèmes doit devenir illégale.

Un animal sauvage a des droits, reconnus par tous les tribunaux. Droit à une vie libre. Droit à un espace libre. Tout contrevenant commet un crime.

Un animal domestique a des droits, reconnus par tous les tribunaux. Tout mauvais traitement, y compris dans le cadre de l'élevage, est un crime.

Un plan de guerre annonce la division par quatre de nos émissions de gaz à effet de serre en trois ans.

Un fonds mondial est créé. Doté de 5 000 milliards d'euros pour commencer, après accord international, il sert exclusivement à la création d'un SMIC mondial.

Ce SMIC doit en priorité permettre la restauration des écosystèmes les plus malmenés : fleuves, forêts, terres agricoles.

Un débat national d'un an permet de repenser radicalement l'usage des automobiles individuelles. Le cycle de vie véritable et les conditions de production de la voiture électrique en sont la base.

Une priorité absolue est donnée au train, dont 50 000 km de lignes nouvelles sont mis en chantier.

Un plan de sortie en dix ans de l'agriculture industrielle est lancé.

Dans ce cadre, un million de nouveaux paysans sont installés au travers d'une réforme radicale de l'accès au foncier.

Les pesticides de synthèse sont interdits.

L'eau entre dans la loi comme bien sacré et bien commun universel.

Pour cette raison, tous les procédés industriels sont revus et modifiés, car il ne s'agit pas de dépolluer, mais ne plus jamais polluer l'eau.

La France ne verse plus aucune subvention à la pêche industrielle.

Les chalutiers industriels sont interdits à l'entrée de tous les ports français.

Un moratoire de six mois gèle toute production de plastique, permettant un débat général sur ses usages. Le but est proclamé : il faut un arrêt total et définitif.

Un décret interdit toute importation de bois tropical.

L'Office national des forêts (ONF) prend le nom de Bleau, appellation ancienne de la forêt de Fontainebleau.

Bleau n'est plus un établissement à caractère industriel et commercial (EPIC). Il a la responsabilité de maintenir vivants les écosystèmes forestiers.

Les biocarburants, qui transforment des plantes alimentaires en carburant, sont interdits.

La Guyane, forêt tropicale intacte, proscrie tout projet minier sur son territoire.

L'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, qui vient en droite ligne du lointain continent Gondwana, est déclaré parc planétaire inaliénable.

La Constitution bannit le principe du recours au nucléaire, industrie incontrôlable.

Un plan de fermeture en cinq ans de toutes les centrales nucléaires est annoncé.

Le mot aliénation est rétabli dans l'acception suivante : est aliéné celui qui se transforme en un autre hostile à lui-même.

L'aliénation par les objets, y compris ceux qui sont plébiscités – portable, ordinateur connecté, bagnole –, est un fait.

Aucun objet n'est intouchable.

La 5G est interdite, car elle est le nom de la folie sociale et écologique. Aucune antenne ne sera construite.

Symboliquement, un premier tronçon routier est rendu à la nature : il s'agit de la départementale 7, face à la mer, dans le cap Sizun (Finistère).

L'économie telle qu'elle existe signifie la destruction du monde.

Fabrice Nicolino est né à Paris en 1955. Journaliste, écrivain et essayiste français, spécialiste de l'écologie, il a collaboré à de nombreux journaux et magazines, parmi lesquels Géo, Le Canard enchaîné, Télérama, Politis et Charlie Hebdo, où il a été gravement blessé lors de l'attentat du 7 janvier 2015.

Luttons contre les violences policières, défendons nos libertés fondamentales

Par Fatima Ouassak

Le 19 mars 2020 à Aubervilliers, Ramatoulaye, 19 ans, sort faire des courses pour nourrir son bébé. Elle sera tasée et frappée par plusieurs agents de police. Le 23 mars 2020 aux Ulis, Sofiane 21 ans, livreur, se rend au travail. Il sera violemment frappé par plusieurs agents de la BAC.

Il ne s'agit pas de cas isolés. Pendant le confinement, de nombreuses violences policières dans les quartiers populaires ont été filmées. Mais il n'y avait là rien de nouveau, ces violences s'inscrivent dans le prolongement de plusieurs décennies de répression policière massive et structurelle.

Que vaut la vie de Zyed Benna et Bouna Traoré, morts en 2005 ? Que vaut celle de Lamine Dieng, mort en 2007 ? Celle de Wissam El-Yamni, mort en 2012 ? Celle d'Adama Traoré, mort en 2016 ? Celle de Gaye Camara, mort en 2018 ? Celle de Zineb Redouane, morte en 2018 ? Que vaut la vie de Cédric Chauviat, mort en 2020 ? Quelques noms parmi des centaines. Morts asphyxiés sous le poids des policiers, morts une balle dans la tête. Morte suite à un tir de grenade qui la visait expressément. Leur vie comptait-elle ?

La réalité des violences policières est chiffrée. La France est régulièrement condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme,

par exemple dans l'affaire Ali Ziri, mort entre les mains de la police en 2009, à 69 ans. Plus de douze personnes, essentiellement des jeunes hommes noirs et arabes de classe populaire, sont tuées chaque année par la police.

Très souvent, les syndicats de police expliquent que le jeune blessé ou tué par des policiers l'a bien cherché, il n'avait pas à être là, d'ailleurs il a volé la moto qu'il conduisait au moment des faits. Il arrive souvent que la police mente, et que le jeune n'ait pas volé la moto. Mais quand bien même, disons qu'il l'a volée cette moto. Doit-on mourir pour avoir volé une moto ? Mourir pour avoir tenté de fuir un contrôle de police que l'on sait violent ? Mourir pour ça ? La peine de mort ne sera-t-elle donc jamais réellement abrogée pour les descendants de l'immigration postcoloniale ?

À l'origine d'un crime policier, souvent, il y a un contrôle d'identité. Une étude produite par le Défenseur des droits en 2017 montre que ces contrôles sont racistes : les jeunes hommes non blancs ont vingt fois plus de risques d'être contrôlés que les jeunes hommes blancs. Qui dit contrôle policier dit risque d'être insulté, frappé, tué. Aujourd'hui, on le voit, l'État assume le caractère discriminatoire du système répressif. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, déclarait par exemple le 23 avril 2020, très fièrement, que les quartiers populaires de Seine-Saint-Denis ou de Marseille avaient été beaucoup plus contrôlés et verbalisés pour cause de non-respect du confinement qu'ailleurs.

C'est donc à ceux qui ont payé le prix du confinement le plus lourd (espaces de vie plus réduits, exposition au travail plus grande, nombre de décès liés au coronavirus plus important, etc.) que l'État a fait subir le plus de contrôles policiers, avec les violences qui les accompagnent.

De la même manière, le 22 avril 2020, le Tribunal administratif de Nice a validé la discrimination décidée par le maire Christian Estrosi :

pour les habitants des quartiers les plus riches, le couvre-feu était à 22 heures ; pour ceux des quartiers les plus pauvres, le couvre-feu était à 20 heures. Ou comment réduire les libertés fondamentales de ceux qui subissent déjà de fortes inégalités sociales.

Et c'est là le cœur du problème. Les violences policières sont d'abord une atteinte à la liberté de circuler dans l'espace public, une atteinte au droit pour les plus opprimés d'y exister. Il s'agit de réduire les libertés de celles et ceux qui sont perçus comme une menace potentielle, les classes dangereuses, soit à cause de leur couleur de peau, soit à cause de leurs idées, soit à cause des deux. On pense à Vanessa, cette femme Gilet jaune, jeune, blonde, qui raconte dans le documentaire *Gilets jaunes, une répression d'État* réalisé par Streetpress, comment le CRS lui a tiré au visage, à l'œil, la défigurant, lui laissant des séquelles à vie. Sa vie est brisée, celle de ses proches aussi. Pourtant elle ne faisait rien d'autre que de marcher sur le trottoir, pour rentrer. Le CRS a considéré qu'elle n'avait pas à circuler là, qu'elle n'avait pas à être là. L'État derrière le CRS a considéré qu'elle n'avait pas à exprimer son désaccord, encore moins à venir le manifester sous son nez.

Finalement, il ne s'agit que de cela : terroriser, contrôler, assigner à résidence toutes celles et tous ceux qui pourraient remettre en question l'ordre établi, le pouvoir en place. Il ne s'agit pas de bavures, de phénomènes marginaux. Il s'agit d'une politique qui s'inscrit dans une histoire, l'histoire de France.

Le 26 avril 2020 à l'Île-Saint-Denis, quand des policiers ont parlé de « bicot » à qui on aurait dû « accrocher un boulet au pied afin qu'il se noie », et qu'on a entendu juste après un homme crier, frappé sous les rires de ces policiers, on y a vu une référence aux Algériens et Algériennes jetés dans la Seine sous les ordres de Maurice Papon le 17 octobre 1961. Mais on peut remonter encore plus loin : la police nationale n'a-t-elle pas été créée par Pétain en 1941 ? Et plus loin

encore, en 1925, lorsqu'est créé le Service des affaires indigènes nord-africaines, au sein de la préfecture de police de Paris, avec sa brigade nord-africaine, chargée de contrôler et réprimer les Algériens vivant en France, pour empêcher toute résistance politique. Ce service et sa brigade seront dissouts à la libération en 1945 pour faits de collaboration avec la Gestapo. Mais avec la guerre d'Algérie, le service retrouvera en 1956, au sein du ministère de l'Intérieur, l'essentiel de ses prérogatives. Depuis, il n'y a jamais eu de réelle rupture. Jamais de volonté politique forte de mettre hors d'état de nuire ce système policier héritier de l'histoire coloniale, qu'incarne notamment la BAC.

Aujourd'hui, il est temps de rompre avec ce système, temps de reconnaître que les violences policières sont structurelles, qu'elles sont liberticides, qu'elles visent essentiellement les classes populaires, avec une forte dimension raciste. Rompre avec l'impunité accordée aux policiers et aux gendarmes qui commettent des crimes, rompre avec l'inversion des rôles qui tend à criminaliser la victime et sa famille. Rompre avec cette politique qui cherche à maintenir sous contrôle la jeunesse racisée des classes populaires. À la mater, en la terrorisant. Insultes racistes, sexistes et homophobes, agressions sexuelles, viols. Ainsi le 2 février 2017 à Aulnay-sous-Bois, n'était-ce pas pour terroriser Théodore Luhaka, alors âgé de 22 ans, qu'une matraque de policier a perforé sa zone péri-anale sur dix centimètres ? Il faut rompre avec cette politique de la terreur qui nous assigne à résidence.

Pour respirer. Pour circuler librement dans l'espace commun, jour et nuit. Exister dans l'espace public. Pour y courir, jouer, discuter, traîner, tenir le mur si on veut, manifester, y faire de la politique.

Il faut soutenir les luttes des organisations de l'immigration et des quartiers populaires, portées pendant des années par le MIB, et aujourd'hui par le Comité Adama. Contre les techniques mortifères, la clé d'étranglement, le plaquage ventral, le pliage, contre les contrôles

d'identité, contre le quadrillage des quartiers populaires, contre la vidéosurveillance, les drones, pour le démantèlement de la BAC, pour la suppression de l'IGPN et la création d'une autorité indépendante, pour le dépaysement systématique des affaires de violences policières, etc.

Contre l'état d'urgence – et qu'il soit « sanitaire » ne change rien, car ce n'est jamais pour notre bien. Nous priver de nos libertés fondamentales n'a jamais été pour notre bien.

La lutte contre les violences policières doit être centrale dans un projet politique qui défend réellement les valeurs de justice et d'égalité, et les libertés publiques. Pour un monde où nous n'aurons plus peur de laisser nos enfants jouer dehors, à cause de la présence dans le quartier d'hommes en uniforme, munis d'armes de guerre. Un monde où nous ne les retiendrons plus pour les empêcher de sortir, par peur d'un contrôle d'identité qui tournerait mal. Un monde plus respirable. Au nom du respect de la dignité humaine, pour défendre nos libertés fondamentales. Pour nos enfants.

Fatima Ouassak est politologue, fondatrice du Réseau Classe/Genre/Race qui travaille sur des projets en lien avec les enjeux d'égalité et d'intersectionnalité et porte-parole du Front de mères, syndicat de parents des quartiers populaires. Elle est aussi l'auteure de La puissance des mères, pour un nouveau sujet révolutionnaire, à paraître prochainement aux éditions La Découverte.

Réparer le monde !

Par Antoine Peillon

Apocalypse

La pandémie de Covid-19 (plus de 276 000 morts, officiellement, dans le monde, au 9 mai) est-elle un des « sept derniers fléaux²⁷ » ? Est-elle apocalyptique ? « Ce qui est sûr est que nous vivons, du moins en Europe, ce qui se rapproche le plus, depuis 1945, d'un "effondrement" – cet effondrement évoqué tant de fois dans le cinéma et la littérature dite "postapocalyptique", mais aussi par la critique radicale de la société capitaliste et industrielle », analysait, dès le 6 avril dernier, sur le site de France Culture, le philosophe Anselm Jappe²⁸. Et il est indéniable que ces dernières années, les termes « apocalypse », « chaos », « basculement » ou « effondrement » sont devenus d'un usage courant, tant en géostratégie, économie politique, prospective environnementale et droit international qu'en philosophie. Il suffit, pour s'en convaincre, de se tourner vers de nombreux ouvrages qu'il ne m'est pas possible

27. Apocalypse 15-16. Antoine Peillon, « Apocalypse de notre temps. Béhémoth, eschatologie et destructivité humaine », *Soli Deo Gloria*, 14 novembre 2018 : <https://nndnnsntdg.blogspot.com/2018/11/behemoth-escathologie-et-destructivite.html>

28. www.franceculture.fr/societe/anselm-jappe-esperons-de-garder-ce-que-cette-crise-a-de-positif

d'analyser plus précisément ici, mais dont il est bon de connaître tout de même l'existence²⁹.

Et force aussi est de constater que, comme dans le dernier livre de la Bible, l'humanité reste toujours sourde à tous les avertissements, à toutes les *trompettes* (Ap 8:6), et préfère se vautrer jusqu'à ce que mort s'ensuive dans la corruption la plus effrénée : « Les autres hommes qui ne furent pas tués par ces fléaux ne se repentirent pas des œuvres de leurs mains, ils ne cessèrent pas d'adorer les démons, et les idoles d'or, d'argent, d'airain, de pierre et de bois, qui ne peuvent ni voir, ni

29. Xavier Emmanuelli, *Dernier avis avant la fin du monde*, Albin Michel, 1999 ; Michel Beaud, *Le Basculement du monde*, La Découverte, 2000 ; Frédéric Encel, *Géopolitique de l'apocalypse*, Flammarion, 2002 ; Thérèse Delpech, *Politique du chaos. L'autre face de la mondialisation*, Le Seuil, 2002 ; Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2003 et *La Marque du sacré*, Carnets Nord, 2008 ; Jared Diamond, *Effondrement*, Gallimard, 2006 ; Edgar Morin, *Vers l'abîme ?*, L'Herne, 2007 ; Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, La Découverte, 2009 ; Michel Maffesoli, *Apocalypse*, CNRS Éditions, 2009 ; Slavoj Žižek, *Vivre la fin des temps. L'apocalypse à venir*, Flammarion, 2011 ; Susan George, Jean-Pierre Dupuy, Serge Latouche et Yves Cochet, *Où va le monde ? 2012-2022 : une décennie au-devant des catastrophes*, Fayard/Mille et Une Nuits, 2012 ; Collectif, *La Fin du monde. Analyses plurielles d'un motif religieux, scientifique et culturel*, Labor et Fides, 2012 ; Viviane Forrester, *La Promesse du pire. Résister à l'horreur économique*, Le Seuil, 2013 ; Hicham-Stéphane Afeissa, *La Fin du monde et de l'humanité. Essai de généalogie du discours écologique*, PUF, 2014 ; Erik M. Conway et Naomi Oreskes, *L'Effondrement de la civilisation occidentale*, Les Liens qui libèrent, 2014 ; Michel Rocard, *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?*, Flammarion, 2015 ; Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*, Le Seuil, 2015 ; Pierre-Noël Giraud, *L'Homme inutile*, Odile Jacob, 2015 ; Paul Jorion, *Le dernier qui s'en va éteint la lumière. Essai sur l'extinction de l'humanité*, Arthème Fayard, 2016 (collection « Pluriel », 2017) ; Anna Lowenhaupt Tsing, *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, La Découverte, 2017 ; Julien Wosnitza, *Pourquoi tout va s'effondrer*, Les Liens qui libèrent, 2018 ; Pierre-Henri Castel, *Le mal qui vient*, Cerf, 2018 ; Michèle Riot-Sarcey (dir.), *De la Catastrophe. L'Homme en question, du Déluge à Fukushima*, éd. du Détour, 2018 ; Fred Vargas, *L'Humanité en péril – Vions de bord, toute !*, Flammarion, 2019 ; Aurélien Barrau, *Le Plus Grand Défi de l'histoire de l'humanité*, Michel Lafon, 2019 ; Yves Cochet, *Devant l'effondrement – Essai de collapsologie*, Les Liens qui libèrent, 2019 ; Corinne Morel-Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce : Réflexions sur l'effondrement*, Libertalia, 2019 ; Luc Semal, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, PUF, 2019 ; Roland Gori, *Et si l'effondrement avait déjà eu lieu. L'étrange défaite de nos croyances*, Les Liens qui libèrent (à paraître le 3 juin 2020).

entendre, ni marcher ; et ils ne se repentirent pas de leurs meurtres, ni de leurs enchantements, ni de leur débauche, ni de leurs vols³⁰. »

Oyez, braves gens, n'avons-nous pas lu, en 2009, *Le Nouveau Rapport de la CIA – Comment sera le monde en 2025* (Robert Laffont) ? Aux pages 256 et 257, je relis ceci : « L'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire virulente, extrêmement contagieuse, pour laquelle il n'existe pas de traitement adéquat, pourrait déclencher une épidémie mondiale. [...] Les experts voient dans les souches hautement pathogènes de la grippe aviaire telles que le H5N1 des candidats probables à ce type de transformation, mais d'autres agents pathogènes, comme le coronavirus du SRAS et diverses souches de la grippe, auraient les mêmes propriétés. [...] Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humains et animaux, comme il en existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail. [...] Il faudrait des semaines pour que les laboratoires fournissent des résultats définitifs confirmant l'existence d'une maladie risquant de muter en pandémie. [...] En dépit de restrictions limitant les déplacements internationaux, des voyageurs présentant peu ou pas de symptômes pourraient transporter le virus sur d'autres continents. Les malades seraient de plus en plus nombreux, de nouveaux cas apparaissant tous les mois. L'absence d'un vaccin efficace ou d'immunité dans le reste du monde exposerait les populations à la contagion. »

Les élites oligarchiques, qui dirigent et détruisent³¹ tout à la fois le monde, peuvent-elles prétendre ne pas avoir été informées des risques que leur aveuglement volontaire, motivé par la plus cynique et nihiliste pléonexie³², fait courir sciemment à la planète et à l'humanité

30. Apocalypse 9:20-21, trad. Segond NEG.

31. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007.

32. Dany-Robert Dufour, *Pléonexie*. [dict. : « Vouloir posséder toujours plus »], Le Bord de l'Eau, coll. « La Bibliothèque du Mauss », 2015.

depuis le milieu des années 1970³³ ? Étymologiquement, le mot « apocalypse » nous vient du grec ἀποκάλυψις / apokálupsis qui signifie « dévoilement » ou, dans un contexte religieux, « révélation ». La pandémie de Covid-19 est bien une *apocalypse*, car elle dévoile, révèle et démasque au moins la malfeasance absolue des oligarques du capitalisme mondialisé.

Champ de bataille

Face à cette destruction criminelle du monde et de l'humanité par le capitalisme en stade terminal³⁴, une guerre civile mondiale est en cours ; seuls les imbéciles ou les lâches sont encore dans la dénégation du conflit social et politique, révélé comme jamais depuis la Libération par la pandémie du Covid-19 et les stratégies exclusivement sécuritaires de confinement des populations, notamment en France, sous le règne ubuesque d'Emmanuel Macron. L'heure est bien sûr à la résistance³⁵, voire à la lutte (Razmig Keucheyan et Anselm Jappe), si ce n'est même au règlement de comptes (Pierre-Henri Castel).

Le champ de bataille a été précisément arpenté : « Il n'y aura pas de consensus environnemental. Loin d'effacer les antagonismes existants, la crise écologique [et sanitaire] se greffe au contraire à eux pour les

33. Qui n'a pas lu, en 1972 déjà, le rapport Meadows du club de Rome ? *Halte à la croissance ?*, Fayard, 1972. Le travail du Massachusetts Institute of Technology (MIT) sera suivi par de nouvelles alertes dont : Donella Meadows, Jorgen Randers, Dennis Meadows, *Beyond the Limits. Confronting Global Collapse, Envisioning a Sustainable Future*, Chelsea Green Publishing Co, 1993, et Donella Meadows, Jorgen Randers, Dennis Meadows, *Limits to Growth: The 30-Year Update*, Chelsea Green Publishing Co, 2004.

34. Ici encore, ce n'est pas le lieu de développer cette évidence historique postulée par Hervé Kempf et Pierre-Henri Castel (*op. cit.*), entre autres, et magistralement pensée par Razmig Keucheyan (*La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, La Découverte, 2014) et Anselm Jappe (*La Société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction*, La Découverte, 2017).

35. Antoine Peillon, *Résistance !*, Seuil, 2016.

porter à incandescence. [...] Surcroît de catastrophes naturelles, raréfaction de certaines ressources, crises alimentaires, déstabilisation des pôles et des océans, “réfugiés climatiques” par dizaines de millions à l’horizon 2050... Autant de facteurs qui annoncent des conflits armés d’un nouveau genre, auxquels se préparent aujourd’hui les militaires occidentaux³⁶. » Car « la nature n’échappe pas aux rapports de force sociaux : elle est la plus politique des entités ». En conséquence de quoi, la résolution de la crise actuelle suppose « la radicalisation de la critique du capitalisme³⁷ ».

Cette critique, pratiquée par excellence par le philosophe Anselm Jappe, a très vite dénoncé, peu après les débuts du confinement (17 mars, en France), « le darwinisme social incroyable qui propose (et non pas seulement dans les pays anglo-saxons) de sacrifier les “inutiles” à l’économie ou la tentation pour les États de déployer leurs arsenaux de surveillance³⁸ ». Plus radicalement, face aux « violents qui s’annoncent », à la « prédation sans bornes » des puissants et de leurs complices, face – en un mot métaphysique – au « Mal qui vient », le philosophe et psychanalyste Pierre-Henri Castel ose nous armer : « Si nous souhaitons pour de bon préserver ce qui reste de nos capacités à jouir, à agir et à créer face à la malfaisance avérée, [...] alors il n’est pas exclu que ce travail ne requière un recours froid, ferme, et réfléchi, à la violence³⁹. »

Dans le même état d’esprit, je ne suis pas de ceux qui sacrifient à la religion des béni-oui-oui de la non-violence. Et je garde toujours en mémoire l’épopée des camisards⁴⁰, ainsi que cette réflexion inattendue de Primo Levi, en 1975 : « Dans le monde réel, les hommes armés

36. Présentation de Razmig Keucheyan, *op. cit.*

37. Keucheyan, *ibid.*, pp. 11 et 13.

38. Anselm Jappe, site de France culture, le 6 avril 2020 : www.franceculture.fr/societe/anselm-jappe-esperons-de-garder-ce-que-cette-crise-a-de-positif

39. Pierre-Henri Castel, *Le mal qui vient. Essai bâtif sur la fin des temps*, Le Cerf, 2018, pp. 126-127.

40. Peillon, *op. cit.*, pp. 264 à 267.

existent, ils construisent Auschwitz, et les honnêtes et les désarmés aplanissent leur voie ; c'est pourquoi chaque Allemand, plus, chaque homme, doit répondre d'Auschwitz, et qu'après Auschwitz, *il n'est plus permis d'être sans armes* [je souligne]⁴¹. »

Cependant, notre courage sur le champ de bataille viendra de la force de notre esprit de Résistance et de la conviction que « résister, c'est créer⁴² ». Or, en bonne théologie juive et chrétienne, la création n'est jamais acquise, cristallisée, momifiée dans le sarcophage d'une origine mythique. Elle est toujours continuée, au présent. Elle est résistance⁴³ et réparation du monde⁴⁴ ! Il importe donc, en premier lieu, de forger notre idéal de réparation du monde.

Ce grand bond vers la vie

L'humanité a atteint la limite de son expansion matérielle et de sa croissance mécanique. Adoratrice du Veau d'or, du Moloch et du Béhémoth, elle chute, se dévore elle-même et se délire du cosmos depuis trop longtemps. Nous sommes donc de plus en plus nombreux à comprendre qu'une nouvelle alliance entre nous est nécessaire, mais aussi entre les hommes et le monde vivant, un monde à réenchanter.

Cette nouvelle alliance est la seule voie possible, aujourd'hui, pour continuer d'avancer vers l'émancipation édénique. Elle exige révolte de l'esprit, volonté de partage, éthique de la discussion, respect de toutes les créatures et amour de la vie. Elle passe, de toute façon, par

41. Primo Levi, *Le Système périodique*, « Vanadium », Le Livre de Poche, 1997, p. 265.

42. Peillon, *op. cit.*, pp. 233-311.

43.. Antoine Peillon, « Sur le Psaume VIII », *Évangile et liberté* no 313, novembre 2017 : www.evangelie-et-liberte.net/2017/11/sur-le-psaume-viii/

44. Antoine Peillon, « Eschatologie au présent et source kabbalistique du principe responsabilité », *Sur la terre comme au ciel*, <http://surlaterrecommeauciel.over-blog.com/eschatologie-au-present.html>

la sortie de l'unidimensionnalité de l'homme qui n'est pas que raison, par la fin du règne de la quantité et par le débarras de l'éteignoir matérialiste. Une renaissance métaphysique est au bout de ce chemin, une belle *aurora consurgens*, un esprit de responsabilité vis-à-vis de ce que certains appellent « Création », d'autres « Un-le-Tout ».

Les destins des sociétés humaines et de chaque individu sont liés entre eux, et ils sont liés ensemble à l'évolution de leur environnement⁴⁵. Le geste de l'homme marque son environnement d'une empreinte de plus en plus profonde (Anthropocène !), surtout depuis que la révolution industrielle lui a donné la puissance, parfois déchaînée, des Titans. Toute action produit inmanquablement sa réaction, même si c'est à retardement. Aujourd'hui, nous déchiffrons les signes des temps dans la corruption de l'eau, de l'air et de la terre, dans l'expansion du feu et du fer...

Une civilisation meurt, étouffée sous l'entassement des marchandises et par overdose de pulsions sans désir. Mais une nouvelle Cité se construit déjà selon le « principe responsabilité⁴⁶ ». Resterons-nous les deux pieds au bord de la tombe qui s'ouvre devant l'humanité, ou franchirons-nous d'un nouveau bond le fossé ?

Ce grand bond vers la vie⁴⁷ nécessite, pour s'accomplir pleinement, que l'esprit occidental mondialisé refasse place à l'imaginaire qui le fonde, qu'il continue de l'explorer (l'anthropologie en a fait son chantier, depuis au moins cinquante ans), d'en comprendre le sens,

45. Jakob von Uexküll, *Milieu animal et milieu humain*, Payot & Rivages, 2010. « Là où la science classique voyait un monde unique, qui comprenait à l'intérieur de lui-même toutes les espèces vivantes hiérarchiquement ordonnées, des formes les plus élémentaires jusqu'aux organismes supérieurs, Uexküll suppose au contraire une infinie variété de mondes perceptifs, tous également parfaits et liés entre eux comme sur une gigantesque partition de musique... », in Giorgio Agamben, *L'Ouvert. De l'homme et de l'animal*, Payot & Rivages, 2002.

46. Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Le Cerf, 1990 (Flammarion, collection « Champs », 1998).

47. Deutéronome, 30, 19 : « J'ai placé devant toi la vie et la mort, le bonheur et la calamité. Choisis la vie !, et tu vivras, toi et ta postérité. »

de s'en inspirer, mais aussi qu'il l'entende comme prescription de nouvelles façons de vivre, de travailler et d'aimer.

L'âge du faire

Nous ne sommes donc pas de ces aveuglés ou somnambules, asservis volontaires ou cyniques, qui nient encore l'effondrement de notre monde. Ainsi, dans notre République épuisée, la perpétuation de l'état d'urgence – « état d'exception », en vérité⁴⁸ – ne masque plus les asservissements ultralibéraux, les violences mafieuses ou d'État et la corruption systémique qui attisent la dialectique apocalyptique de la guerre civile mondiale et de la dictature globalisée. La propagande spectaculaire a épuisé de même sa capacité à nous bercer de l'illusion que les crashes du climat et de la biodiversité, ainsi que l'épuisement des ressources naturelles sont sous contrôle de conventions internationales. Enfin, les rituels usés des élections oligarchiques ont atteint partout le seuil d'absurdité à partir duquel les citoyens authentiques entrent en désobéissance civile.

Tous ces verrous posés, les uns après les autres, sur l'état de droit, la démocratie, la raison, la vérité et la fraternité ne font que précipiter la faillite de la démocratie⁴⁹, l'effondrement du monde et l'obsolescence de l'humanité⁵⁰. Déluge et Apocalypse !

48. Giorgio Agamben, *État d'exception. Homo sacer*, II, 1, Le Seuil, 2003 ; Marie Goupy, *L'État d'exception, ou l'impuissance autoritaire de l'État à l'époque du libéralisme*, CNRS, 2016.

49. Raffaele Simone, *Si la démocratie fait faillite*, Gallimard, Le Débat, 2016 ; Hervé Kempf, *L'Oligarchie, ça suffit. Vive la démocratie*, Le Seuil, 2011 et 2013 (nouvelle édition : coll. « Points Essais ») ; Jean Salem, « Élections, pièges à cons ? ». *Que reste-t-il de la démocratie ?*, Flammarion, coll. « Antidote », 2012 ; G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaïd, W. Brown, J.-L. Nancy, J. Rancière, K. Ross, S. Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009 ; Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005.

50. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'homme*, 2 vol., Encyclopédie des nuisances, 2002 et 2011.

Alors, que faire ? Telle est, plus que jamais, la question. Eh bien, faire ! Telle est la réponse. À l'âge de fer d'une fin de l'Histoire postulée par une oligarchie prédatrice et nihiliste qui imagine son empire à l'abri du chaos, son hyper-richesse à l'abri de l'effondrement systémique, nous répondons déjà par l'âge du faire, par le demain – déjà d'aujourd'hui – de l'action civique quotidienne et par la transition.

La défense des *communs* est d'ores et déjà ressuscitée, en France, comme sous d'autres cièux. Mouvements citoyens et collectifs plus ou moins alternatifs, coopératives de production équitable et de *consommation*, associations écologiques et solidaires, expériences de plus en plus larges d'un communalisme démocratique, société collaborative, *buen vivir* et convivialisme international, agroécologie, habitat commun, autonomies énergétiques et alimentaires, monnaies locales, santé participative... : autant de révolutions tranquilles qui refondent la souveraineté des peuples et qui échappent au contrôle paranoïaque, mais de plus en plus virtuel, des oligarques.

En conclusion de son dernier livre, *Vérités d'hier, résistances d'aujourd'hui*, Stéphane Hessel indiquait que l'écologie était devenue le « nouveau combat », nous invitant à nous attaquer, entre autres, « aux problèmes fondamentaux de la Terre et de la dégradation de notre biosphère⁵¹ ». Mais il n'a jamais cessé, aussi, d'appeler à l'accueil des étrangers, au progrès social, à la solidarité économique, à la démocratie et à la non-violence... Les lignes de fond, éthiques et politiques, de la réparation du monde étaient ainsi clairement tracées, partagées par tous ses anciens camarades, vétérans les plus célèbres de la Résistance.

51. Stéphane Hessel, *Vérités d'hier, résistances d'aujourd'hui*, Esprit du temps, 2014, pp. 39-41.

Mais, quelles sont plus précisément ces grandes lignes selon lesquelles une « résistance d'aujourd'hui » s'exprime de plus en plus massivement⁵² ?

Premièrement, la remontée des nationalismes, les fermetures de frontières, les exaspérations xénophobes, communautaristes et fondamentalistes nous obligent à affirmer la nécessité première d'un *cosmopolitisme* renouvelé, fondé sur une idée universaliste de l'homme, et sur le constat lucide qu'un nouveau monde est né, un village planétaire où l'humanité se vit et se comprend désormais comme une et indivisible, chacun devant bénéficier des mêmes droits et aspirant, quelles que soient les cultures particulières, à la dignité⁵³.

Deuxièmement, en ces décennies où le réchauffement du climat et la multiplication des catastrophes naturelles sont patents, nous devons mettre *l'écologie* au cœur de nos vies quotidiennes sans attendre une conversion de l'action publique internationale.

Troisièmement, ces deux premières révolutions ne pourront être réalisées qu'à la condition qu'une *transition culturelle radicale* disqualifie tout à la fois l'idolâtrie de l'argent, le culte de la concurrence et de la croissance, la démoralisation sur fond de nihilisme. En ce

52. À titre d'exemple, le film *Demain* (2015) de Cyril Dion et Mélanie Laurent a enthousiasmé plus d'un million et demi de spectateurs en un an de diffusion, tandis que la journaliste Bénédicte Manier ne cesse de recenser des milliers de « révolutions tranquilles » qui « changent le monde » : *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*, Les Liens qui libèrent, 2012 et 2016 (nouvelle édition augmentée). Cf. aussi : Rob Hopkins, *Ils changent le monde ! 1001 initiatives de transition écologique*, Le Seuil, coll. « Anthropocène », 2014 ; Hugo Carton, Pablo Servigne, Agnès Sinaï, Raphaël Stevens, *Petit Traité de résilience locale*, Charles Léopold Mayer, 2015 ; le journal *L'Âge de faire...*

53. Mireille Delmas-Marty, *Vers un droit commun de l'humanité*, Textuel, coll. « Conversations pour demain », 1996 ; Marie Duru-Bellat, *Pour une planète équitable. L'urgence d'une justice globale*, Le Seuil, 2014 ; Yves-Charles Zarka, *Refonder le cosmopolitisme*, PUF, 2014 ; Michaël Foessel, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Le Seuil, 2012, pp. 243 sq. ; Louis Lourme, *Le Nouvel Âge de la citoyenneté mondiale*, PUF, 2014 ; Olivier Remaud, *Un monde étrange. Pour une autre approche du cosmopolitisme*, PUF, 2015 ; Marc Augé, *L'Avenir des Terriens. Fin de la préhistoire de l'humanité comme société planétaire*, Albin Michel, 2017.

sens, la notion, partagée dans de nombreux pays, et notamment en France, du convivialisme⁵⁴ paraît offrir une solution à la fois politique, philosophique et même spirituelle, en vue du rétablissement de la vie humaine sur le chemin du bien-vivre (*buen vivir*) et de la civilisation pacifique.

Nouvel horizon de jours heureux

D'un point de vue métaphysique, il s'agit d'en finir avec le découragement, l'indifférence, « l'empire du nihilisme ». Le philosophe Jean Vioulac⁵⁵ confirme, très justement, que le nihilisme, défini par Nietzsche, dans les années 1880, comme « dévalorisation de toutes les valeurs », est le chiffre de notre époque qui a subi, pendant le ^{xx}e siècle, « l'extension de la logique marchande [qui] imposait la destruction méthodique et systématique de toute morale susceptible de condamner l'égoïsme et la cupidité, et impliquait par exemple une inversion de la valeur des adjectifs “intéressé” ou “calculateur⁵⁶” ».

Il a mené ainsi une critique primordiale de « l'avènement du marché mondial » : « Le libéralisme, en tant qu'il se définit par l'exigence de la dérégulation et de la désinstitutionnalisation de toutes les activités humaines, est le projet politique de démantèlement complet de l'ordre de la loi, et en cela un des plus puissants moteurs du nihilisme. Mais si le capitalisme condamne l'humanité à sombrer dans les “eaux glacées du calcul égoïste” par l'abolition progressive de toute morale, il est surtout un dispositif de production qui consomme – et donc détruit – réellement la nature et ses ressources en même temps que les peuples du monde. »

54. <http://convivialisme.org/>

55. Jean Vioulac, *La Logique totalitaire*, PUF, coll. « Épiméthée », 2013.

56. Jean Vioulac, « Les eaux glacées du calcul égoïste », *Esprit*, no 403, mars-avril 2014, pp. 132-136.

Après Auschwitz, Hans Jonas, l'auteur du *Principe responsabilité*, a soutenu l'idée du renoncement de Dieu à sa propre puissance. Par l'acte de création, Dieu se serait ainsi privé lui-même de la possibilité d'intervenir dans les affaires sublunaires, laissant à l'homme la mission ou le soin de *réparer le monde*, idée théurgique majeure de la kabbale, depuis le XVI^e siècle, qui a connu son plein développement, à partir de la fin du XIX^e siècle, chez les utopistes libertaires et les écologistes.

Héritiers de cette métaphysique, celles et ceux qui travaillent inlassablement à la réparation de notre monde en cours d'effondrement ouvrent aujourd'hui un nouvel espace de vie, selon les principes espérance et responsabilité animés en synergie⁵⁷. Ainsi se dessine, sans complaisante béatitude ni ruse perverse (allocution télévisée d'Emmanuel Macron, le 13 avril), un nouvel horizon de « jours heureux⁵⁸ ».

Antoine Peillon, grand reporter à La Croix, a travaillé, auparavant, pour de nombreux quotidiens et magazines. Son livre Ces 600 milliards qui manquent à la France. Enquête au cœur de l'évasion fiscale (Le Seuil, 2012) lui a valu le prix Éthique ANTICOR 2012 pour l'investigation). Il a aussi publié Corruption (Le Seuil, 2014), Résistance ! (Le Seuil, 2016), « Voter, c'est abdiquer ! ». Ranimons la démocratie (Don Quichotte, 2017) et Cœur de boxeur. Le vrai combat de Christophe Dettinger (Les Liens qui libèrent, 2019).

57. Avishag Zafrani, *Le Défi du nihilisme. Ernst Bloch et Hans Jonas*, Herman, 2014. Cf. Jonas, *op. cit.* ; Ernst Bloch, *Le Principe espérance*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1976, 1982, 1991.

58. Le programme du Conseil national de la Résistance est intitulé, dans sa première édition, *Les Jours heureux*. Ce texte a été adopté à l'unanimité par le Conseil national de la Résistance français, le 15 mars 1944. Cf. Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui, *Les Jours heureux*, La Découverte, 2010 ; Collectif, *Et nous vivrons des jours heureux*, Actes Sud, 2016.

Crise du Covid-19 : la technopolice profite de la stratégie du choc

Par Benoît Piédallu

En février ou début mars 2020, voyant arriver la lame de fond de la pandémie, personne à La Quadrature du Net n'avait imaginé à quel point elle nous forcerait à mobiliser nos forces. Mobilisé·es à l'époque par la loi Avia (qui transfère des responsabilités de censure aux grandes plateformes), par la promotion de l'interopérabilité (qui imposerait ces mêmes grandes plateformes à se connecter à d'autres outils), ou encore à forcer la main à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) sur la législation des cookies, comment aurions-nous pu penser qu'un événement sanitaire allait bousculer à ce point notre agenda ?

Et pourtant, les premiers sujets sont vite arrivés. Quelques jours après le début du confinement officiel (le 17 mars), Orange a informé les médias que 17 % des Parisien·ne·s avaient quitté la capitale au début du confinement, ce que l'opérateur n'avait pu savoir qu'en utilisant des données de bornage de téléphones mobiles, pourtant non prévues à cette fin. Puis c'est la mise en place d'un système de traçage total de la population dont il a très vite été question. La police, décidant seule de qui avait le droit de se trouver dans les rues ou pas, en profita pour utiliser de manière massive ses drones, de la prévention à la verbalisation, à l'image de

ces vidéos venant de Chine dont tout le monde se moquait pourtant quelques semaines plus tôt. Profitant de cette situation d'urgence, les élus locaux se trouvant sommés d'agir alors qu'ils se trouvaient dans un entre-deux-tours sans fin, de nombreuses entreprises se mirent à proposer, au vu et au su de tous, leurs technologies de surveillance, même gracieusement, sous prétexte de lutte contre la pandémie.

La surveillance de la population est un sujet de lutte depuis bien longtemps entre les associations de défense des droits fondamentaux d'une part, et les entreprises privées et les autorités d'autre part. Passées de paranos à tout juste réalistes à l'occasion de la parution des révélations Snowden en 2015, ces associations ont bénéficié d'une très courte fenêtre de tir avant qu'entreprises spécialisées et politiques pro-surveillance ne reprennent la main. C'est le RGPD, Règlement général sur la protection des données européen, qui en aura bénéficié dans sa rédaction. Mais, dans le fond, jamais le gouvernement français n'aura cessé d'ajouter des réglementations pour installer de nouveaux outils de surveillance de sa population, quand ce ne sont pas des technologies de surveillance mises en œuvre illégalement par différents services, et rendues légales une fois le législateur mis devant le fait accompli.

« Technopolice » est une campagne lancée par la Quadrature en septembre 2019, qui liste, dénonce – et lutte contre – les outils de surveillance urbaine. Qu'il s'agisse de la reconnaissance biométrique, de détection d'événement, d'usage de drones, de croisement et d'analyse algorithmique branchée sur les données urbaines, ils sont, depuis quelques années, déployés en catimini par des collectivités locales, majoritairement sous couvert d'expérimentation. Ce principe est un paravent qui leur permet souvent d'éviter le lancement d'appels d'offres, mais aussi de rassurer la population : en présentant à ses administré·e·s un projet comme « temporaire », un·e responsable politique peut plus facilement, sans avoir à prouver l'efficacité d'un système, le déployer dans l'espace public.

C'est aussi une technique utilisée au niveau national : à l'occasion de la loi de finances 2020, un article prévoyait la mise en place d'une expérimentation de trois ans (*sic*) par laquelle le ministère des Finances se voyait autorisé à capter des données sur divers services en ligne (leboncoin, eBay...), puis à leur appliquer des algorithmes à des fins de lutte contre la fraude fiscale. Et Cédric O demandait encore, fin décembre 2019, la mise en place d'une expérimentation nationale de la technologie de reconnaissance faciale, dont nous demandons de notre côté l'interdiction totale.

Pour chaque déploiement, il existe dans le monde une démonstration de détournement par l'administration : la reconnaissance faciale en Inde, présentée initialement pour retrouver les enfants perdus ? Utilisée pour lister les manifestant·e·s. L'utilisation du *big data* pour lutter contre la fraude fiscale ? Détournée aux Pays-Bas pour discriminer les populations les plus pauvres.

La crise que nous traversons a changé la donne : ces entreprises sécuritaires ne se cachent plus et vont démarcher les collectivités, organismes ou établissements de santé pour leur proposer des outils de surveillance et de contrôle de la population. La police avoue utiliser ses drones sans base légale. Et en profite pour plus que doubler sa flotte à travers un contrat de quatre millions d'euros. Même des entreprises sans activité militaire ou de sécurité s'y mettent, à l'image de Sigfox dont le patron propose, comme solution alternative à l'application de traçage StopCovid, de fournir à la population des bracelets électroniques.

C'est la stratégie du choc qui est à l'œuvre. Profitant du traumatisme des bilans quotidiens de morts par milliers et du confinement imposé à une société animée par le lien social, les profiteurs de crise avancent leurs pions pour ouvrir une place durable à leurs marchés sécuritaires. Pour certains, leurs noms sont connus de toutes et tous : ainsi Orange vend-il à des clients professionnels des statistiques basées sur les déplacements de ses abonnés, sans l'accord de ces derniers. Son nom se retrouve aussi lié

à Dassault Système et Capgemini dans le développement de StopCovid, l'application de traçage de la population.

Tout est mis en œuvre dans l'idée que l'ennemi est le peuple. On lui rend, on le surveille, on le trace, on le verbalise s'il sort de chez lui. On rend responsables les malades, car ce sont certainement ceux qui n'ont pas respecté le confinement. On rend le peuple responsable individuellement en lui faisant porter le poids de la mort des autres. Pas une fois le pouvoir politique, durant cette crise, ne fera amende honorable sur ses manquements. Non : pour les gouvernants, dont les administrations détruisaient encore des masques courant mars, les solutions sont des outils de contrôle (température, port du masque), de surveillance (StopCovid, drones, patrouilles dans les rues), de nouvelles bases de données (extension de ADOC, pour les verbalisations routières, Contact Covid et SIDEPC pour le traçage manuel des « brigades Covid »), ou encore le contrôle de l'information (Désinfox Coronavirus)...

Cet état d'urgence sanitaire, qui impose le confinement et ouvre de nouvelles bases de données de la population, devrait se finir au plus tard au 10 juillet 2020. Mais l'histoire récente montre qu'un état d'urgence temporaire peut aisément être reconduit plusieurs fois, jusqu'à entrer dans le droit commun. Et, même sans une reconduction législative perpétuelle, c'est l'entrée dans les habitudes qui est à craindre.

Le risque, c'est l'effet cliquet : une fois une technologie déployée, l'effort pour la supprimer sera largement supérieur à celui nécessaire pour empêcher son installation. Côté politique, par volonté de rentabiliser un investissement ou par peur de se voir reprocher par son électorat d'avoir réduit l'illusoire protection. Côté population, supprimer une technologie à laquelle les habitants se seront accoutumés demandera un effort considérable. Le déploiement, durant des mois, d'outils de contrôle tend à les faire se fondre dans le décor. Qui ira demander l'abandon d'outils acquis à grands frais (8 000 € la caméra thermique fixe) une fois la pandémie passée ? Et comment

décidera-t-on de la fin de cette pandémie : par l'arrivée d'un vaccin ? Tout comme l'état d'urgence contre le terrorisme a été intégré dans le droit commun, il est possible que l'hypothèse d'un retour du danger sanitaire autorise les autorités à conserver les dispositions prévues pour le Covid-19.

Mais la lutte contre un danger sanitaire est l'objet d'un plan de gestion des risques, pas d'un système de surveillance généralisé et permanent. Un plan qui prévoirait la mise à disposition continue d'un nombre suffisant de masques, et un système hospitalier adapté.

Alors quoi ? Quels outils politiques pour éviter la prolongation d'un état d'exception et cette tentation permanente de cliquer la population ?

Les élus, l'administration, le pouvoir, sont les moteurs, depuis plusieurs dizaines d'années, de cette inflation sécuritaire qui alimente quantité de discours et sert les idéologies politiques. Il faut donc dès maintenant informer l'opinion publique sur les risques qu'il y a à continuer dans cette voie, et la mobiliser pour la mise en place ou le renforcement de garde-fous. Nous proposons quelques pistes pour aller dans ce sens.

- La CNIL est en France l'autorité dont la mission est de veiller au respect des données personnelles, que ce soit par l'État ou les entreprises privées. Avant 2004, toute création de traitement devait passer par une autorisation de la CNIL. Elle n'est, depuis, qu'une autorité consultative dont le pouvoir a été limité aux sanctions contre les entreprises privées. Il est nécessaire que son autorité à l'encontre du législateur soit restaurée, ce qui implique d'améliorer son indépendance, par une augmentation de son budget, un changement du processus de nomination des commissaires, en développant la place de la société civile en son sein ainsi qu'en restituant son pouvoir de blocage réglementaire.

- L'utilisation de l'outil informatique par l'État doit être transparente. Les algorithmes utilisés pour prendre des décisions administratives doivent être publiés dès leur mise en œuvre.

- Afin de garantir une indépendance technique de ces mêmes administrations, il est nécessaire qu'elles utilisent des logiciels libres, que ce soit pour le système d'exploitation ou les logiciels courants.
- Les décisions politiques autour de l'usage de technologies ne doivent pas se faire sans la population. Il est nécessaire pour cela de prévoir à l'école et par la suite une formation suffisante au numérique, à ses conséquences techniques, sociales et politiques.
- L'installation d'outils de contrôle dans l'espace public doit être interdite tant qu'une alternative non automatisée est possible, ce qui exclut la quasi-totalité des outils déployés durant cette crise.
- Une limitation drastique des champs du renseignement (et l'arrêt de l'expérimentation *sine die* des boîtes noires), et un développement de ses contre-pouvoirs.
- Une limitation immédiate de la collecte et de la conservation des données de connexion, en conformité avec la jurisprudence européenne.
- Des sanctions rapides et drastiques contre le secteur du traçage publicitaire en ligne pour faire cesser rapidement les illégalités au regard du RGPD.
- Le développement d'un contre-pouvoir sérieux face aux abus de la police.

Benoît Piédallu, membre et bénévole de La Quadrature du Net depuis 2011. Ingénieur en informatique et titulaire d'un master 2 en Intelligence artificielle, il apporte son expertise technique aux sujets défendus par l'association. Ses thèmes de prédilection sont, parmi d'autres, les données personnelles et données de santé, l'intelligence artificielle, le fonctionnement technique d'Internet et la neutralité du Net, ou encore les outils de surveillance.

Après la crise, le temps de la monnaie verte⁵⁹

Par Thomas Piketty

La crise engendrée par le Covid-19 peut-elle précipiter l'adoption d'un nouveau modèle de développement, plus équitable et plus durable ? Oui, mais à condition d'assumer un changement clair des priorités et de remettre en cause un certain nombre de tabous dans la sphère monétaire et fiscale, qui doit enfin être mise au service de l'économie réelle et d'objectifs sociaux et écologiques.

Il faut d'abord mettre à profit cet arrêt économique forcé pour redémarrer autrement. Après une telle récession, la puissance publique va devoir jouer un rôle central pour relancer l'activité et l'emploi. Mais il faut le faire en investissant dans de nouveaux secteurs (santé, innovation, environnement), et en décidant une réduction graduelle et durable des activités les plus carbonées. Concrètement, il faut créer des millions d'emplois et augmenter les salaires dans les hôpitaux, les écoles et universités, la rénovation thermique des bâtiments, les services de proximité.

Dans l'immédiat, le financement ne pourra se faire que par la dette, et avec le soutien actif des banques centrales. Depuis 2008, ces dernières ont procédé à une création monétaire massive pour sauver les banques de la crise financière qu'elles avaient elles-mêmes provoquée. Le bilan de l'Eurosystème (le réseau de banques centrales

59. Chronique déjà publiée dans *Le Monde* le 9 mai 2020.

piloté par la BCE) est passé de 1 150 milliards d'euros début 2007 à 4 675 milliards fin 2018, c'est-à-dire de 10 % à peine à près de 40 % du PIB de la zone euro (12 000 milliards d'euros).

Sans doute cette politique a-t-elle permis d'éviter les faillites en cascade qui avaient entraîné le monde dans la dépression en 1929. Mais cette création monétaire, décidée à huis clos et sans encastrement démocratique adéquat, a aussi contribué à doper les cours financiers et immobiliers et à enrichir les plus riches, sans résoudre les problèmes structurels de l'économie réelle (manque d'investissement, hausse des inégalités, crise environnementale).

Or il existe un risque réel que l'on se contente de continuer dans la même direction. Pour faire face au Covid-19, la BCE a lancé un nouveau programme de rachat d'actifs. Le bilan de l'Eurosystème a bondi, passant de 4 692 milliards au 28 février à 5 395 milliards au 1^{er} mai 2020 (suivant les données publiées par la BCE le 5 mai). Pour autant, cette injection monétaire massive (700 milliards en deux mois) ne suffira pas : le spread de taux d'intérêt en défaveur de l'Italie, qui s'était abaissé mi-mars à la suite des annonces de la BCE, est très vite reparti à la hausse.

Que faire ? D'abord prendre conscience que la zone euro restera fragile tant qu'elle fera le choix de soumettre ses dix-neuf taux d'intérêt à la spéculation des marchés. Il faut d'urgence se donner le moyen d'émettre une dette commune dotée d'un seul et même taux d'intérêt. Contrairement à ce que l'on entend parfois, l'objectif est avant tout de mutualiser le taux d'intérêt et non d'obliger certains pays à rembourser la dette des autres. Les pays qui se disent le plus en pointe sur cette question (France, Italie, Espagne) doivent formuler une proposition précise et opérationnelle, avec au passage la création d'une Assemblée parlementaire permettant de superviser l'ensemble (sur le modèle de l'Assemblée franco-allemande créée l'an dernier, mais avec de réels pouvoirs, et ouverte à tous les pays qui le souhaitent). L'Allemagne, qui est pressée par ses juges constitutionnels de clarifier sa relation à

l'Europe, choisira sans doute de participer dès lors qu'une proposition solide sera sur la table et que ses principaux partenaires seront prêts à avancer. En tout état de cause, l'urgence interdit de rester les bras ballants en attendant l'unanimité, qui ne viendra pas.

Ensuite et surtout, il faut assumer le fait que la création monétaire serve à financer la relance verte et sociale, et non à doper les cours de Bourse. Le gouvernement espagnol a proposé que l'on émette entre 1 000 et 1 500 milliards d'euros de dette commune (environ 10 % du PIB de la zone euro), et que cette dette sans intérêts soit prise en charge sur le bilan de la BCE sur une base perpétuelle (ou à très long terme). Rappelons à ce sujet que la dette extérieure allemande a été gelée en 1953 (et définitivement supprimée en 1991), et que le reste de l'énorme dette publique de l'après-guerre a été éteint par un prélèvement exceptionnel sur les plus hauts patrimoines financiers (ce qu'il faudra également faire). La proposition espagnole doit être soutenue, et répétée s'il le faut, tant que l'inflation demeure modérée. Précisons que les traités ne donnent pas de définition de l'objectif de stabilité de prix (c'est la BCE qui a fixé la cible de 2 % : cela pourrait aussi être 3 % ou 4 %). Ces mêmes traités indiquent que la BCE doit concourir à la réalisation des objectifs généraux de l'Union, qui incluent le plein-emploi, le progrès social et la protection de l'environnement (Traité sur l'Union européenne, art. 3).

Ce qui est certain, c'est qu'il est impossible de réunir de telles sommes sans faire appel à l'emprunt. Ceux, à Bruxelles, qui évoquent des chiffres faramineux sur le Green Deal sans proposer de financements ne grandissent pas la politique. Par définition, cela veut dire qu'ils recyclent des sommes déjà promises ailleurs (par exemple, en reprenant des ressources au maigre budget de l'UE, qui est à peine de 150 milliards d'euros par an, soit 1 % du PIB européen), qu'ils comptent plusieurs fois les mêmes dépenses, ou bien qu'ils additionnent les apports publics et privés (avec des effets de levier à faire pâlir d'envie tous les spéculateurs de la planète), le plus souvent tout à

la fois. Ces pratiques doivent cesser. L'Europe court un danger mortel si elle ne montre pas à ses citoyens qu'elle est capable de se mobiliser face au Covid au moins autant qu'elle l'a fait pour ses banques.

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et professeur à l'École d'économie de Paris, Thomas Piketty est l'auteur du Capital au XXI^e siècle (2013) et de Capital et idéologie (2019).

Mai 2020, rendez-vous historique : que faire ?

Par Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon

La crise sanitaire liée au Covid-19 est sans précédent par son ampleur et la rapidité de sa propagation. Il s'agit de la première secousse d'un séisme mondialisé dont les répliques ne manqueront pas de s'enchaîner. Cette pandémie est en effet une des conséquences de la déforestation, du pillage de la nature, de l'urbanisation intensive et du dérèglement climatique dont la seule cause est le système capitaliste qui, dans sa frénésie productiviste, offre désormais à des virus d'origine animale la possibilité de s'introduire de manière pathogène dans l'homme. L'exploitation capitaliste a toujours fait flèche de tout bois pour enrichir les détenteurs du capital en liant l'exploitation des hommes à celle des animaux et des végétaux.

« **Nous sommes en guerre !** »

« Nous sommes en guerre », a martelé à six reprises, le 16 mars 2020, le fondé de pouvoir de l'oligarchie à l'Élysée, sur un ton glacial et martial. Tous unis contre un méchant virus ? Le Covid-19 n'est en réalité qu'un nouveau champ de bataille dans la guerre de classes que les plus riches mènent contre les plus démunis. La pandémie doit donc impérativement être présentée comme un simple problème de santé afin de cacher la responsabilité des capitalistes dans le dérèglement

climatique ! Ne nous trompons pas de colère et méfions-nous des milliardaires, comme le chante si bien la Compagnie Jolie Môme !

La « stratégie du choc »

L'oligarchie met à profit les catastrophes, pandémies, attentats, inondations ou feux géants, pour aggraver l'exploitation du travail, et réduire toujours plus les libertés⁶⁰. Nous sommes, en ce mois de mai 2020, sous le « choc » de la pandémie du Covid-19, confinés dans la peur et la sidération. Le gouvernement en a très vite profité pour instituer un état d'urgence sanitaire et social qui déroge au Code du travail pour donner les pleins pouvoirs aux employeurs. Le 2 mai, cet état d'urgence est reconduit jusqu'au 10 juillet. Occasion rêvée pour prendre par ordonnances des mesures à la défaveur des travailleurs. Face aux critiques et à la colère contre une gestion de cette pandémie chaotique et peu responsable, la nomination du général Richard Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) de 2016 à 2019, comme chargé d'une mission d'évaluation de l'organisation interministérielle de la gestion de crise du Covid-19, auprès d'Édouard Philippe à Matignon, est un signal fort inquiétant envoyé aux contestataires. La carrière de ce haut gradé de l'armée a été marquée par la mise en place de l'état d'urgence après les attentats de *Charlie Hebdo* en 2015, par la répression contre les Gilets jaunes et les nombreux mutilés avec l'usage de LBD 40, et l'opération militaire d'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes avec plusieurs centaines de blessés.

Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, a, de son côté, passé une commande bien menaçante d'« aérosols lacrymogènes à diffusion

60. Naomi Klein, *La Stratégie du choc, le capitalisme du désastre*, Actes Sud, Arles, 2008.

dispersive » pour plus de 3,6 millions d'euros⁶¹ ! L'« union sacrée » chère à Emmanuel Macron, imposée de manière autoritaire par les forces de police et de gendarmerie, sera certainement le moyen de faire payer la crise par le peuple de France et non par les grandes fortunes, qui continuent cyniquement à s'enrichir en millions d'euros, comme l'ont confirmé les assemblées générales des actionnaires, en mars 2020, chez Publicis, L'Oréal ou Free.

Que faire ?

Le rendez-vous de l'après-confinement sera inédit et historique. L'échec du capitalisme mondialisé est patent. Depuis 2016, la Banque centrale européenne (BCE) propose aux banques commerciales des prêts à taux négatifs, les payant donc pour qu'elles empruntent, avec l'espoir, mais sans contrôle, que ces prêts profitent aux entreprises et aux particuliers, et non à la spéculation où sont pourtant les meilleurs gains ! Depuis 1945, l'émission de monnaie n'est plus fondée sur les réserves d'or, sauf pour le dollar, qui en a été affranchi en 1971. Cette mesure a permis au système capitaliste de rebondir grâce à la création de monnaie de singe en faisant tourner la planche à billets. La financiarisation de l'économie, de la politique et des biens communs que sont l'éducation, la santé, mais aussi la nature et le climat, fonde le néolibéralisme. Mais aujourd'hui la planète est épuisée par la pollution liée aux gaz à effet de serre, la fonte des glaciers, et bientôt la décongélation du permafrost de Sibérie, une bombe à retardement puisque ce magma, congelé depuis trente mille ans, contient des virus et des gaz à effet de serre en quantité deux fois supérieure à ceux qui nous menacent déjà. Il faut donc, à la fois, s'installer dans une perspective anticapitaliste, tout en construisant les meilleures fondations

61. *Reporterre*, 13 avril 2020.

pour aboutir à la suppression de la propriété privée lucrative de ce qui relève des biens communs.

Emmanuel Macron a d'ailleurs reconnu explicitement, lors de son allocution présidentielle du 12 mars 2020, que le capitalisme était incompatible avec l'avenir d'une planète aux ressources en état de finitude. Il s'est dit prêt à « interroger le modèle dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour ». Une manipulation de plus de celui qui a achevé la mise à mal de l'État-providence, au service de l'intérêt général, au bénéfice d'un État néolibéral au service des plus riches.

La politique est donc aux mains des puissances d'argent. Le décalage entre la France de l'arrogance des membres du parti politique d'Emmanuel Macron, et le courage des soignants, des pompiers, des éboueurs ou des caissières de supermarchés, pendant la crise du Covid-19, prouve que ce ne sont pas les bonnes personnes qui sont aux commandes. Un coup de balai est donc urgent et nécessaire. La reconnaissance du vote blanc dans les suffrages exprimés peut aider à y voir plus clair dans l'illégitimité de nombreux politiciens qui font de la politique leur carrière professionnelle. Alors que les employés et les ouvriers représentent plus de la moitié de la population active, ils sont quasi absents des assemblées parlementaires. Des quotas et/ou le tirage au sort pourraient enfin mettre la France à l'heure de la démocratie. Mais ce combat serait vain si les médias et les instituts de sondage restaient la propriété de quelques milliardaires. Le totalitarisme de la pensée unique devra être relégué dans les poubelles de l'histoire, et « les chiens de garde » obligés de céder leur place à de vrais journalistes d'information ouverts au pluralisme des points de vue.

Quant aux méthodes, elles seront ce que le rapport des forces permettra, la préférence allant à la non-violence, la violence étant du côté des riches capitalistes. La colère saine et juste du combat anticapitaliste pour sauver la planète et l'humanité aura pour elle la force

du nombre, dans une solidarité nécessaire et si possible heureuse et conviviale.

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon sont sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS, auteurs de nombreux livres sur l'aristocratie de l'argent, dont Le président des ultra-riches, chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron (Zones, 2019).

Nous pensons tous à demain

Par Régis Portalez

Introduction : de la Résistance à l'action

Nous pensons tous à demain. Et pour ce qui nous concerne aux « jours heureux », ce programme au nom devenu mythique. En réalité, ce texte visionnaire vient de loin. Inspiré par différents rapports et travaux de 1943, il a été adopté en 1944 par le Conseil national de la Résistance. Résistance ! Le mot peut sembler fort et comme toujours on rechigne à invoquer l'Histoire de peur de le faire en vain. Mais Résistance à quoi précisément ? À une tyrannie : celle du capitalisme actionnarial.

Mais alors, que faire ? Une ligne d'horizon : instaurer dans les faits les grands idéaux de la Révolution incarnés dans notre devise inventée par Maximilien Robespierre : Liberté, Égalité, Fraternité. Un moyen : Changer les structures politiques et sociales de fond en comble. Un objectif : la République sociale et la démocratie pleine. Voilà un plan de bataille.

La quête de l'émancipation se heurte indéfiniment à des intérêts contradictoires et à la recapture de la puissance du social. Elle se heurte aussi aux dominants qui deviennent d'autant plus violents qu'ils sont près de la chute.

Pour autant, un réformisme timide ne mènera à rien. Partout, à la manière des Gilets jaunes, il faut faire irruption dans l'espace

public pour porter ce message : l'urgence est à la révolution sociale et démocratique.

Constat : l'ouvrier, les masques et la planète

À l'échelle microscopique, l'ouvrier est coupé de son outil de production et du produit de son travail qui appartiennent et profitent à un autre. Il n'est plus qu'un maillon interchangeable de la chaîne de reproduction du capital, plus ou moins haut placé dans la hiérarchie.

Cette inégalité structurelle entre détenteurs de capitaux et travailleurs apparaît avec toute sa violence et son injustice si l'on sait qu'un homme en vaut un autre.

À l'échelle des consciences, le capital ne connaît pas de limite. En détenant des médias et en finançant des campagnes électorales ou des *think tanks*, il fabrique et manipule les opinions. par tout moyen, il influence la décision publique dans son seul intérêt. Et si ça ne suffit pas, il dégaine le chantage à l'investissement ou à l'emploi.

« Un homme, une voix », il nous le laisse, mais seulement le jour des élections. Avant comme après, c'est la détention de capitaux qui compte.

À l'échelle internationale, le capital s'est hissé au-dessus des nations. Les capitaux se meuvent librement d'un pays à un autre, au gré des facilités fiscales, des droits des salariés et des niveaux de salaire. De multiples institutions internationales (UE, FMI, OMC, G7, OTAN, etc.) sont là pour garantir cette liberté d'action et de circulation, le capital s'étant lui-même construit le cadre institutionnel de son épanouissement.

Avec la complicité active des gouvernants, les États se retrouvent organisateurs des conditions de reproduction du capital *via* leurs corpus législatifs et leur appareil répressif. Dès lors, les appareils productifs se sont progressivement déplacés pour augmenter ou maintenir le taux de profit.

Il n'y a pas à chercher plus loin la gravité de la crise sanitaire que nous vivons : globalisation des chaînes d'approvisionnement. les médicaments, les masques, les tests sont produits ailleurs parce que c'est plus rentable. Ils ne sont plus là quand nous en avons mortellement besoin.

Quant au désastre économique et social qui s'annonce à la suite de cette épidémie, il sera également soumis à la globalisation des risques financiers et à la voracité actionnariale. L'emprise du capital sur la dette des états et la création monétaire fera peut-être de cette crise à venir un désastre sans précédent.

La démocratie, ou ce qu'il en reste, est rognée de toute part. comment pourrait-il en être autrement puisque l'essentiel du contenu est considéré comme déjà élu ? Tout ce qui veut sérieusement remettre en cause la domination de l'argent est voué à la tempête médiatique et à la répression policière. Les Gilets jaunes sont là pour le prouver. Leurs 42 revendications de début décembre 2018, pourtant parfaitement raisonnables et dans la ligne du cnr, leur ont valu trois morts et 2 500 blessés dont 27 éborgnés. La voilà la tête de la démocratie sous emprise du capital. Et voilà qui donne sa consistance au mot résistance.

Plus grave encore, l'humanité elle-même est menacée par la surexploitation des ressources et les désastres climatiques qui s'ensuivent. L'exigence de rendement constant, ou pire croissant, est à l'évidence incompatible avec la finitude de notre environnement. La limite théorique nous apparaît un peu plus concrète à chaque catastrophe mais croyez-vous qu'ils vont lâcher dans le calme ?

Perspectives : la devise républicaine est révolutionnaire

Voilà l'ordre des choses qu'il faut abattre. Mais que faire demain ? Être des hommes libres. Partout, il faut surgir pour l'exiger et dénoncer

la forfaiture de ceux qui prétendent changer les choses sans s'attaquer aux structures. toujours, il faut inventer des formes nouvelles de lutte et d'expression populaire, comme les gilets jaunes ont su le faire sur les ronds-points (l'Étoile en tête) ou les danseurs de l'opéra contre la réforme des retraites : la vivacité d'un mouvement se mesure à sa créativité. La réponse du pouvoir mesure la pertinence du geste.

À mon échelle, j'ai rejoint le 1^{er} décembre 2018 les Gilet jaunes en grande tenue de polytechnique. La plainte portée contre moi a montré que l'idée était bonne et a catalysé la création d'un groupe de 160 élèves et anciens. L'accumulation des initiatives de tous les genres permettra de reconquérir l'hégémonie culturelle et de rééquilibrer le rapport de force. Propager autour de soi les idées révolutionnaires de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est préparer la révolution et justement, les jours heureux :

Instaurons la Liberté.

Quand a-t-on pu vraiment décider collectivement de notre propre destin ? Jamais pleinement, à l'exception de brèves parenthèses historiques plus ou moins vite refermées. Il est temps d'en ouvrir une autre. Le temps est venu de la révolution sociale et du développement humain.

Décidons dans la cité, décidons au travail, décidons dans nos vies. Réunissons l'ouvrier et ses œuvres, le citoyen et la loi, le peuple et l'État. La propriété ne doit qu'être comprise comme la liberté de jouir des fruits de son seul travail propre. Le capital asservit là où la socialisation libère.

Chérissons l'Égalité.

Il n'y a pas de liberté sans égalité. Garantissons l'égalité dans l'accès aux biens matériels nécessaires : un toit, un repas, des soins, des études, une retraite : que les temps productivistes nous aient au moins libérés de la précarité des conditions de vie matérielle.

Les ressources naturelles appartiendront à tous, c'est-à-dire à personne. Leur exploitation sera assurée par des organisations

sociales : des services publics chargés d'en distribuer équitablement les fruits et d'en garantir le renouvellement.

Garantissons aussi l'égalité dans l'accès à l'immatériel tout aussi nécessaire à l'accomplissement d'une bonne vie : l'information, la justice, la science, les arts, la nature.

Cultivons la Fraternité.

L'État, dépositaire de la puissance du peuple et responsable devant lui en permanence sera au service de tous et des faibles en premier. L'ensemble protégeant chacun : l'État social, mais aussi la simple humanité entre citoyens deviendra la loi générale.

Les jours heureux sont en réalité à portée de main si le peuple décide de mettre à bas les tyrans qui nous asservissent. La Fraternité entre toutes et tous pourra alors être ce ciment républicain collectif qui rend la politique si belle quand elle est menée pour l'intérêt général.

Alors, pensons à demain !

Régis Portalez, Gilet jaune, est cofondateur de X-Alternative, groupe de polytechniciens attaché à la République Sociale.

Le monde qui marchait sur la tête...⁶²

Par Coline Serreau

Le gouvernement gère l'épidémie comme il peut... mais les postures guerrières sont souvent inefficaces face aux forces de la nature. Les virus sont des êtres puissants, capables de modifier notre génome, traitons-les sinon avec respect, du moins avec modestie. Apprenons à survivre parmi eux, à s'en protéger en faisant vivre l'espèce humaine dans des conditions sanitaires optimales qui renforcent son immunité et lui donnent le pouvoir d'affronter sans dommage les microbes et virus dont nous sommes de toute façon massivement entourés, car nous vivons dans la grande soupe cosmique où tout le monde doit avoir sa place. La guerre contre les virus sera toujours perdue, mais l'équilibre entre nos vies et la leur peut être gagné si nous renforçons notre système immunitaire par un mode de vie non mortifère.

Dans cette crise, ce qui est stupéfiant c'est la rapidité avec laquelle l'intelligence collective et populaire se manifeste.

En quelques jours, les Français ont établi des rites de remerciement extrêmement suivis, un des plus beaux gestes politiques que la France ait connu, comme en prolongement des grèves contre la réforme des retraites et de l'action des Gilets jaunes : crier haut et fort ceux qui sont importants dans nos vies, ce qui nous importe. Dans notre pays,

62. Article publié dans *Mediapart* le 24 mars 1er avril 2020.

ceux qui assurent les fonctions essentielles, celles mêmes qui font tenir debout une société, sont sous-payés, méprisés. Les aides-soignantes, les infirmières et infirmiers, les médecins qui travaillent dans les hôpitaux publics, le personnel des écoles, les instituteurs, les professeurs, les chercheurs, touchent des salaires de misère tandis que des jeunes crétins arrogants sont payés des millions d'euros par mois pour mettre un ballon dans un filet.

Dans notre monde, le mot paysan est une insulte, mais des gens qui se nomment « exploitants agricoles » reçoivent des centaines de milliers d'euros pour faire mourir notre terre, nos corps et notre environnement tandis que l'industrie chimique prospère.

Et voilà que le petit virus remet les pendules à l'heure, voilà qu'aux fenêtres, un peuple confiné hurle son respect, son amour, sa reconnaissance pour les vrais soldats de notre époque, ceux qui sont prêts à donner leur vie pour sauver la nôtre alors que depuis des décennies les gouvernements successifs se sont acharnés à démanteler nos systèmes de santé et d'éducation, alors que les lobbies règnent en maîtres et arrosent les politiques avec le fric de la corruption.

Nous manquons d'argent pour équiper nos hôpitaux, mais bon sang, prenons l'argent où il se trouve, que les GAFAs payent leurs impôts, qu'ils reversent à la société au minimum la moitié de leurs revenus. Car après tout, comment l'ont-ils gagné cet argent ? Ils l'ont gagné parce qu'il y a des peuples qui forment des nations, équipées de rues, d'autoroutes, de trains, d'égouts, d'électricité, d'eau courante, d'écoles, d'hôpitaux, de stades, et j'en passe, parce que la collectivité a payé tout cela de ses deniers, et c'est grâce à toutes ces infrastructures que ces entreprises peuvent faire des profits. Donc ils doivent payer leurs impôts et rendre aux peuples ce qui leur est dû.

Il faudra probablement aussi revoir la question de la dette qui nous ruine en enrichissant les marchés financiers. Au cours des siècles passés, les rois de France ont très régulièrement décidé d'annuler la dette publique, de remettre les compteurs à zéro.

Je ne vois pas comment à la sortie de cette crise, quand les comptes en banque des petites gens seront vides, quand les entreprises ne pourront plus payer leurs employés qui ne pourront plus payer leurs loyers, l'électricité, le gaz, la nourriture, comment le gouvernement pourra continuer à gaspiller 90 % de son budget à rembourser une dette qui ne profite qu'aux banquiers.

J'espère que le peuple se lèvera et réclamera son dû, à savoir d'exiger que la richesse de la France, produite par le peuple, soit redistribuée au peuple et non à la finance internationale. Et si les autres pays font aussi défaut sur leur dette envers nous, il faudra relocaliser, produire de nouveau chez nous, se contenter de nos ressources, qui sont immenses, et détricoter une partie de la mondialisation qui n'a fait que nous appauvrir.

Et le peuple l'a si bien compris qu'il crie tous les soirs son respect pour ceux qui soignent, pour la fonction soignante, celle des mères, des femmes et des hommes qui font passer l'humain avant le fric.

Ne nous y trompons pas, il n'y aura pas de retour en arrière après cette crise. Parce que malgré cette souffrance, malgré ces deuils terribles qui frappent tant de familles, malgré ce confinement dont les plus pauvres d'entre nous payent le plus lourd tribut, à savoir les jeunes, les personnes âgées isolées ou confinées dans les EHPAD, les familles nombreuses, coincés qu'ils sont en ville, souvent dans de toutes petites surfaces, malgré tout cela, le monde qui marchait sur la tête est en train de remettre ses idées à l'endroit.

Où sont les vraies valeurs ? Qu'est-ce qui est important dans nos vies ?

Vivre virtuellement ? Manger des produits issus d'une terre martyrisée et qui empoisonnent nos corps ? Enrichir par notre travail ceux qui se prennent des bonus faramineux en gérant les licenciements ? Encaisser la violence sociale de ceux qui n'ont eu de cesse d'appauvrir le système de soin et nous donnent maintenant des leçons de solidarité ?

Subir une médecine uniquement occupée à soigner les symptômes sans se soucier de prévention, qui bourre les gens de médicaments qui les tuent autant ou plus qu'ils ne les soignent ? Une médecine aux ordres des laboratoires pharmaceutiques ?

Alors que la seule médecine valable, c'est celle qui s'occupe de l'environnement sain des humains, qui proscrit tous les poisons, même s'ils rapportent gros. Pourquoi croyez-vous que ce virus qui atteint les poumons prospère si bien ? Parce que nos poumons sont malades de la pollution et que leur faiblesse offre un magnifique garde-manger aux virus.

En agriculture, plus on cultive intensivement sur des dizaines d'hectares des plantes transformées génétiquement ou hybrides dans des terres malades, plus les prédateurs, ou pestes, les attaquent et s'en régalent, et plus il faut les arroser de pesticides pour qu'elles survivent : c'est un cercle vicieux qui ne peut mener qu'à des catastrophes.

Mais ne vous faites pas d'illusions, on traite les humains les plus humbles de la même façon que les plantes et les animaux martyrisés.

Dans les grandes métropoles du monde entier, plus les gens sont entassés, mal nourris, respirent un air vicié qui affaiblit leurs poumons, plus les virus et autres « pestes » seront à l'aise et attaqueront leur point faible : leur système respiratoire.

Cette épidémie, si l'on a l'intelligence d'en analyser l'origine et la manière de la contrer par la prévention plutôt que par le seul vaccin, pourrait faire comprendre aux politiques et surtout aux populations que seuls une alimentation et un environnement sains permettront de se défendre efficacement et à long terme contre les virus.

Le confinement a aussi des conséquences mentales et sociétales importantes pour nous tous, soudain un certain nombre de choses que nous pensions vitales se révèlent futiles. Acheter toutes sortes d'objets, de vêtements, est impossible et cette impossibilité devient un bonus : d'abord en achetant moins on devient plus riches.

Et comme on ne perd plus de temps en transports harassants et polluants, soudain on comprend combien ces transports nous

détruisaient, combien l'entassement nous rendait agressifs, combien la haine et la méfiance dont on se blindait pour se préserver un vague espace vital, nous faisait du mal. On prend le temps de cuisiner au lieu de se gaver de *junk food*, on se parle, on s'envoie des messages qui rivalisent de créativité et d'humour.

Le télétravail se développe à toute vitesse, il permettra plus tard à un nombre croissant de gens de vivre et de travailler à la campagne, les mégapoles pourront se désengorger.

Pour ce qui est de la culture, les peuples nous enseignent des leçons magnifiques : la culture n'est ni un vecteur de vente, ni une usine à profits, ni la propriété d'une élite qui affirme sa supériorité : la culture est ce qui nous rassemble, nous console, nous permet de vivre et de partager nos émotions avec les autres humains.

Quoi de pire qu'un confinement pour communiquer ? Et pourtant les Italiens chantent aux balcons, on a vu des policiers offrir des sérénades à des villageois pour les reconforter, à Paris des rues entières organisent des concerts du soir, des lectures de poèmes, des manifestations de gratitude, c'est cela la vraie culture, la belle, la grande culture dont le monde a besoin, juste des voix qui chantent pour juguler la solitude.

C'est le contraire de la culture des officines gouvernementales qui ne se sont jamais préoccupées d'assouvir les besoins des populations, de leur offrir ce dont elles ont réellement besoin pour vivre, mais n'ont eu de cesse de conforter les élites, de mépriser toute manifestation culturelle qui plairait au bas peuple.

En ce sens, l'annulation du Festival de Cannes est une super bonne nouvelle.

Après l'explosion en plein vol des Césars manipulés depuis des années par une mafia au fonctionnement opaque et antidémocratique, après les scandales des abus sexuels dans le cinéma, dont seulement une infime partie a été dévoilée, le Festival de Cannes va lui aussi devoir faire des révisions déchirantes et se réinventer. Ce Festival de Cannes

qui déconne, ou festival des connes complices d'un système rongé par la phallocratie, par la corruption de l'industrie du luxe, où l'on expose complaisamment de la chair fraîche piquée sur des échasses, pauvres femmes porte-manteaux manipulées par les marques, humiliées, angoissées à l'idée de ne pas assez plaire aux vieillards aux bras desquels elles sont accrochées comme des trophées, ce festival, mais venez-y en jeans troués et en baskets les filles, car c'est votre talent, vos qualités d'artiste qu'il faut y célébrer et non pas faire la course à qui sera la plus à poil, la plus pute !

Si les manifestations si généreuses, si émouvantes des peuples confinés pouvaient avoir une influence sur le futur de la culture, ce serait un beau rêve !

Pour terminer, je voudrais adresser une parole de compassion aux nombreux malades et à leurs proches, et leur dire que du fin fond de nos maisons ou appartements, enfermés que nous sommes, nous ne cessons de penser à eux et de leur souhaiter de se rétablir. Je ne suis pas croyante, les prières m'ont toujours fait rire, mais voilà que je me prends à prier pour que tous ces gens guérissent. Cette prière ne remplacera jamais les soins de l'hôpital, le dévouement héroïque des soignants et une politique sanitaire digne de ce nom, mais c'est tout ce que je peux faire, alors je le fais, en espérant que les ondes transporteront mon message, nos messages, d'amour et d'espoir à ceux qui en ont besoin.

Coline Serreau est une actrice, réalisatrice, scénariste, compositrice et chef de chœur française. Elle a notamment écrit et dirigé les films Trois hommes et un couffin, La Crise et La Belle Verte.

L'entraide, pour résister

Par Pablo Servigne

Des barbaries, comme dit Edgar Morin, il y en a deux : la vieille, la bête immonde, celle des guerres, des fascismes, de la haine, des dominations, des massacres et des destructions ; et puis il y a celle des costumes-cravates, du papier glacé, froide et calculatrice, managériale, fondée sur le profit et la rationalisation de tout. Les deux déshumanisent, dévitalisent, et finissent par tout détruire dans un tourbillon de poussière.

On pourrait en ajouter une troisième, celle qui nous coupe des autres espèces, et qui, par aveuglement, nous fait croire que nous sommes seuls maîtres à bord de notre petit vaisseau spatial, la Terre, et in fine, que tout ce qui bouge est à piller, utiliser, traiter, manger, exploiter. Dans les trois cas, il y a la conversion de sujets – humains ou êtres vivants – en objets.

La première barbarie n'est jamais loin, elle ressurgit un peu partout autour du globe, à la faveur de dictateurs en manque de domination. La deuxième est aux manettes dans presque toutes les démocraties modernes. La troisième est partout, sauf chez quelques rares peuples premiers.

Contre l'économie asociale et égoïste

La barbarie en col blanc est la plus pernicieuse, car elle est commune aux trois : elle véhicule l'imaginaire d'un monde peuplé d'égoïstes, d'une nature

mauvaise et compétitive, où ne régnerait qu'une seule loi, la loi du plus fort. Ce fondement philosophique de l'économie libérale est extrêmement toxique, car il provoque un épuisement des individus mis en compétition les uns avec les autres. Dans cette course au profit, tout le monde se retrouve seul, dépourvu de liens et de sens, dépourvu d'humanité.

Il ne s'agit pas de rejeter en bloc la compétition, et encore moins de nier son existence. Le problème est de l'institutionnaliser, d'en faire une idéologie, et de ne fonder les rapports sociaux que sur ça. La compétition est stressante et risquée. Les autres espèces l'ont compris depuis longtemps. Elles la supportent ponctuellement pour marquer un territoire ou pour l'accès à la reproduction. Chez les sportifs, il s'agit bien de stimuler pour faire progresser les individus... bien préparés au combat ! Mais pour tous les autres, la compétition est vite toxique... pour les corps et pour la cohésion des sociétés.

Quand nommera-t-on les choses par leur nom ? L'économie classique, libérale, se targue d'être la référence, fière de donner le second rôle à la petite « économie sociale et solidaire ». Mais alors, appelons un chat un chat : l'économie dominante est en réalité une économie asociale et égoïste. Point barre.

Un grand méchant loup pour s'unir

Pour souder les individus d'un groupe, ou des groupes entre eux, rien de tel qu'un adversaire commun, un adversaire très puissant. Aujourd'hui, le Covid-19 et le dérèglement climatique sont des menaces globales qui ont la capacité de rassembler les humains à l'échelle globale autour d'une cause commune. Ils pourraient faire office de grand méchant loup. Mais le sont-ils réellement ? Comment « lutter » contre le dérèglement climatique sinon en s'opposant à ceux qui le provoquent ? C'est-à-dire à des multinationales et des gouvernements. Les véritables adversaires sont ceux qui bousillent les conditions de vie sur terre, ainsi

que les conditions de faire société. Ce sont des personnes, mais aussi des organisations, des idéologies, et un imaginaire.

D'ailleurs, les hérauts de la compétitivité ne lâcheront pas l'affaire aussi vite. Ils ont aussi compris qu'il fallait qu'ils s'entraident pour garder leurs privilèges.

Nous n'avons donc pas d'autre choix que de retrouver le sens du collectif, les alliances stratégiques, afin de peser dans les rapports de force. Il faut fournir à l'ensemble de la population une trousse à outils conceptuelle pour arriver à mieux coopérer. Pour constituer (et instituer !) cette opposition au grand méchant loup, il n'y a pas d'autre choix que de dépasser les divergences et d'aller au-delà des étiquettes bien confortables que chaque petit groupe s'était constituées.

Bien sûr, cela demande de trouver un terrain commun, de mettre en avant des valeurs partagées, et de travailler (ensemble !) à rendre constructives les réelles divergences (sont souvent très minoritaires). Et on est prié de laisser les ego au vestiaire ! Cette ouverture aux autres ne peut se faire qu'en partageant nos faiblesses, nos lacunes et nos vulnérabilités, en toute authenticité.

Il y a mille petits réglages à faire, les mécanismes de l'entraide sont si complexes... Il est donc nécessaire de mettre les mains dans le cambouis, de redevenir vraiment compétents en coopération, en altruisme, en solidarité, en entraide. Et lorsqu'il y aura des business schools entièrement dédiées à ces matières, avec des prix Nobel récompensant des recherches sur l'altruisme, alors là, on pourra parler sérieusement d'un projet de société ! En attendant, l'entraide sera de l'ordre de l'éducation populaire...

L'entraide comme récit

L'idéologie de la compétition généralisée, et le mythe de la loi de la jungle sont très puissants. Beaucoup de gens restent persuadés que la

nature – et par extension la nature humaine – est majoritairement une histoire de compétition, d'égoïsme et de violence. Ils pensent que si les gouvernements disparaissaient, on irait retrouver un état prétendument « sauvage », c'est-à-dire une lutte de tous contre tous. Mais c'est une croyance, c'est un récit, c'est un imaginaire qui colore nos pensées !

Il en va de même pour l'entraide : c'est évidemment un faisceau de faits, de théories et d'observations, mais c'est surtout un nouveau récit, un récit commun, un récit qui donne envie d'agir, qui redonne confiance en notre capacité à nous unir et à retrouver une puissance d'agir.

Ce que les sciences ont découvert ces dernières décennies est tout bonnement incroyable. Partout dans l'éventail du vivant, l'entraide était et reste présente, des humains aux champignons, du phytoplancton aux arbres, en passant par les animaux et les bactéries. Elle est partout. Notre société d'abondance l'a donc délaissée, ou plus précisément rendue invisible. Car elle est là, sous nos yeux, en permanence : l'école, la sécurité sociale, les coopératives, les syndicats, l'État, les entreprises, sont des institutions extrêmement puissantes d'entraide. On ne les voit plus car on a chaussé les œillères de la compétition, et en attendant, ces institutions se fragilisent, hors de notre champ de vision.

Retrouver l'autonomie et l'auto-organisation

Le grand problème de cette économie asociale et égoïste, c'est qu'elle s'est immiscée partout, et même en nous. Elle nous a rendus accros. Pour leur simple survie, beaucoup de gens dépendent de la malbouffe, de la bagnole, du supermarché, du nucléaire, du pétrole, etc. Il est donc difficile de faire table rase de tout cela. Pour une sortie de confinement, il nous faut donc, à contrecœur et pour une question de survie, relancer au moins partiellement un système que l'on sait néfaste.

Cela nous montre bien qu'un des horizons politiques d'émancipation est l'autonomie : reprendre en main notre production, revenir à plus de convivialité, ne pas dépendre des choses nuisibles. Et pour cela, il n'y a pas d'autre choix que de s'organiser, s'entraider à la base, au sein de lieux de vie, de bassins de vie, de biorégions.

L'autonomie se gagne à toutes les échelles, en famille, dans le quartier, la ville, la région, le pays... Elle ne signifie pas un repli sur soi, ce qui serait effectivement un mauvais retour au local. Elle est la capacité pour des groupes, à toutes les échelles, de s'auto-administrer, de diminuer la centralisation des pouvoirs et d'arrêter de déléguer leur vie à des structures qui leur échappent. Il y a la place pour une coordination à grande échelle, mais il s'agit de ne plus dépendre entièrement des structures à plus grande échelle, des grands groupes et des grandes entités politiques qui auront vite fait de convertir le pouvoir que vous leur donnez en domination, en barbarie. L'autonomie d'un territoire inclut bien évidemment une certaine interdépendance avec d'autres territoires voisins ou amis. Une franche horizontalité, un fédéralisme.

Et traverser les tempêtes

On pourrait croire que les temps qui arrivent – les catastrophes, les dégradations et autres pénuries – favoriseront les égoïsmes et la compétition. C'est effectivement un risque, mais il est surtout amené par la culture de la compétition : faire croire que les gens sont égoïstes par nature revient à leur faire perdre confiance en la possibilité de faire société dans l'urgence, et, comme la défiance amène la défiance, tout cela finit dans une sorte de malentendu tragique.

Dans le monde vivant, c'est plutôt le contraire : les milieux hostiles font émerger l'entraide, tout simplement parce qu'on a besoin de ses voisins pour survivre. Autrement dit, les individualistes sont

beaucoup plus vulnérables. Ainsi, le fait de vivre dans l'abondance permet le luxe de se passer de son voisin. L'individualisme est donc véritablement une idéologie de riches. Seule notre époque démesurément opulente grâce aux énergies fossiles a pu développer de tels niveaux institutionnels d'égoïsme.

Comme l'ont montré l'économiste Thomas Piketty et ses collègues, les avancées en faveur d'une meilleure répartition des richesses ont été conquises après les grandes catastrophes du siècle, lorsque les industriels et la finance étaient à genoux et n'avaient plus les moyens d'imposer leurs exigences antisociales.

Ainsi, le problème n'est pas la pénurie qui arrive – car les humains savent gérer cela depuis des centaines de milliers d'années –, c'est plutôt d'arriver dans les pénuries avec une culture de la compétition et de l'égoïsme. Dans ce cas, le chaos social n'est jamais loin. Il est évident que si vous vous foutez du sort de vos voisins, des humains et des êtres vivants qui vous entourent, vous vivrez dans une bulle avec ce sentiment très toxique d'être indépendant. Vous risquez juste de mourir vite, déconnecté... et seul.

Ce qui sauve, ce qui fait traverser le temps long, c'est de se sentir en interdépendance avec les autres, relié à une toile du vivant, de sentir que, sans les autres, nous sommes tous extrêmement vulnérables.

Pablo Servigne a une formation d'agronome et d'éthologue. Il a quitté le monde académique en 2008 pour devenir papa et chercheur « in-terre-dépendant », c'est-à-dire auteur et conférencier. Il est l'auteur des best-sellers Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes (Seuil, 2015), L'Entraide, l'autre loi de la jungle (LLL, 2017), et Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre) (Seuil, 2018).

Rendez-nous la vie

Par Pacôme Thiellement

Rendez-nous la vie. On ne vous demande pas plus. On vous demande de nous laisser vivre. Aujourd'hui, même ça, on ne l'a pas. On ne nous le permet pas. La vie, SVP. Il y a des choses simples et qui semblent plus difficiles à obtenir que tout : un logement décent pour tous, le minimum vital, la vie. Pour le reste, ce sera plus compliqué mais on a de la ressource. Pour le reste, on se débrouillera. On vous rappellera.

17 % des logements à Paris sont inhabités. Gentrification oblige, les capitales d'Europe sont devenues des villages fantômes. On ne peut plus y vivre, et à peine y mourir. Les loyers sont si chers (cher n'est pas le bon mot ; un livre d'art est cher ; les morilles sont chères ; les loyers sont impossibles). On a laissé les propriétaires faire ce qu'ils veulent avec tout cet espace qui ne leur appartient que parce qu'on le leur laisse. Nous sommes trop gentils avec des gens qui ne le sont pas du tout. Rendez-nous l'espace. Un espace devrait d'abord appartenir aux vivants, à la communauté, au partage. Si on a une chose à exiger, une seule, c'est que les loyers des capitales européennes baissent, et baissent drastiquement, tout de suite. Ils devraient même être gratuits. Que les gens qui bossent la journée dans une ville puissent y dormir le soir, et pas à deux heures de leur lieu de travail en transport en commun. Si un loyer est trop cher pour qu'un Parisien y vive, il doit baisser. Ça devrait être une loi. Loyers, baissez, SVP.

Les produits de première nécessité doivent être accessibles à tous. Tout le monde doit pouvoir manger pour vivre. Il y a largement assez de nourriture pour tout le monde, et tant de nourriture gâchée parce qu'on ne veut pas la céder. Le comble de l'ignominie, c'est l'interdiction aux pauvres de faire la poubelle des supermarchés. Ce qui est jeté à la poubelle ne devrait plus appartenir à celui qui l'a jeté. C'est jeté, c'est à récupérer, et ça ne devrait même pas pouvoir être discuté. Le reste, on pourra en discuter si vous le voulez. Mais pas ça : il faut que tout le monde puisse manger. Le minimum vital devrait même être gratuit. Pour le reste, on verra. On en rediscutera. On vous rappellera.

Tout le monde le sait assez : l'argent est une drogue, l'argent rend fou. C'est une drogue : plus les hommes en possèdent, moins ils le partagent. Il faudrait faire une loi sur l'argent : passé une certaine somme, on vous surveillerait, on ferait des tests. Si vous n'êtes pas capable de le partager, votre argent, on vous le retirerait. On vous mettrait sous tutelle, sous curatelle. On vous en laisse déjà tellement. Pour vous, ce n'est pas assez. On sait : ce n'est jamais assez. Mais vous n'êtes pas vous-mêmes, c'est l'argent qui vous possède. C'est l'argent qui parle en vous. Un milliardaire avec l'argent est comme un drogué en manque, comme un alcoolique quand le bar va fermer.

Il faudrait probablement faire une loi là-dessus. Une loi morale d'abord. Parce qu'on n'arrivera jamais à faire passer notre loi, ils sont capables d'acheter les juges. Ils achètent déjà les hommes politiques, les policiers, les militaires. Il faudrait faire une loi morale qu'on partagerait tous, qu'on ferait passer comme une règle de vie : passée une certaine assiette, on ne t'écoute plus, on considère que tu ne fais plus partie de la communauté des hommes, tu es moins qu'une merde. La France compte 40 milliardaires et deux millions de millionnaires. On va être généreux : on met l'assiette au deuxième million. Si tu es troismillionnaire, tu partages ton million en trop ou c'est fini, on ne t'écoute plus, on ne te parle plus, on ne joue plus avec toi ou pour toi, on fout la honte à tous ceux qui te fréquentent, les artistes qui te

vendent leur machin, les stars qui boivent ton pinard. Tu donnes ou tu pars. Tu vas jouer tout seul avec ta fortune, dans tes rues privatisées avec des vigiles à l'entrée, dans ton bunker où tu vas te confiner lors de la guerre atomique mais où tu vas te faire chier dès la deuxième semaine, avec seulement dix bouteilles de champagne et trois *call girls* qui te détestent et qui finiront par te saigner pour partager la bouteille restante avec ton garde du corps. Troismillionnaire, tu es un con et tu es devenu notre paria.

Si on faisait une campagne d'affichage pour leur faire honte ? Pas de violence, juste la honte. Des affiches avec leur gueule, leur fortune, et comment ils l'ont faite surtout. Comment ils la font et la gardent. Comme s'ils étaient des bandits de western ou des disparus (ce qu'ils sont, d'une certaine façon). « Wanted » : votre fric, mabouls. « Avis de recherche » : votre cœur, tarés. Plutôt que de sauver Notre-Dame (enfin : soi-disant sauver Notre-Dame), sauvez les humains. C'est du « name and shame » ? C'est du « name and shame ». À l'heure où les hyper-riches achètent tout, des journaux aux artistes contemporains, pour blinder leur communication et se donner une bonne image d'eux-mêmes, il faut leur renvoyer la réalité de leurs méfaits à la face, continuellement. Il faut, en échange de l'image qu'ils veulent nous imposer d'eux-mêmes, leur renvoyer leur vrai visage. Ce n'est pas de la violence. C'est même le contraire de la violence : c'est une campagne de communication ; une campagne à leur adresse, ou plutôt à l'adresse de ce qui reste d'humain en eux. Rendez-nous la vie. Cessez de nous piller, SVP.

La politique n'est rien. Les politiciens ne sont rien, c'est l'argent qui est tout. C'est l'argent qui les possède et en fait ce qu'ils sont devenus aujourd'hui : de simples laquais, des valets de pisse. Assez pavoisé. Si les 40 milliardaires en France deviennent deuxmillionnaires, on s'en sortira très bien, on aura des milliards à mettre dans les logements, la nourriture, la santé, l'éducation. Et pour le reste, ne vous inquiétez pas, on se débrouillera. Mais ils ne nous le donneront

jamais s'ils n'apprennent pas à avoir honte. Il est impératif qu'ils aient honte. Alors on va commencer. Rendez-nous la vie.

Écrivain et vidéaste français, Pacôme Thiellement est une figure de la culture contemporaine et un artiste prolifique, il est l'auteur d'une dizaine d'essais, dont Pop Yoga (Sonatine), La Victoire des Sans Roi (PUF).

Bâtir une alliance pour la justice environnementale

Par Marie Toussaint

C'est avec grand plaisir que je participe à cet ouvrage collectif, parce qu'on a besoin de faire converger les points de vue critiques de celles et ceux qui veulent changer l'ordre du monde.

J'écris ces lignes en plein déconfinement. On a beaucoup parlé du « monde d'après ». Le risque le plus évident, c'est que tout continue comme avant. Que le retour à la normale soit en fait un retour à l'anormal : le saccage méthodique du vivant, des écosystèmes, de la biodiversité au nom de la recherche du profit. La crise que nous traversons est pourtant éloquente. On ne sait pas encore exactement d'où vient le Covid. Mais la science nous indique que c'est un virus zoonotique, et que les virus zoonotiques sont favorisés par la déforestation. L'enchaînement des causalités ne peut échapper à qui cherche à comprendre. Les atteintes portées à la nature ont causé une crise sanitaire mondiale, mettant l'économie à l'arrêt, avec des conséquences sociales déflagratoires.

Les chiffres sont frappants et convergents : les classes sociales les plus défavorisées ont été les plus touchées par le Covid. Ce sont elles qui ont subi de plein fouet l'épidémie, elles qui ont vécu le confinement dans les plus mauvaises conditions, elles qui meurent davantage.

L'égalité face à la pandémie est une fiction. La surmortalité des noir.e.s américain.e.s est venue rappeler la réalité ségrégative des États-Unis.

Si guerre il y a, c'est bien davantage la guerre sociale menée par les riches contre les pauvres et la guerre permanente menée par les pollueurs contre la nature qu'ils détruisent sans vergogne. Je veux montrer ici que les deux phénomènes sont liés, et que nous ne pourrions pas combattre l'un sans nous opposer à l'autre.

Le rétablissement des droits sociaux et la restauration écologique sont les deux faces d'un même combat. Il faut résister à la logique qui fait de la nature et des droits humains des variables d'ajustement de la course au profit. C'est donc autour de la justice environnementale qu'il faut reconstruire nos sociétés.

En finir avec la prédation qui détruit la planète

Le Covid-19 a une origine : la prédation. Cette prédation qui est le moteur à peine caché du néolibéralisme, qui se nourrit du sang de la terre et des larmes des humains n'est conduite que par une poignée d'entreprises qui exploitent la nature et les êtres, les ressources naturelles et les données personnelles.

Vingt-cinq entreprises seulement sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre entre 1988 et 2015 ; et leurs émissions se sont démultipliées. Ce n'est pas tout : seuls quelques grands groupes pilotent la production d'OGM, de pesticides, d'engrais, et bien souvent aussi des médicaments, tandis que les populations du monde souffrent de manière croissante de la faim, de la malbouffe, de la pollution des sols...

Une poignée de « békés » se sont assurés que le chlordécone serait encore répandu sur les terres antillaises alors que la toxicité du produit n'était plus à prouver. Une poignée d'exploitant.e.s aurifères encore,

qui répandent du cyanure et du mercure sur les territoires amazoniens de Guyane et les populations autochtones, en France dans des lobbies fort bien organisés, et dans les pays voisins.

Une poignée de firmes aussi, qui extraient du gaz de schiste et du sable bitumineux sur les territoires des natifs américains et canadiens. C'est du fait de la décision de quelques-uns que les ouvriers sont morts de l'exposition à l'amiante, ou de la silicose.

On pourrait à l'infini donner des exemples de l'aberration de ce qui se joue sous nos yeux. Continuer ainsi n'est plus possible. Nous devons énoncer clairement que les lois de l'économie ne sont pas au-dessus des lois de la nature.

La lutte pour sauver le climat oppose ainsi principalement les intérêts privés de quelques grands groupes, et l'intérêt collectif de l'immense reste de l'humanité. Il est temps d'écouter les voix qui expriment la souffrance humaine et les maux de la Terre, plutôt que de s'en remettre aux forces du marché ou de parier sur le progrès technique qui viendrait magiquement nous sauver.

Redonner de la valeur à ce qui compte vraiment

Que vaut la vie brisée d'une ouvrière indienne quand il s'agit de faire gagner quelques dollars de plus à des actionnaires ? Que valent les droits d'un autochtone quand il s'agit de faire passer un pipeline ? Au fond, leurs existences sont considérées comme négligeables, subalternes.

Il en va de même pour la nature. L'imaginaire anthropocentrique dominant nous a séparé d'elle alors que nous en sommes issu.e.s, qu'elle nous constitue comme nous la constituons. Elle aussi est devenue subalterne. Alors qu'elle nous fournit les ressources vitales pour répondre à nos besoins, nous avons décidé qu'elle ne valait rien, ou si peu. Plus exactement nous avons décidé qu'elle n'avait pas de

valeur ontologique, mais seulement la valeur marchande liée à son exploitation.

Heureusement, au niveau planétaire, depuis des années, une multiplicité de résistances au productivisme se sont levées. Dans les pays des Suds, des femmes, en Inde avec le mouvement Chipko, au Kenya avec Wangari Maathai ; et des hommes, au Niger avec Ken Saro-Wiwa, au Brésil avec Chico Mendes... ont mené, parfois au prix de leurs vies, des combats qui sont tout autant des combats pour les droits de la nature que pour l'égalité des êtres. À travers ces luttes, appelées « écologisme des pauvres », ils et elles se sont opposé.e.s à l'inégalité nord-sud, et aux alliances productivistes entre dirigeants politiques et grandes entreprises multinationales qui visaient à asservir les travailleurs.ses, exproprier les populations pour s'accaparer leurs ressources.

Notre combat écologique est aussi un combat pour l'émancipation humaine. Pour parvenir à sauver le climat, menacé par la folie de notre modèle de développement, il faut renverser l'ordre des priorités, établir ce qui a de la valeur pour nous : la vie de nos proches, les liens sociaux, la culture, la beauté d'un paysage, la douceur, toutes ces choses qui n'ont pas de prix et ne devraient jamais être marchandisées.

Rassembler pour mieux lutter

Sortir de la logique qui veut que rien ne soit plus important que le profit est un premier pas. Mais ce ne sera pas suffisant. Nous devons déconstruire l'ensemble des logiques de domination qui traversent nos sociétés. À commencer par la domination patriarcale, par exemple. Dès les années soixante-dix, les éco-féministes ont fait le lien entre exploitation du corps des femmes et exploitation de la nature. Elles dénonçaient de concert l'absence de représentation des femmes, l'approche viriliste et prédatrice du monde, et la négation

de la nature. Aujourd'hui encore, les hommes détiennent 70 % des richesses et 80 % des terres de la planète. 9 milliardaires sur 10 sont des hommes. De fait, le système qui détruit la planète est un système sous domination masculine.

Nous devons agir dans deux directions simultanées : la défense des subalternes et le respect des droits de la nature. C'est le sens de la justice environnementale, née dans le sillage du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Alors que nul ne cherchait à savoir où étaient entreposés les déchets toxiques, et ouvertes les entreprises nuisibles, les noir.e.s américain.e.s ont mené l'enquête, créé des données, assimilables par les pouvoirs publics des États-Unis. Et leurs conclusions étaient nettes : deux-tiers des populations entassées dans des zones toxiques étaient noires, ou latino-américaines. En 1991, le mouvement des peuples de couleur adopte ses dix-sept principes pour la justice environnementale. Le premier proclame l'interdépendance de toutes les espèces, le droit d'être libre de toute destruction écologique, et le caractère sacré de la Terre-mère.

À leur suite, en nous inscrivant dans la lignée de ces principes, pour préserver notre avenir et celui des générations futures, aussi bien que la capacité de survie des populations les plus exposées du monde, nous agissons en justice.

Les citoyennes et les citoyens utilisent l'arme du droit pour reprendre le contrôle sur nos existences en posant des limites à la rapacité des multinationales, et en poussant les États à agir.

Ce fut le cas des 900 citoyens néerlandais dans l'affaire Urgenda, des 25 jeunes l'ayant emporté face à l'État colombien en arrachant au tribunal la reconnaissance des droits de la forêt amazonienne ; d'Ashgar Leghari, fils d'agriculteurs pakistanais très pauvres, qui a lui aussi, fait condamner son pays pour inaction climatique ; ou des plus de deux millions de Français.es rassemblé.e.s en soutien à l'Affaire du siècle, cette action en justice contre l'État français pour inaction climatique.

Il faut conjuguer les luttes, faire des alliances, chercher les points communs, multiplier les possibilités d'actions collectives. Ce ne sera pas facile. Ne soyons pas angéliques : l'alliance des subalternes ne va pas naître spontanément. Il existe des tensions, des contradictions, des conflits. Mais nous devons les dépasser. Parce que toutes les tentatives de construire le progrès social sans tenir compte de la finitude des ressources ont buté sur la question du productivisme et de la redistribution : changements climatiques, désertification, disparition des îles, intoxications diverses... Le fait de n'avoir pas su appréhender la nécessaire harmonie avec le vivant est l'une des raisons majeures des échecs politiques progressistes et solidaires des dernières décennies. Inversement, il est de la responsabilité du mouvement écologiste de se mettre au service de celles et ceux qui défendent leur cadre de vie, et à travers leur action, la chance pour toutes et tous de pouvoir vivre bien.

Nos adversaires nous ont toujours divisé. Qu'ils sachent que ce temps-là est révolu. La justice environnementale est en marche.

Marie Toussaint est une militante écologiste, juriste en droit international de l'environnement. Elle est à l'origine de la pétition « l'Affaire du siècle ». En mai 2019, elle est élue eurodéputée écologiste. Elle est l'autrice, avec Priscillia Ludosky, d'Ensemble, nous demandons justice, (Massot Éditions, 2020).

Florent Massot remercie :
Hélène Bouchoucha et Katell Gouëlle pour leur suivi éditorial ;
Stéphane Michalon pour la diffusion de cet Epub
sur les réseaux indépendants ;
l'équipe de correctrices et notre compositeur pour leur réactivité.

Composition : Atelier des Glyphes